



fives

# CONCEVOIR AUJOURD'HUI LES USINES DU FUTUR

RAPPORT FINANCIER

2017 #Exercice 2016

# PROFIL

Fives conçoit et réalise des machines, des équipements de procédé et des lignes de production pour les grands industriels mondiaux des secteurs de l'acier, de l'aéronautique, de l'aluminium, de l'automobile, du ciment et des minéraux, de l'énergie, de la logistique et du verre.

Implanté dans près d'une trentaine de pays et comptant près de 8 400 collaborateurs sur les cinq continents, le Groupe est reconnu pour sa maîtrise technologique et ses compétences dans la réalisation de grands projets d'ensemble partout dans le monde.

## SOMMAIRE

Rapport d'activité	02
Gouvernement d'entreprise	14
Renseignements financiers et juridiques	18
Comptes consolidés de l'exercice 2016	21
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	60
Assemblée générale mixte du 27 juin 2017	62
Projet de résolutions (extrait)	62

# RAPPORT DU DIRECTOIRE

## À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 27 JUIN 2017

### 1. ACTIVITÉ DU GROUPE EN 2016

#### 1.1. ENVIRONNEMENT COMMERCIAL ET ACTIVITÉ

Alors que le début de l'année 2016 semblait annoncer une stabilisation des principaux indicateurs macro-économiques, avec notamment la perspective d'une légère remontée des cours du pétrole, les dernières prévisions du FMI (3,1 %), de l'OCDE (2,9 %) et de la Banque Mondiale (2,3 %) convergent vers le constat d'une croissance mondiale au plus bas depuis la crise de 2009.

En Europe, le Brexit a brutalement rappelé la fragilité de l'équilibre politique et institutionnel, confortant dans son sillage les doutes sur la capacité de l'Union Européenne à faire face à la montée des populismes et à répondre aux grands enjeux économiques du moment. Aux États-Unis, le contexte pré-électoral incertain, marqué par des divergences de visions très fortes entre les deux candidats, a renforcé l'attentisme ; l'investissement industriel s'est, ainsi, à nouveau contracté en 2016, après une année 2015 pourtant déjà fortement affectée par les conséquences de la baisse du cours du pétrole sur l'ensemble de l'économie. Si les marchés financiers semblent, pour l'heure, avoir réagi de façon plutôt mesurée, il est encore trop tôt pour anticiper les conséquences (positives ou négatives) d'un Brexit probablement « dur » et de l'arrivée au pouvoir de Donald Trump sur l'investissement industriel, moins spéculatif.

Les pays émergents ne sont par ailleurs plus les moteurs qu'ils étaient en 2011 : la transition du modèle chinois de l'investissement et l'industrie vers les services et la consommation, la baisse significative des budgets des économies fortement dépendantes des produits de base (en particulier le pétrole), et les difficultés à obtenir des financements externes sont autant de freins aux capacités d'investissement. À cela s'ajoutent les difficultés à obtenir les licences d'exportation et à valider les circuits de financement dans les pays faisant l'objet de sanctions, en particulier la Russie et l'Iran.

Ce contexte a doublement pénalisé l'activité commerciale du Groupe en 2016. D'une part, les décisions d'investissements sur des grands projets (notamment dans le métal, mais aussi dans l'énergie et le ciment) n'ont cessé de se décaler trimestre après trimestre, les retours trop lointains, parfois couplés à des difficultés de financement, n'incitant pas à braver l'incertitude et la volatilité, y compris lorsque la demande existe. Au total, le Groupe enregistre ainsi en 2016 un volume de grands projets historiquement bas. D'autre part, dans les industries où de nombreuses usines ont fermé, tournent au ralenti, ou sont confrontées à une pression constante sur les coûts de fonctionnement (en particulier métal, énergie et industrie lourde), les clients reportent les investissements de montée en gamme de leurs installations et réduisent drastiquement leurs stocks de pièces de rechange, sur lesquelles le Groupe voit ses niveaux d'enregistrements de commandes baisser par rapport à 2015. Ce dernier effet est certes compensé par une meilleure performance dans les autres activités de services et les équipements, à des taux de marge toutefois inférieurs.

Les enregistrements de commandes du Groupe s'établissent ainsi à 1 465 M€ en 2016, en baisse de 243 M€ par rapport à 2015 (1 708 M€), soit 257 M€ à périmètre et change constants, sous l'effet du faible niveau d'enregistrement de grands projets. En termes de zones géographiques, l'Europe et l'Amérique du Nord se maintiennent, grâce à la bonne dynamique des activités équipementières dans l'automobile et la logistique, qui permettent de compenser la morosité des marchés de l'énergie et de l'industrie générale ; l'Asie, le Moyen-Orient et l'Afrique, plus exposés aux grands projets et aux secteurs du métal et du ciment, marquent en revanche le pas.

#### 1.2. CROISSANCE EXTERNE

Le 7 décembre 2016, le Groupe a réalisé l'acquisition du sous-groupe japonais Daisho, spécialisé dans la conception et la réalisation de rectifieuses de disques et de machines d'écroûtage de barres pour l'automobile et d'autres industries. Fives complète ainsi son portefeuille de technologies de rectification, tout en consolidant sa présence sur les marchés japonais et sud-coréen notamment.

Daisho compte une soixantaine de collaborateurs et réalise, en année pleine, un chiffre d'affaires d'environ 20 M€ pour un EBITDA autour de 2 M€.

#### 1.3. ENVIRONNEMENT COMMERCIAL PAR MARCHÉ

##### Automobile

*Le pôle conçoit, réalise et installe des équipements, systèmes d'usage, systèmes automatisés de production et systèmes de remplissage destinés principalement à l'industrie automobile.*

**Dans le domaine de l'automobile**, les tendances sont très bien orientées, les constructeurs mondiaux disposant de ressources grâce aux profits importants dégagés depuis deux ans, dans un secteur favorisé par la baisse du prix du pétrole. L'investissement est tiré en premier lieu par le dynamisme du marché nord-américain (États-Unis et Mexique), aussi bien dans le cadre du renouvellement des gammes de moteurs et transmissions sur les modèles existants qu'en préparation du lancement de nouveaux modèles de véhicules dans les années à venir. En Chine, la croissance de la demande a favorisé une vague de programmes capacitaires depuis 2011-2012 chez les constructeurs étrangers (allemands, américains et japonais principalement) comme chez les producteurs ou OEM nationaux : après avoir été portés par les investissements réalisés dans les usines d'organes mécaniques, les enregistrements du Groupe bénéficient désormais des investissements dans l'assemblage final et les équipements de bout de ligne. Enfin, l'Europe de l'Ouest, après avoir été affectée pendant plusieurs années par les actions de rationalisation des capacités consécutives à la crise de 2009, voit depuis 2015 ses constructeurs lancer des programmes de rénovation et modernisation sur les sites maintenus en production, en particulier sur les segments des marques premium et des SUV, au Royaume-Uni, en France, en Allemagne et en Espagne. Seuls les marchés russe, brésilien et indien restent pour l'instant à l'écart de cette dynamique.

Les enregistrements de commandes de l'année s'affichent ainsi à 387 M€, en forte croissance (+ 73 M€) par rapport à 2015 (314 M€).

### Logistique

Le pôle conçoit des systèmes automatisés de tri destinés aux postes et aux sociétés de messagerie, de transport et de distribution, ainsi qu'aux acteurs du e-commerce.

Dans le domaine de la logistique, la dynamique de croissance est toujours exceptionnelle. La hausse des volumes de marchandises transportées liée au développement de l'e-commerce et les contraintes associées en termes de cadences et de gestion des flux soutiennent la demande d'automatisation des centres de tri. En Europe, au Japon et en Corée du Sud, en Amérique du Nord ainsi qu'en Australie, de nombreux programmes capacitaires ou de modernisation s'étendant sur plusieurs années ont été lancés, aussi bien par les sociétés de messagerie express, qui investissent dans des hubs de toutes tailles aux abords des grandes villes, que par les opérateurs postaux nationaux, qui misent sur la capillarité de leurs réseaux pour servir des zones plus reculées. Par ailleurs, le marché de la distribution devient de plus en plus actif au Japon et en Europe de l'Ouest, où de nombreux opérateurs se lancent dans l'automatisation de leurs entrepôts.

Enfin, le marché s'ouvre désormais directement aux nouveaux acteurs issus de l'e-commerce, tels qu'Amazon ou JD.Com, dont le business model change pour intégrer, en aval de leurs plateformes internet, le stockage et la distribution des marchandises.

Les enregistrements de commandes de l'année 2016 s'affichent à 210 M€, à un niveau comparable à celui de 2015 (219 M€).

### Métal

Le pôle métal développe des procédés et fournit des équipements destinés principalement à la production d'aluminium, d'acier plat et de verre. Concernant l'**aluminium**, les équipements proposés couvrent les procédés clés de fabrication de l'aluminium primaire répartis dans les secteurs carbone, électrolyse et fonderie de l'aluminerie. Dans le domaine de l'**acier**, le Groupe, qui possède une double expertise mécanique et thermique, fournit des lignes de traitement de la bande d'acier, ainsi que des laminoirs et des fours de réchauffage de grande capacité. Le pôle intervient également dans le secteur du **verre**, où il fournit des lignes de production de verre creux et de verre plat, comprenant l'ensemble des équipements des sections fusion et étenderie.

Dans le domaine de l'aluminium primaire, la baisse sensible du coût de l'énergie (principal élément du prix de revient de l'aluminium) permet à une majorité de producteurs de rester légèrement profitables en maintenant en production, à moindre coût, des smelters peu performants. La croissance de la demande mondiale (+ 4 %) a ainsi été absorbée par l'augmentation de la production, notamment chinoise et indienne, maintenant le prix de l'aluminium à un niveau relativement bas (autour de 1 550 dollars la tonne) jusqu'au dernier trimestre. Ce contexte a affecté l'activité commerciale du Groupe à double titre : d'une part, pour la quatrième année consécutive, aucun nouveau projet capacitaire d'ampleur ne s'est concrétisé en 2016 ; d'autre part, les commandes de services, et notamment de pièces de rechange, ont fortement baissé, de nombreux producteurs s'étant fixé l'objectif de réduire drastiquement leurs coûts d'exploitation, au moins de façon temporaire, dans l'attente d'une remontée des cours. L'activité commerciale du Groupe s'est donc concentrée sur quelques opportunités contracycliques dans des régions non traditionnelles (Chine, Amérique du Sud).

### ENREGISTREMENTS DE COMMANDES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En millions d'€	2014	2015	2016
Amériques	408,7	635,9	482,0
Asie et Océanie	360,3	364,0	328,8
Europe	539,3	532,5	550,2
Moyen-Orient et Afrique	556,7	175,4	104,1
<b>Total</b>	<b>1865,0</b>	<b>1707,8</b>	<b>1465,1</b>
Dont économies matures	51%	62%	64%
Dont pays émergents	49%	38%	36%

### ENREGISTREMENTS DE COMMANDES PAR MARCHÉ

En millions d'€	2014	2015	2016
Automobile	273,6	314,5	386,9
Logistique	180,3	218,7	210,0
Métal (aluminium et acier)	213,1	259,2	201,0
Énergie	398,1	334,9	301,0
Ciment	587,8	232,7	84,4
Aéronautique et industrie	212,1	342,6	266,6
Holding et filiales de réalisation		5,2	15,2
<b>Total</b>	<b>1865,0</b>	<b>1707,8</b>	<b>1465,1</b>

Les enregistrements de commandes de l'année sur le segment de l'aluminium s'affichent ainsi à 122 M€. Ils ne baissent que de 7 M€ par rapport à 2015 (129 M€), qui n'intégrait toutefois que six mois de contribution de Fives ECL ; par rapport à une vision proforma de 2015, les enregistrements de commandes de 2016 sont en baisse d'une cinquantaine de millions d'euros.

**Dans le domaine de l'acier**, les tendances de 2015 se sont amplifiées en 2016. Dans un marché affecté par des surcapacités structurelles et désormais en pleine restructuration, la Chine, premier producteur mondial, n'a quasiment vu aucun projet significatif se concrétiser, y compris de la part des grands acteurs publics comme Baosteel. Les rares segments où la demande subsiste (notamment les aciers à haute valeur ajoutée pour l'industrie automobile, sur lesquels le Groupe est bien positionné) représentent des niches dont les volumes sont insuffisants pour compenser l'absence d'investissements par ailleurs, tandis que les autres régions du monde pouvant constituer des relais de croissance potentiels (Inde, Corée du Sud, États-Unis, Russie) ont à peine suscité quelques frémissements en fin d'année.

Dans ce contexte, les enregistrements de commandes de l'année sur le segment de l'acier s'établissent à 79 M€, en forte baisse (- 51 M€) par rapport à 2015 (130 M€), qui constituait déjà un point bas historique pour le Groupe.

**Au total dans le métal**, les enregistrements de commandes de l'année 2016 s'établissent à 201 M€, en baisse de 58 M€ par rapport à 2015 (259 M€). Hors Fives ECL (consolidé sur douze mois en 2016 contre six mois en 2015), ils s'affichent à 129 M€ (contre 211 M€ en 2015), ce qui constitue un point bas historique pour le Groupe dans ce pôle dont les deux segments sont affectés par des conditions de marché difficiles (de façon conjoncturelle pour l'aluminium mais structurelle pour l'acier).

## Énergie

*Le pôle conçoit et réalise différents équipements industriels dans le domaine de l'énergie, en particulier sur les segments des systèmes de combustion industrielle haute performance, des équipements de production et de finition de tubes, des équipements cryogéniques pour le traitement des hydrocarbures et la séparation d'air, ainsi que de la bioénergie et du sucre. Par ailleurs, sur le segment de la tuyauterie nucléaire, le Groupe intervient, principalement en France, sur des contrats de maintenance, ainsi que sur certains projets de constructions neuves.*

**Dans le domaine de l'énergie**, le Groupe reste affecté par la faiblesse du cours du pétrole, toujours solidement ancré sous les 60 dollars le baril. Sur les segments de la combustion, des tubes et de la cryogénie, exposés au travers de leurs activités liées à l'exploration pétrolière et à la pétrochimie (combustion), à l'extraction et au transport de gaz (tubes), ainsi qu'au traitement de gaz naturels et industriels (cryogénie), peu de projets affichent des retours sur investissements suffisants pour être considérés par les grands donneurs d'ordre ; déjà sous contrainte dans l'exploitation de leurs installations existantes, ceux-ci n'ont d'ailleurs cessé de chercher à optimiser leurs coûts de production, ce qui a continué de peser sur la demande de pièces de rechange et de services.

Sur le segment des équipements sucriers, les investissements ont en revanche redémarré en 2016, dans un contexte de forte remontée des cours du sucre, après le point bas atteint mi-2015 ; les phénomènes de sécheresse observés dans plusieurs grandes régions productrices (Chine, Inde, Thaïlande) ont en effet conduit à réduire l'offre, et donc à consommer les stocks constitués les années précédentes.

Enfin, sur le segment de la tuyauterie industrielle à haute performance (en France), les volumes de travaux supplémentaires relatifs au projet de construction neuve de l'EPR de Flamanville, réévalués à la hausse sur la période 2012-2015 (avec plus de 30 M€ de commandes par an pour le Groupe), ont fortement baissé en 2016, les commandes relatives aux travaux d'accélération consécutifs aux retards du chantier ne devant être lancées qu'en 2017. Cet effet a été partiellement compensé par la reprise de l'activité de modernisation et de maintenance du parc nucléaire français existant, au travers des contrats cadres signés avec EDF, dont les volumes avaient été contenus en 2015, dans une volonté affichée de réduction des coûts.

**Au total dans l'énergie**, les enregistrements de commandes s'affichent à 301 M€, en baisse de 34 M€ (10 %) par rapport à 2015 (335 M€), tous les segments étant affectés, à l'exception de celui des équipements sucriers.

## Ciment

*L'offre du pôle ciment s'étend de la fourniture d'équipements de procédé isolés, tels les brûleurs, les broyeurs, les séparateurs, les filtres (à destination des industries du ciment et des minéraux), aux ateliers de broyage jusqu'à la fourniture de cimenteries clés en main et aux services associés.*

**Dans le domaine du ciment**, la demande a peu progressé (+ 3 % en 2016), et les taux d'utilisation des capacités existantes restent faibles dans de nombreuses régions du monde. Du côté de l'offre, le mouvement de concentration du marché, symbolisé par les fusions entre Lafarge et Holcim puis Heidelberg et Italcementi, a favorisé l'attentisme : les nouveaux ensembles fusionnés, à la recherche de synergies, affichent des objectifs clairs de réduction de leurs investissements, tandis que leurs plans de cessions d'actifs en cours ou à venir constituent pour leurs concurrents internationaux autant d'opportunités prioritaires par rapport à tout nouveau projet interne. Des acteurs régionaux se sont certes développés depuis quelques années dans les zones émergentes les plus porteuses (Amérique centrale et du Sud, Asie du Sud-Est, Afrique du Nord et subsaharienne, Moyen-Orient), mais la majorité d'entre eux se heurtent à des difficultés de financement liées à la baisse des prix des matières premières, au premier rang desquelles le pétrole. Dans ce contexte, l'activité commerciale du Groupe s'est principalement concentrée sur la fourniture d'équipements isolés et le développement du service.

Les enregistrements de commandes de l'année 2016 s'établissent ainsi à 84 M€, en baisse de 149 M€ par rapport à 2015 (233 M€) en l'absence de projet d'ensemble (pour mémoire, une cimenterie clés en main avait été enregistrée en 2015 pour 157 M€).

## Aéronautique et industrie

*Le pôle aéronautique et industrie propose des solutions d'usinage de pièces complexes de grande dimension et de dépose de composites, à destination de l'aéronautique et des biens d'équipements industriels pour les secteurs minier et des hydrocarbures notamment. Il propose par ailleurs des solutions de maintenance industrielle préventive et corrective.*

**Dans le domaine de l'aéronautique**, les programmes liés à la « seconde vague » des nouveaux longs courriers de Boeing et Airbus touchent à leur fin. Par ailleurs, la baisse durable du prix du pétrole a changé la donne pour les compagnies aériennes, dont la flotte actuelle redevient suffisamment rentable pour différer les investissements dans des avions de nouvelle génération, moins consommateurs de kérosène. Des décalages ou annulations de commandes auprès des constructeurs sont

donc pressentis, ce qui se traduit par un ralentissement de la montée en cadence prévue pour toute la chaîne de sous-traitance, désormais principalement sollicitée pour les programmes du 737 MAX et de l'A320neo, ainsi que du moteur LEAP de Safran/GE qui les équipe. Ce phénomène a toutefois été compensé par le développement du secteur aéronautique en Chine, où l'urbanisation croissante et la hausse du niveau de vie se traduisent par une forte progression des déplacements internes, encore très limités en comparaison de la population. Le pays intensifie ainsi, comme la Russie, son positionnement de sous-traitant pour Airbus et Boeing, tout en se préparant à la production de ses propres avions. La fin de l'année a également vu une nette reprise du marché de l'aviation militaire en Amérique du Nord, portée par les perspectives du F-35 de Lockheed Martin.

**Dans le domaine de l'industrie**, les segments du pétrole et du gaz, d'une part, et de la mine et des engins de chantier, d'autre part, sont restés déprimés. L'investissement industriel a notamment poursuivi sa chute aux États-Unis (principal marché du Groupe dans ce secteur), atteignant un point bas à l'été ; le trou d'air aura duré presque toute l'année, les niveaux de 2015, déjà faibles, n'ayant été retrouvés qu'au cours des deux derniers mois. Sur le segment de la maintenance industrielle, où le Groupe opère principalement en France, l'activité commerciale a retrouvé un niveau normatif, après une année 2015 dopée par la mise en vigueur de plusieurs contrats pluriannuels (pour une valeur d'enregistrement non récurrente de 63 M€).

**Au total sur le pôle aéronautique et industrie**, les enregistrements de commandes du Groupe s'affichent à 267 M€, en baisse de 76 M€ par rapport à 2015 (343 M€) du fait d'une activité commerciale moindre dans l'industrie générale.

#### 1.4. PRINCIPAUX SUCCÈS COMMERCIAUX

##### En Amériques

###### États-Unis

**Dans le domaine des systèmes automatisés de production**, grâce à son expérience réussie dans la réalisation de lignes d'assemblage de sous-ensembles pour des programmes de transmissions automatiques similaires, Fives s'est vu attribuer une nouvelle commande par General Motors, concernant la fourniture d'une ligne d'assemblage de différents sous-ensembles dans le cadre du programme de boîtes automatiques 10 vitesses ABIV. Livrée en novembre 2017, cette installation fournira au client une capacité de production annuelle de plus de 250 000 transmissions.

**Dans le domaine de l'aéronautique**, Boeing a renouvelé sa confiance dans le groupe Fives en lui attribuant des commandes pour la fourniture de deux machines d'usinage multi-axes à traverses hautes Liné Machines Powermill V, capables d'usiner des pièces de grande dimension avec une haute précision, pour deux de ses sites de l'État de Washington : l'une en février, pour le détourage et le perçage des voilures du Boeing 777X sur le site d'Everett, et l'autre en octobre, avec outillage spécial, dédiée à l'usinage des nervures des Boeing 737 et 747 sur le site de Frederickson. Ces machines seront respectivement les troisième et neuvième machines de cette gamme livrées sur ces sites.

**Dans le domaine de la combustion**, Cliffs Natural Resources, située dans le Nord du Minnesota, a choisi le Groupe pour la fourniture et l'installation d'un nouveau système de combustion pour son projet de pelletisation du minerai de fer. Une fois le projet mis en service, les pellets produits viendront alimenter l'un des plus grands hauts-fourneaux des États-Unis.

###### Mexique

**Dans le domaine des tubes**, Fives s'est vu confier, au Mexique, plusieurs commandes pour de nouvelles lignes de production de tubes destinés à différentes applications : Perfiles y Herrajes, L.M. S.A. de C.V., leader de la production de tubes et de profilés au Mexique, a ainsi renouvelé sa confiance dans le Groupe et commandé la conception et la fourniture d'une nouvelle ligne OTO d'une capacité de 3 000 tonnes par mois destinée à produire des profilés tubulaires et des tubes mécaniques de 3", tandis que Productos Laminados De Monterrey, S.A. de C.V. (ou Prolamsa), un leader au Mexique de la fabrication de tubes et de composants en acier au carbone, a passé commande auprès du Groupe pour la conception et la fabrication d'une ligne haute performance de production de tubes de 3 ½" pour les applications automobiles, répondant aux exigences les plus strictes des fabricants de pièces automobiles en termes de rigidité.

###### États-Unis et Mexique

**Dans le domaine de la rectification**, le Groupe avait signé en 2015 avec General Motors (GM) un contrat de trois ans prévoyant la fourniture de toutes les rectifieuses de vilebrequins pour ses nouveaux programmes de moteur, notamment CSS et V8 de cinquième génération pour poids lourds. Ce contrat cadre a donné lieu à l'enregistrement de commandes pour 24 machines en 2016, et sur la durée de ce contrat cadre, GM prévoit de commander un total d'une cinquantaine de machines, dont les livraisons ont commencé en 2016 et s'échelonnent jusqu'en 2018.

##### En Asie et en Océanie

###### Corée du Sud

**Dans le domaine de la logistique**, LG CNS a choisi Fives pour réaliser à Gwanju le tout nouveau terminal logistique géant de CJ Korea Express, la plus grande société de messagerie express sud-coréenne. La solution Fives, qui comprend sept boucles de tri cross-belt d'une longueur de 4 400 m, 56 lignes d'injection vers près de 3 000 destinations au total, les travaux d'installation mécanique ainsi que les plateaux à bascule pour les chutes, a été conçue pour traiter des colis et paquets pesant jusqu'à 50 kg. Une fois mis en service en juin 2018, ce système offrira au client une capacité de tri entre 150 000 et 200 000 colis par heure. Ce nouveau contrat pour le site de Gwanju, qui fait suite à la réalisation en 2013 de trois trieurs cross-belt pour les terminaux de Daejeon, Sangnok et Gwanak de CJ Korea Express, confirme la confiance des clients dans la technologie cross-belt de Fives et la capacité du Groupe à les accompagner comme un véritable partenaire dans des projets de grande envergure.

###### Chine

**Dans le domaine de l'acier plat**, l'expertise reconnue du Groupe dans la conception, la fourniture d'équipements haut de gamme et la gestion de projets, qui lui a permis de réaliser près d'une cinquantaine de lignes de traitements de bandes et laminoirs à froid pour des usines d'acier inoxydable au cours des vingt dernières années, a convaincu le producteur chinois Foshan Chendge Stainless Steel Co., Ltd., de sélectionner Fives pour la réalisation de son projet de nouvelle ligne de recuit et de décapage à froid. Équipée des technologies propriétaires du Groupe telles qu'un four de recuit et le laminoir en ligne DMS SkinPass 2Hi, cette nouvelle ligne, d'une capacité annuelle de 500 000 tonnes, produira de l'acier inoxydable aux applications nombreuses : construction, machines, industrie automobile, appareils ménagers, équipement médical, cuves pour produits chimiques, rails pour trains à grande vitesse et aviation. Sa mise en service est prévue d'ici la fin de l'année 2017.

**Dans le domaine de l'aluminium,** Fives a signé avec l'un des principaux producteurs chinois un contrat pour la fourniture d'un package technologique destiné à deux lignes de production d'anodes crues d'une capacité unitaire de 60 tonnes par heure. Ce contrat comprend la fourniture de l'ingénierie de base pour les deux lignes, des équipements propriétaires (concasseurs Rhodax®, broyeurs à boulet, séparateurs TSV, Eolios pour le traitement des vapeurs de brai et vibrotasseuses Xelios) et du système de contrôle niveau 1 et 2.

**Dans le domaine des systèmes automatisés de production,** le Groupe a réalisé une percée en Chine en se voyant confier en fin d'année par Shanghai Automobile Gear Works (SAGW, filiale du groupe SAIC) une commande pour la fourniture d'une ligne d'assemblage complète de transmissions CVT (incluant équipements de test et solutions de lavage) pour une usine neuve située à Liuzhou dans la province du Guangxi.

**Dans le domaine de l'aéronautique,** Hongdu Aviation (groupe AVIC), un important sous-traitant pour le programme du nouvel avion de ligne chinois moyen-courrier C919, renouvelle sa confiance au Groupe après avoir investi dans plusieurs machines des gammes Forest-Liné et Cincinnati. Fives s'est ainsi vu confier une commande pour la fourniture d'un système de fixation universel Liné Machines Flexitool, utilisé pour le positionnement et la fixation de différentes parties de forme complexe en matériaux composites, avant que ces pièces ne subissent des opérations de perçage et détournage. Avec plus de 700 poches de repérage et 350 actionneurs entièrement électriques, ce nouveau Liné Machines Flexitool, installé sur une machine Forest-Liné V-Star2, sera le plus important système de fixation universel installé en Chine.

## En Europe

### France

**Dans le domaine de la tuyauterie à destination de l'industrie nucléaire,** après mise en concurrence au niveau européen, Fives et ses partenaires du Groupement d'Études Tuyauteries (Endel, Bocard, SOM) ont remporté pour la quatrième fois consécutive le contrat cadre d'études de la division d'EDF (DIPDE) en charge d'assurer l'ingénierie des centrales pour la partie nucléaire (bâtiment réacteur et îlot nucléaire) et de préparer et réaliser des travaux de maintenance lourde sur les gros composants nucléaires. S'étendant sur une durée de cinq ans, renouvelable un an en option, cette commande porte sur des études de dimensionnement et de réalisation de tuyauteries pour l'ensemble du parc nucléaire français. Le renouvellement de la confiance accordée par EDF DIPDE vient confirmer la qualité des prestations fournies par les équipes du Groupement depuis 1999.

**Dans le domaine de la maintenance industrielle,** Fives renforce sa présence dans l'aéronautique en obtenant un contrat auprès d'Airbus pour la maintenance des moyens de production, logistiques et de graissage de son site de Nantes, spécialisé dans la production des caissons centraux des voilures constituant les ailes des avions, des entrées d'air de nacelles, ainsi que dans la fabrication de pièces structurelles en plastique renforcé de fibres de carbone (PRFC). Cette première référence avec le constructeur emblématique européen s'inscrit dans la lignée des succès commerciaux obtenus auprès d'autres acteurs de l'industrie aéronautique tels que Ratier Figeac cette année, ou le groupe Safran depuis une dizaine d'années.

**Dans le domaine du sucre,** fort de son expérience bicentenaire, le Groupe a démontré une nouvelle fois sa capacité d'adaptation aux besoins de ses clients, et notamment auprès de Tereos, l'un des leaders mondiaux du secteur. Fives a en effet conçu une nouvelle déclinaison « tout inox » de

son essoreuse ZUKA® Cail & Fletcher qui, après avoir donné entièrement satisfaction au client sur son site de Chevrières, dans l'Oise, a été commandée en cinq exemplaires pour son usine d'Escaudœuvres, dans le Nord. Tereos a, par ailleurs, fait appel à l'expertise Fives Sugar Consulting pour optimiser la performance et améliorer le schéma de production de ce site. Grâce à leur expertise globale du process sucrier et à une large gamme d'outils adaptés, au premier rang desquels l'outil de simulation propriétaire BEMEIO™ qu'elles ont développé, les équipes Fives ont modélisé le fonctionnement de l'usine, et notamment de l'atelier de cristallisation.

### Allemagne

**Dans le domaine du remplissage,** Daimler a confié à Fives le renouvellement des installations de remplissage multi-fluides de son site de production de Düsseldorf. Il s'agit du premier site sur lequel ce constructeur allemand met en œuvre ses nouveaux standards d'automatisme Intégra, que les fournisseurs devront maîtriser pour collaborer avec Daimler dans le futur. La réussite de ce projet représente un véritable enjeu pour Fives et pourrait lui ouvrir des perspectives intéressantes sur les prochains investissements de cet acteur clé de l'industrie automobile en Allemagne.

### Royaume-Uni

**Dans le domaine de l'énergie,** la commande obtenue par Fives pour la fourniture de trois systèmes d'épuration à sec activé (EAD™ - Enhanced All Dry) au Royaume-Uni marque une étape importante dans la stratégie de diversification du Groupe dans le traitement des gaz et des fumées en Europe en dehors de son domaine d'excellence traditionnel que représente l'aluminium. Ces systèmes permettront de réduire les émissions de particules en provenance des gazéificateurs, conçus pour traiter des déchets de bois et des combustibles solides recyclés.

**Dans le domaine de la logistique,** TNT, une des plus grandes sociétés de messagerie express au monde, a écrit une nouvelle page de sa coopération entamée il y a une vingtaine d'années avec Fives en lui confiant un nouveau contrat pour l'automatisation de son nouveau site de Dartford en Angleterre. La solution fournie par Fives comprend une boucle de tri cross-belt équipée de quatre lignes d'injection, permettant de trier des colis jusqu'à 50 kg vers 79 destinations. Une fois opérationnel, le système permettra à TNT de trier jusqu'à 11 000 paquets par heure.

### Europe du Nord

**Dans le domaine de la logistique,** Fives s'est vu confier par PostNord l'automatisation des terminaux postaux de Herning et d'Aarhus, au Danemark, ainsi que la fourniture d'un système de tri à Trondheim, en Norvège, destiné aux colis et courriers de grand format. Ces nouvelles commandes de systèmes de tri clés illustrent une nouvelle fois la confiance de ce client historique dans la performance et la fiabilité éprouvées de la technologie cross-belt du Groupe, qui équipe depuis plus de vingt ans ses centres de tri de la région, et dans ses équipes dont il a pu mesurer l'expertise technique au cours de cette relation de longue date. Fives a ainsi été également sélectionné par ce client pour la rénovation des systèmes de tri des centres postaux de Göteborg et Malmö, en Suède, afin de l'aider à identifier les composants critiques des systèmes nécessitant une mise à niveau. Équipés de trieurs cross-belt fournis par Fives en 1996 et toujours en opération, les deux centres existants trient des petits colis pesant de 50 g jusqu'à 10 kg, à une cadence maximale de 10 000 paquets par heure, et verront leur durée de vie prolongée de cinq à dix ans.

## Au Moyen-Orient et en Afrique

### Oman

**Dans le domaine de la cryogénie**, Fives a réussi son entrée sur le marché des boîtes froides de plus de 300 tonnes, en étant sélectionné pour une commande relative au projet de traitement de gaz Liwa au travers de l'ingénierie sud-coréenne GS. Cette taille de boîte froide représente un marché stratégique et prometteur pour le déploiement commercial du Groupe.

### Égypte

**Dans le domaine du ciment**, la filiale CDI de la société d'ingénierie chinoise Sinoma, dans le cadre de son projet de réalisation de six lignes de cuisson de clinker pour le gouvernement égyptien, a choisi Fives pour la fourniture de systèmes complets de chauffe incluant six brûleurs de four (Pillard NOVAFLAM®) écoconçus et 24 brûleurs de précalcination (Pillard PRECAFLAM™), ainsi que les générateurs de gaz chauds et les portiques et groupes de pompage. Les livraisons d'équipements devaient s'étaler entre le mois de mars et le mois de juillet 2017. Ce succès commercial, remporté sur un projet d'investissement capacitaire d'une ampleur exceptionnelle compte tenu du contexte de marché atone que connaît actuellement l'industrie du ciment, confirme la position de leader de Fives dans les brûleurs pour cimenterie.

## 1.5. RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

### Propriété intellectuelle

Fives a maintenu un rythme soutenu de dépôt de brevets en 2016 avec 45 nouvelles inventions brevetées (50 en 2015), au-delà de l'objectif annuel du Groupe (40 nouveaux premiers dépôts).

L'acquisition de Daisho a, par ailleurs, apporté un portefeuille de 21 familles de brevets et 43 brevets en vigueur.

Au total, le Groupe dispose de 611 inventions brevetées (familles de brevets) couvrant tous ses domaines d'activité, protégées par 2032 brevets en vigueur dans les différents pays où il opère.

### Fabrication additive

En avril 2016, la société AddUp, joint-venture détenue à 50 % par Fives et à 50 % par Michelin, a été créée, dans l'objectif de développer et commercialiser à l'échelle mondiale des machines et des ateliers de production industriels via la technologie de « fabrication additive métallique », communément appelée impression 3D Métal. AddUp propose aux industriels des différents domaines d'application (automobile, aéronautique, santé, etc.) une solution globale allant de la conception et la fabrication de machines ou de lignes complètes de production aux services associés (reconception des pièces, définition du processus de fabrication, installation, support à la production, formation, etc.).

En s'appuyant sur la complémentarité des expertises des deux groupes, Fives et Michelin ambitionnent de devenir un acteur clé sur ce marché porteur et innovant.

### Développement numérique

Fives a la volonté d'accélérer la transformation numérique de son offre, en offrant à ses clients des solutions facilitant la gestion et la maintenance de leurs outils de production et en intégrant les technologies émergentes qui vont structurer l'industrie de demain. Cette transformation met l'accent sur le développement de solutions numériques et robotiques, comprenant la connexion des machines et leur pilotage, le traitement de données de procédé, le développement de la robotique de procédé, la « smart line » (ligne de production instrumentée intelligente), ainsi que les logiciels pour les composites et pour la fabrication additive.

## 1.6. PRINCIPALES MISES EN SERVICE

**Dans le domaine de l'aluminium**, le Groupe a finalisé un projet d'augmentation de la taille des anodes dans deux ateliers existants chez Aluminium Bahrain (Alba), où les premières nouvelles anodes ont été produites fin 2016. Par ailleurs, Fives a réalisé, au Royaume-Uni, la première coulée de métal avec le nouveau système Genios, technologie de brassage et de coulée électromagnétique qui a obtenu la marque Engineered Sustainability® de Fives validant une démarche d'écoconception, et apporte de vraies avancées au client en termes d'efficacité, de rendement énergétique et de sécurité pour les opérateurs.

**Dans le domaine de l'acier**, un four de recuit vertical Stein Digiflex® d'une capacité de 430 000 tonnes par an destiné à la production de fer blanc pour l'industrie de l'emballage alimentaire a été réceptionné en Chine par Shougang Jingtang United Iron & Steel Co., Ltd. pour son usine de Caofeidian dans la province de Hebei. Doté des dernières évolutions des technologies différenciantes de Fives que sont les systèmes de refroidissement rapide FlashCooling® et de combustion AdvanTek®, ce four a été installé sur la ligne n°3 de recuit de fer blanc, l'une des plus rapides au monde avec une vitesse de production de bande de 750 mpm. Il s'agira du cinquième four de recuit en continu fourni par Fives exploité sur ce site par Shougang Jingtang, qui a exprimé sa pleine satisfaction à l'égard des performances constatées.

Toujours en Chine, deux lignes complètes de galvanisation en continu dédiées à la production d'une large gamme d'aciers à forte valeur ajoutée pour l'industrie automobile ainsi que les fours de Fives équipant deux lignes de recuit ont été mis en route sur le site de Baotou, en Mongolie Intérieure, et la première bobine a été traitée, en février, sur la ligne de recuit du site de Zhangjiang pour Baosteel. Le Groupe a également inauguré la première bobine d'acier sur la nouvelle ligne de recuit continue de Guangxi Steel (Wisco). Cette ligne complète intègre les dernières technologies et équipements conçus par Fives, dont une section de dégraissage électrolytique, constituée d'une succession de procédés chimique puis mécanique et électrolytique afin d'assurer le degré élevé de propreté nécessaire, un four de recuit vertical Stein Digiflex® équipé du système de combustion AdvanTek® et de la technologie FlashCooling®, un laminoir DMS SkinPass 6Hi, les équipements terminaux complets et un double compacteur de chutes de rives.

**Dans le domaine du verre**, Fives a mis en service pour le verrier turc Düzce Cam une nouvelle ligne complète de verre flotté d'une capacité de fusion de 800 tonnes par jour produisant du verre résidentiel et automobile d'une épaisseur de 3 mm à 10 mm. Cette nouvelle ligne intègre la dernière technologie de fours exclusive de Fives, Prium® Melt Float L.E.M.® (Low Energy Melter), qui permet d'économiser jusqu'à 20 % de consommation d'énergie par rapport aux technologies classiques.

**Dans le domaine des tuyauteries**, dans le cadre du développement du programme Ariane, Fives a mené avec succès la réhabilitation du lot « fluides » du banc d'essai PF 52 pour Safran Aircraft Engines (anciennement SNECMA). Ce projet de haute précision a mobilisé pendant deux années les équipes du Groupe, qui ont pu démontrer leur maîtrise de la réalisation de ce type d'installation, dans le contexte très exigeant du marché spatial : les tuyauteries (DN4 à 300) ont été réalisées selon des critères rigoureux de propreté et de perte de charge, avec des spécifications techniques très strictes comme des températures de service pouvant atteindre -253°C sur certaines lignes hydrogène.

**Dans le domaine de la combustion,** dans la continuité des excellents résultats obtenus l'an dernier avec les brûleurs Pillard LONOXFLAM® installés sur les chaudières de différents sites de CPCU, l'opérateur de chauffage urbain de la métropole parisienne (Bercy, Grenelle, Vaugirard et Ivry-sur-Seine), le site de Bercy a été choisi comme pilote pour l'utilisation de biocarburants, et depuis fin mai, deux des quatre chaudières fonctionnent avec des brûleurs Pillard LONOXFLAM® de Fives, alimentés en biocarburants. Les excellents résultats en termes d'émission sont venus récompenser les efforts du Groupe pour développer des solutions respectueuses de l'environnement. Le client satisfait a d'ailleurs décidé de passer au biocarburant également les brûleurs équipant les deux chaudières du site de Grenelle.

**Dans le domaine des tubes,** Fives a mis en service, pour le leader mondial Vallourec, une unité innovante de tests hydrostatiques de tubes dans son usine de Düsseldorf-Rath en Allemagne. Cette unité est capable de réaliser des tests au-delà des normes mises en œuvre par l'American Petroleum Institute (API), qui fait autorité dans le secteur, pour répondre à la demande, en constante évolution, de forages pétroliers dans des zones toujours plus profondes et difficiles d'accès, et constitue une des plus puissantes jamais construites par le Groupe.

**Dans le domaine du ciment,** Fives a réalisé avec succès pour LafargeHolcim le démarrage de la nouvelle ligne de production de clinker de 4500 tonnes par jour de Barroso au Brésil, et notamment les tests de performance de l'atelier de broyage cru, équipé du plus gros broyeur FCB Horomill® jamais installé. Par ailleurs, Fives a obtenu de Buzzi Unicem le certificat de réception de l'installation de broyage cru de son site de Maryneal au Texas, également à la plus grande satisfaction du client. Aux Philippines, Republic Cement (du groupe CRH, connue auparavant sous le nom de Lafarge Republic Inc.) a réceptionné un centre de broyage ciment FCB Horomill®, technologie aux performances inégalées en termes de consommation d'énergie, de qualité du produit et de flexibilité. En fin d'année, Fives mettait également en service le premier atelier de broyage FCB Horomill® de la nouvelle ligne de production de Tula, pour Cementos Fortaleza au Mexique. Enfin, dans le domaine des minéraux Fives a mis en service, à la satisfaction d'un client danois, le nouveau FCB Rhodax® pour le broyage d'hématite.

**Dans le domaine de l'automobile,** GMCH, à qui Fives a livré pour son site de Grand Rapids, dans le Michigan, les premières rectifieuses neuves commercialisées par le Groupe suite à l'acquisition des brevets Bryant, a salué la performance des machines Fives, supérieure à celle de toutes les autres machines de rectification du site. Fives a, par ailleurs, sur le segment des systèmes automatisés de production, mis en service une ligne de vilebrequins automatisée pour Fiat à Termoli, en Italie, et sur le segment du remplissage, a livré des lignes de remplissage de fluides frigorigènes HFO pour plusieurs sites Renault en Europe.

**Dans le domaine de la logistique,** Fives a livré en Italie son premier trieur cross-belt GENI-Belt™ écoconçu sur le terminal aéroportuaire d'un leader de la messagerie express, et mis en service pour ses clients historiques au Japon et en Corée du Sud plusieurs plateformes de tri haute cadence automatisées. En Australie également, l'année 2016 a été émaillée de succès en réalisation, comme la livraison pour Toll Group d'un troisième hub de tri, cette fois sur son site de South Sydney : équipé d'un cross-belt destiné à traiter les petits paquets et colis, il fournira au client une capacité de tri de 16 000 articles par heure vers 341 destinations.

**Dans le domaine de l'aéronautique,** le Groupe a livré à l'usine d'Everett, dans l'État de Washington, deux systèmes Liné Machines de détourage et perçage des voilures pour le programme Boeing 777X. Au Japon, Fives a installé plusieurs machines de dépose de composite dans le cadre du programme Boeing 787 pour Fuji Heavy Industries et Mitsubishi Heavy Industries. Le Groupe a, par ailleurs, concrétisé le développement de nouveaux produits, qui ont été livrés pour la première fois en 2016, comme la première machine d'usinage portable robotisée (Forest-Liné P2M) cinq axes robotisée, destinée à réaliser des opérations de finition sur des ailes composites, qui a été livrée chez Airbus en Espagne, une première machine double pignon de fraisage/tournage Forest-Liné Modumill MT, destinée à l'usinage de pièces de moteurs en titane, ou encore la nouvelle ligne de produits Giddings&Lewis T-Bed Aléseuse-Fraiseuse Horizontale, lancée avec succès.

## 2. PERFORMANCE FINANCIÈRE

### 2.1. PRINCIPES COMPTABLES ET PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés du Groupe sont établis en normes IFRS.

L'effet rétrospectif sur l'exercice 2015 des éléments décrits dans la note 4 « Comparabilité des exercices » des notes annexes aux comptes consolidés n'a pas été retraité dans les chiffres ci-dessous. Les chiffres 2015 présentés correspondent donc à ceux publiés dans les comptes consolidés de l'exercice 2015, et non au comparatif retraité présenté dans les comptes consolidés de l'exercice 2016.

L'exercice 2016 intègre la contribution en année pleine du sous-groupe Fives ECL et de la société Fives Lund LLC, entrés en périmètre respectivement le 9 juillet 2015 (six mois de consolidation sur l'exercice 2015) et le 31 août 2015 (quatre mois de consolidation sur l'exercice 2015).

Compte tenu des pertes réalisées par Fives ECL en 2016 (comme attendu lors de l'acquisition), la contribution de ces deux entités au résultat du Groupe est plus faible qu'en 2015 (effet défavorable de 3 M€ sur l'EBITDA).

Le terme « périmètre historique » employé ci-après fait référence aux données hors contributions de Fives ECL et Fives Lund LLC.

Le sous-groupe Daisho, acquis le 7 décembre 2016, constitue le prolongement de l'activité du Groupe sur le segment de la rectification (pôle automobile) au Japon. Sa contribution aux résultats de l'exercice 2016 n'est pas matérielle.

Suite à la décision de fermeture du site de Fives Industries (atelier situé en France dont l'activité était principalement à destination du marché de l'acier), la société a été sortie du périmètre de consolidation au 1<sup>er</sup> janvier 2016. En contrepartie, une charge de restructuration de 12 M€ a été comptabilisée dans le résultat opérationnel non courant.

Les incidences des variations des cours de change moyens sur les principaux agrégats du compte de résultat consolidé ne sont pas matérielles (effet défavorable de 0,4 M€ sur l'EBITDA).

### 2.2. RÉSULTATS DU GROUPE EN 2016

#### Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires 2016 s'élève à 1 779 M€. Il s'affiche en hausse de 61 M€ par rapport à 2015 (1 718 M€), dont 43 M€ liés au périmètre, malgré un effet de change défavorable (- 9 M€). Il augmente donc légèrement (27 M€, soit + 2 %) à périmètre et change constants.

#### CHIFFRE D'AFFAIRES PAR MARCHÉ

En millions d'€	2015	2016
Automobile	333,0	318,5
Logistique	179,2	238,7
Métal (aluminium et acier)	277,9	274,9
Énergie	364,5	375,5
Ciment	318,5	278,0
Aéronautique et industrie	240,0	285,2
Holding et filiales de réalisation	5,1	8,4
<b>Total</b>	<b>1718,2</b>	<b>1779,2</b>

#### CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En millions d'€	2015	2016
Amériques	521,1	567,3
Asie et Océanie	369,0	384,8
Europe	511,6	570,0
Moyen-Orient et Afrique	316,5	257,1
<b>Total</b>	<b>1718,2</b>	<b>1779,2</b>
Dont économies matures	58%	60%
Dont pays émergents	42%	40%

## SYNTHÈSE DES CHIFFRES CONSOLIDÉS

En millions d'€	2015	2016
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>1718,2</b>	<b>1779,2</b>
Marge brute	377,4	383,0
Frais généraux	(294,1)	(299,8)
Autres produits et charges	7,4	6,5
<b>EBITA</b>	<b>90,7</b>	<b>89,7</b>
<b>Résultat opérationnel courant (EBIT)</b>	<b>64,0</b>	<b>64,1</b>
<b>EBITDA</b>	<b>116,0</b>	<b>115,6</b>
	6,7 %	6,5 %
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>56,5</b>	<b>49,1</b>
Résultat financier	19,3	(13,9)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>75,8</b>	<b>35,2</b>
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>55,7</b>	<b>4,0</b>
Résultat net (part du Groupe)	54,4	3,2

## Marge brute

Le taux de marge brute de l'exercice 2016 s'établit à 21,5 %, en baisse de 0,5 point par rapport à 2015 (22,0 %) du fait :

- d'une baisse d'une vingtaine de millions d'euros du chiffre d'affaires relatif aux pièces de rechange sur le périmètre historique, principalement sur les marchés de l'énergie, du métal et de l'industrie générale. Les taux de marge sur ce type de commandes étant élevés, l'incidence sur la marge brute du Groupe est une baisse de 0,3 point en 2016 par rapport à 2015 ;
- de taux de marge plus faibles chez Fives ECL dans la mesure où, comme prévu lors de l'acquisition, les volumes de l'année 2016 sont insuffisants pour absorber de façon optimale les frais fixes de production.

## Frais généraux

Les frais généraux s'élèvent à 300 M€ en 2016. Ils comprennent un effet périmètre de 10 M€ et un effet de change favorable de 1 M€. À périmètre et change constants, ils s'affichent en baisse de 3 M€ par rapport à 2015. Cette baisse à périmètre et change constants se décompose en :

- une économie de 10 M€ (6 %) des frais administratifs ;
- un investissement de 2 M€ (1 %) dans le commercial et la R&D, dans un contexte de marché plus complexe qui nécessite de supporter les secteurs en croissance (logistique par exemple), de couvrir plus de zones géographiques, d'améliorer l'offre technologique et de digitaliser les solutions du Groupe ;
- une baisse de 5 M€ des crédits d'impôts R&D, l'année 2015 ayant bénéficié d'un rattrapage de crédits antérieurs aux États-Unis.

## Autres produits et charges opérationnels (dont participation et intéressement)

Le produit de 6 M€ sur l'exercice 2016 inclut 11 M€ relatifs à la ré-estimation à la baisse des dettes d'earn-out du Groupe, en particulier au titre de Fives ECL (10 M€).

La dette d'earn-out comptabilisée dans le bilan d'ouverture de Fives ECL était principalement assise sur le chiffre d'affaires prévisionnel (2016-2019) généré par les activités de services. Compte tenu de la forte baisse du chiffre d'affaires services observée en 2016 par rapport aux prévisions (lesquelles étaient pourtant en ligne avec les chiffres réels des années 2013-2015), la dette d'earn-out a été ré-estimée à la baisse à la clôture, ce qui se traduit par un produit dans le compte de résultat. Pour mémoire, le produit de 7 M€ sur l'exercice 2015 incluait 11 M€ au titre du badwill reconnu dans le cadre de l'allocation comptable du prix d'acquisition de Fives ECL.

Hors effets liés au périmètre, ce poste reste donc stable par rapport à 2015.

## EBITDA

L'EBITDA du Groupe s'établit à 116 M€ en 2016 (6,5 % du chiffre d'affaires), en ligne avec 2015 (6,7 % du chiffre d'affaires). La baisse de 0,4 M€ entre les deux exercices correspond à l'effet de change défavorable.

Hors effets liés au périmètre, l'EBITDA de l'exercice 2016 s'affiche à 104 M€, en progression de 3 M€ par rapport à 2015 (101 M€), soit une progression de 3 % à périmètre et change constants, le taux de marge d'EBITDA restant pour sa part stable à 6,1 %.

## Résultat opérationnel courant (EBIT)

Le résultat opérationnel courant du Groupe s'affiche à 64 M€ en 2016, et reste stable par rapport à 2015.

## Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel du Groupe inclut en 2016 une charge non courante de 15 M€ au titre des coûts de restructuration, principalement liée à la fermeture du site de Fives Industries (12 M€). Cette fermeture est intervenue dans le cadre des actions de réduction des points morts menées par le Groupe sur ses activités dans l'acier, marché structurellement déprimé. Pour mémoire, le résultat opérationnel incluait en 2015 une charge non courante de 7 M€, dont 5 M€ de coûts de restructuration dans les pôles affectés par l'environnement commercial (métal, énergie, industrie générale) et 2 M€ de frais d'acquisitions nets des résultats de cessions.

## Résultat financier

Le résultat financier inclut le coût de l'endettement net, le résultat de change (incluant les effets de terme des instruments dérivés de couverture de change et la variation de juste valeur des instruments dérivés non qualifiés de couverture), les charges financières relatives aux plans de pensions à prestations définies (effet de la désactualisation de l'engagement net du rendement attendu des actifs des plans) et aux IDR en France, ainsi que les revenus des participations.

Le résultat financier s'affiche en perte de 14 M€ en 2016, à comparer à un produit de 19 M€ en 2015. Il baisse donc de 33 M€, dont 31 M€ provenant du résultat de change (perte de 3 M€ en 2016 à comparer à un profit de 28 M€ en 2015).

Le résultat de change intègre principalement les effets liés à la variation des parités euro/dollar et euro/livre sterling sur le solde non couvert (du fait de leur maturité longue) des emprunts en dollars souscrits par Fives et des prêts intragroupe en devises consentis par la société Fives :

- en dollars à ses filiales américaines, dans le cadre de la structuration des acquisitions des sous-groupes Fives North American Combustion en 2008, Fives Bronx en 2010, Fives Machining Systems en 2013 et Fives Lund LLC en 2015 ;
- en livres sterling à la holding anglaise Fives UK Holding Ltd. fin 2012, dans le cadre de l'acquisition par celle-ci des filiales anglaises du Groupe.

Du fait de la dépréciation du cours de clôture de la livre sterling par rapport à l'euro entre le 31 décembre 2015 et le 31 décembre 2016, une perte de change a été comptabilisée en 2016, compensée seulement en légère partie par le gain résultant de l'effet inverse, moins significatif, de l'appréciation du cours de clôture du dollar par rapport à l'euro.

Pour mémoire, un gain de change significatif avait été constaté en 2015 du fait de l'appréciation du cours de clôture du dollar par rapport à l'euro entre le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2015, l'effet lié à l'évolution du cours de la livre sterling n'ayant, pour sa part, pas été significatif.

La perte de change nette reconnue en 2016 (- 3 M€) se décompose en un gain réalisé à hauteur de 7 M€ (figé au travers de la mise en place de couvertures et lors des flux de remboursement) et une perte latente à hauteur de 10 M€. Depuis la mise en place des différents prêts et emprunts, le Groupe a reconnu un gain de change net cumulé de 66 M€, dont 27 M€ de gain net réalisé et 39 M€ de gain net latent.

Hors résultat de change, les principaux éléments constitutifs du résultat financier se décomposent de la façon suivante :

- coût de l'endettement financier : - 5 M€, stable par rapport à 2015 ;
- effet de désactualisation des dettes d'earn-out et engagements de rachat relatifs à Fives ECL et Fives Lund LLC : - 4 M€, contre - 2 M€ en 2015 où cet effet n'a concerné que le second semestre ;
- autres éléments : - 2 M€, stable par rapport à 2015.

### Impôt

La charge d'impôt totale (impôts courant et différé) de l'exercice 2016 s'élève à 31 M€ (dont 5 M€ de CVAE et IRAP). Elle augmente de 10 M€ par rapport à 2015 (21 M€), année où avaient été reconnus 9 M€ de produits d'impôts au titre de l'activation d'un carry-back aux États-Unis, d'une part, et de l'obtention d'un remboursement d'impôt courant au titre du « patent box » au Royaume-Uni, d'autre part, (l'encaissement de ces produits ayant eu lieu en 2016).

### Résultat net

Le résultat net de l'ensemble consolidé s'établit à 4 M€, en baisse de 52 M€ par rapport à 2015 (56 M€) malgré un résultat opérationnel courant stable. Cette baisse provient, d'une part, de coûts de restructuration supérieurs, et, d'autre part, d'un niveau de résultat de change et d'impôt qui ne bénéficie pas des éléments favorables non récurrents observés en 2015.

## 2.3. CONTRIBUTION DES PÔLES À LA PERFORMANCE DU GROUPE

### AUTOMOBILE

En millions d'€	2015	2016
Carnet de commandes au 1 <sup>er</sup> janvier	189,7	188,1
Commandes enregistrées	314,5	386,9
Carnet de commandes au 31 décembre	188,1	257,0
Chiffre d'affaires	333,0	318,5
EBITDA	34,1	30,6
Effectif au 31 décembre	1 337	1 521

Dans l'automobile, le chiffre d'affaires s'élève à 319 M€, en baisse de 4 % par rapport à 2015 (333 M€). Malgré un carnet d'ouverture en ligne et des enregistrements de commandes en forte hausse, ces derniers se sont surtout concrétisés en fin d'année, ne générant au cours de l'exercice qu'un avancement limité en comparaison du volume annuel de commandes. Le carnet de clôture s'affiche, ainsi, en très forte progression. Le taux de marge d'EBITDA s'établit à 9,6 % en 2016. Pour mémoire, l'exercice 2015 avait bénéficié d'un rattrapage de crédits d'impôt recherche antérieurs aux États-Unis. Retraité de cet effet, le taux de marge d'EBITDA de 2015 s'affichait de 8,9 %. L'année 2016 voit donc une progression de la profitabilité.

### LOGISTIQUE

En millions d'€	2015	2016
Carnet de commandes au 1 <sup>er</sup> janvier	117,9	165,2
Commandes enregistrées	218,7	210,0
Carnet de commandes au 31 décembre	165,2	143,8
Chiffre d'affaires	179,2	238,7
EBITDA	16,4	22,2
Effectif au 31 décembre	469	544

Dans la logistique, le chiffre d'affaires 2016 s'établit à 239 M€, en forte progression (+ 33 %) par rapport à 2015 (179 M€) sous l'effet d'un carnet d'ouverture en hausse.

Le taux de marge d'EBITDA s'affiche en légère progression (9,3 % en 2016, contre 9,1% en 2015), la forte croissance de l'activité s'accompagnant d'actions de renforcement et de structuration visant à donner au pôle les moyens de ses ambitions, sur un marché dont la dynamique est durablement bien orientée.

### MÉTAL

En millions d'€	2015	2016
Carnet de commandes au 1 <sup>er</sup> janvier	256,1	262,2
Commandes enregistrées	259,2	201,0
Carnet de commandes au 31 décembre	262,2	186,6
Chiffre d'affaires	277,9	274,9
EBITDA	28,1	12,4
Effectif au 31 décembre	1 722	1 592

Le chiffre d'affaires 2016 du pôle métal s'établit à 275 M€. Bien qu'il s'affiche en ligne avec 2015 (278 M€), il intègre un effet périmètre lié à Fives ECL, consolidé sur année pleine en 2016 mais seulement sur un semestre en 2015. Hors effet périmètre, le chiffre d'affaires baisse ainsi de 12 %, du fait de la nette contraction de l'activité sur le segment de l'acier.

Hors effet périmètre, l'EBITDA s'établit à 5 M€ (soit 2,3 % du chiffre d'affaires) en 2016, à comparer à 14 M€ en 2015 (5,9 % du chiffre d'affaires) : d'une part, l'année 2015 avait bénéficié de l'achèvement dans de bonnes conditions de périodes de garantie sur des contrats d'ensemble dans l'aluminium ; d'autre part, le mix d'activité est moins favorable en 2016 du fait de la baisse des ventes de pièces de rechange. Il est en revanche à noter que, dans l'acier, malgré des volumes inférieurs, l'EBITDA repasse à l'équilibre en 2016 après des pertes en 2015, sous l'effet notamment des actions de restructuration entreprises.

### ÉNERGIE

En millions d'€	2015	2016
Carnet de commandes au 1 <sup>er</sup> janvier	275,2	250,5
Commandes enregistrées	334,9	301,0
Carnet de commandes au 31 décembre	250,5	175,9
Chiffre d'affaires	364,5	375,5
EBITDA	22,3	18,3
Effectif au 31 décembre	2 407	2 263

Le chiffre d'affaires du pôle énergie s'établit à 376 M€ en 2016, en légère progression (3 %) par rapport à 2015. La baisse observée sur le marché de la combustion (liée à des enregistrements de commandes inférieurs en 2016 sur les segments à destination du pétrole et du gaz, ainsi que sur le marché américain) est en effet plus que compensée par la hausse

du chiffre d'affaires dans le nucléaire (au travers de l'écoulement des affaires en carnet d'ouverture relatives à l'EPR de Flamanville en France) et dans le sucre (reprise du marché grâce à la remontée des cours). L'activité reste pour sa part stable dans les domaines de la cryogénie et des tubes où, malgré des enregistrements de commandes en baisse en 2016, les affaires en carnet d'ouverture (enregistrées en 2015) permettent au chiffre d'affaires de se maintenir.

Le taux de marge d'EBITDA s'affiche à 4,9 %, en baisse de 1,2 point par rapport à 2015 (6,1 %). Dans un contexte de marché difficile, le Groupe a en effet écoulé des affaires enregistrées à des taux de marge brute en moyenne inférieurs à ce qu'ils étaient avant la chute du cours du pétrole, cet effet ayant été en partie compensé par une réduction des frais de structure.

### CIMENT

En millions d'€	2015	2016
Carnet de commandes au 1 <sup>er</sup> janvier	536,4	447,6
Commandes enregistrées	232,7	84,4
Carnet de commandes au 31 décembre	447,6	249,5
Chiffre d'affaires	318,5	278,0
EBITDA	21,1	22,8
Effectif au 31 décembre	609	586

Le chiffre d'affaires du pôle ciment s'établit à 278 M€, en baisse de 41 M€ par rapport à 2015. Il est stable sur les trois contrats clés en main en cours (en Algérie, au Qatar et au Mexique), ainsi que sur les activités d'équipements et de services ; l'année 2015 avait en revanche également bénéficié de la contribution de contrats d'ensemble antérieurs, désormais achevés.

Le taux de marge d'EBITDA s'affiche à 8,2 %, en hausse de 1,6 point par rapport à 2015. Cette progression s'explique, d'une part, par l'achèvement dans de bonnes conditions de périodes de garantie sur des contrats d'ensemble antérieurs, et, d'autre part, par l'amélioration des marges en exécution sur deux des trois contrats clés en main en cours.

### AÉRONAUTIQUE ET INDUSTRIE

En millions d'€	2015	2016
Carnet de commandes au 1 <sup>er</sup> janvier	118,3	237,8
Commandes enregistrées	342,6	266,6
Carnet de commandes au 31 décembre	237,8	222,9
Chiffre d'affaires	240,0	285,2
EBITDA	(2,0)	6,6
Effectif au 31 décembre	1 439	1 555

Le chiffre d'affaires du pôle aéronautique et industrie s'établit à 285 M€, en progression de 45 M€ (19 %) par rapport à 2015 (240 M€), sous l'effet d'un carnet d'ouverture en hausse dans l'aéronautique et dans la maintenance industrielle, l'industrie générale restant en revanche peu contributive.

L'EBITDA redevient positif, à 2,3 % du chiffre d'affaires, principalement sous l'effet d'une meilleure absorption des frais de structure par les volumes d'activité. Pour mémoire, la mise au point de nouvelles gammes de machines à destination du marché de l'aéronautique avait par ailleurs nécessité en 2015 des dépenses complémentaires, qui avaient pesé sur les résultats ; ces réalisations étant désormais stabilisées, les taux de marge brute s'affichent en légère amélioration en 2016, malgré un mix d'activité moins favorable du fait de la moindre contribution des ventes de pièces de rechanges.

## 3. PERSPECTIVES DU GROUPE

### 3.1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

Les perspectives du Groupe pour 2017 restent très bien orientées dans l'automobile, et surtout dans la logistique, où les prises de commandes devraient progresser sensiblement compte tenu de la croissance de la demande. Par ailleurs, après un cycle bas qui a duré près de quatre ans, le marché de l'aluminium repart enfin, avec en point d'orgue le lancement d'un nouvel investissement capacitaire au Bahreïn, où le Groupe a décroché début 2017 deux commandes significatives. De même, après deux années atones consécutives à la chute des cours du pétrole, le secteur de l'énergie semble enfin montrer quelques frémissements. Seuls l'acier, affecté par les surcapacités mondiales, et le ciment, marqué par la concentration des donneurs d'ordre et les difficultés de financement des acteurs locaux dans les régions où la demande est forte, sont encore en retrait.

Ces orientations sont confirmées par les projections publiées en janvier par le FMI et la Banque Mondiale, qui tablent sur une croissance supérieure en 2017 (3,4 %, contre 3,1 % en 2016 pour le FMI ; 2,7 %, contre 2,3 % en 2016 pour la Banque Mondiale), tirée par un rebond attendu dans les pays émergents, ainsi qu'aux États-Unis. Malgré l'incertitude qui entoure l'orientation de la politique économique du gouvernement de Donald Trump, les deux institutions présentent en effet un scénario central de soutien de la croissance par la relance budgétaire et la réduction des taxes ; les annonces de dépenses à venir en matière d'infrastructures, de défense et de politique énergétique pourraient ainsi, si elles se confirment, soutenir durablement la reprise de l'investissement industriel qui s'est esquissée aux États-Unis depuis novembre 2016, avec à la clé des opportunités potentielles pour le Groupe sur les segments de l'acier, du ciment, de l'industrie, de l'aéronautique et de l'énergie.

### 3.2. CARNET DE CLÔTURE ET ACTIVITÉ ATTENDUE EN 2017

Le Groupe termine l'année 2016 avec un carnet de clôture de 1 247 M€, en baisse de 309 M€ par rapport à 2015 (1 556 M€). Contrairement à l'an dernier, la faiblesse des enregistrements de commandes sur les grands projets n'a, en effet, pas permis de compenser l'écoulement des contrats en cours (notamment cimenteries clés en main).

L'enregistrement début 2017 de deux contrats significatifs dans l'aluminium (attribués fin 2016 mais non encore en vigueur à la clôture) permet toutefois, en réalité, de démarrer l'exercice avec un carnet plus étoffé qu'il n'apparaît au 31 décembre 2016. Ce carnet, couplé aux perspectives commerciales décrites ci-dessus, devrait permettre au Groupe d'afficher en 2017 un niveau d'activité en ligne avec 2016. Les taux de marges en carnet étant par ailleurs plus élevés fin 2016 qu'ils ne l'étaient fin 2015, les résultats devraient, pour leur part, progresser en 2017.

#### CARNET DE COMMANDES PAR MARCHÉ

En millions d'€	31.12.14	31.12.15	31.12.16
Automobile	189,7	188,1	257,0
Logistique	117,9	165,2	143,8
Métal (aluminium et acier)	256,1	262,2	186,6
Énergie	275,2	250,5	175,9
Ciment	536,4	447,6	249,5
Aéronautique et industrie	118,3	237,8	222,9
Holding et filiales de réalisation		4,5	11,0
<b>Total</b>	<b>1493,6</b>	<b>1555,9</b>	<b>1246,7</b>

#### CARNET DE COMMANDES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En millions d'€	31.12.14	31.12.15	31.12.16
Amériques	255,3	400,9	317,0
Asie et Océanie	344,2	359,6	312,0
Europe	366,2	394,4	369,9
Moyen-Orient et Afrique	527,9	401,0	247,8
<b>Total</b>	<b>1493,6</b>	<b>1555,9</b>	<b>1246,7</b>
Dont économies matures	40%	45%	47%
Dont pays émergents	60%	55%	53%

# GOVERNEMENT D'ENTREPRISE

## LE DIRECTOIRE

Fives est dirigé par un Directoire placé sous le contrôle du Conseil de surveillance ; le nombre de membres du Directoire est fixé par le Conseil de surveillance à deux au moins et cinq au plus.

Composé actuellement de deux membres, le Directoire est en charge de la gestion de la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de Fives dans les seules limites de l'objet social et des pouvoirs expressément attribués au Conseil de surveillance et aux Assemblées d'actionnaires.

Chaque membre du Directoire exerce, en outre, de façon plus spécifique la supervision d'une ou plusieurs divisions opérationnelles du Groupe ainsi que d'une ou plusieurs directions fonctionnelles de Fives.

À l'égard du Conseil de surveillance, le Directoire :

- présente un rapport trimestriel sur la marche du Groupe, étayé par un budget révisé pour l'année en cours, auquel s'ajoute, en fin d'année, le budget initial pour l'année suivante ;
- dans un délai de trois mois à compter de la clôture de chaque exercice, arrête les comptes sociaux et consolidés annuels de Fives et les communique au Conseil de surveillance ;
- communique le rapport de gestion qui sera présenté à l'Assemblée générale ordinaire annuelle ;
- l'informe des problématiques spécifiques pouvant présenter un enjeu majeur pour le Groupe.

Le Directoire se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

La nomination des membres du Directoire et leur rémunération interviennent dans les conditions prévues par la loi ; leur révocation est prononcée par l'Assemblée générale des actionnaires. Le Directoire est nommé pour une durée de six ans. Les fonctions de tout membre du Directoire cessent de plein droit au jour de leur 65<sup>e</sup> anniversaire.

## COMPOSITION DU DIRECTOIRE

**Frédéric Sanchez**, 57 ans, Président du Directoire.

Nommé à cette fonction le 3 octobre 2002, son mandat a été renouvelé par le Conseil de surveillance du 29 septembre 2014 et viendra à expiration le 28 septembre 2020.

*Principaux autres mandats :*

Divers mandats au sein de sociétés affiliées au groupe Fives.

Administrateur de la Compagnie des Gaz de Pétrole Primagaz.

Membre du Conseil de surveillance de Holding d'Infrastructures des Métiers de l'Environnement SAS.

Président et membre du Conseil d'administration de Cameron France Holding SAS.

**Martin Duverne**, 60 ans, membre du Directoire.

Nommé à cette fonction le 3 octobre 2002, son mandat a été renouvelé par le Conseil de surveillance du 29 septembre 2014 et viendra à expiration le 28 septembre 2020.

*Principaux autres mandats :*

Divers mandats au sein de sociétés affiliées au groupe Fives.

## LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le Conseil de surveillance est composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus, sauf en cas de fusion, conformément aux dispositions légales applicables.

Composé de sept membres à compter du 27 juin 2017, le Conseil de surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la société par le Directoire. Il se réunit au moins quatre fois par an pour examiner le rapport trimestriel que doit lui présenter ce dernier. Il vérifie et contrôle les documents afférents aux comptes sociaux et consolidés que lui remet le Directoire dans les trois mois de la clôture de l'exercice.

À toute époque de l'année, il opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

En 2016, il s'est réuni le 29 mars, le 28 juin, le 30 septembre et le 19 décembre.

Les membres du Conseil de surveillance sont nommés et révoqués dans les conditions prévues par la loi. Les membres du Conseil de surveillance sont nommés pour six années expirant à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.

L'Assemblée générale détermine la rémunération éventuelle des membres du Conseil de surveillance. Le nombre de membres du Conseil de surveillance ayant atteint l'âge de 70 ans ne peut être supérieur au tiers des membres du Conseil en fonction.

## COMPOSITION DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

**Philippe Reichstul**, 68 ans, Président et membre du Conseil de surveillance. Nommé à ces fonctions respectivement le 28 mars 2014 et le 25 juin 2013, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2018.

*Principaux autres mandats :*

Directeur général de Gestao Empresarial.

Partner de Semco Partners.

Membre du conseil de surveillance de PSA Peugeot Citroën.

**Jacques Lefèvre**, 79 ans, Président d'Honneur et membre du Conseil de surveillance.

Nommé à ces fonctions respectivement le 20 décembre 2012 et le 25 juin 2013, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

Principaux autres mandats:

Administrateur de la Société Nationale d'Investissement Maroc.

**Dominique Gaillard**, 57 ans, Vice-président et membre du Conseil de surveillance.

Nommé à ces fonctions respectivement le 28 mars 2014 et le 17 octobre 2012 (et renouvelé le 25 juin 2013). Son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2018.

Principaux autres mandats:

Divers mandats au sein de sociétés affiliées à Ardian Holding.

Administrateur, membre du Comité Stratégie, membre du Comité de la Gouvernance et des Rémunérations de Mersen.

Censeur de Club Med Holding.

**Lise Fauconnier**, 51 ans, membre du Conseil de surveillance.

Nommée à cette fonction le 17 octobre 2012 et renouvelée le 25 juin 2015, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2020.

Principaux autres mandats:

Divers mandats au sein de sociétés affiliées à Ardian Holding.

**Antonio Marcegaglia**, 53 ans, membre du Conseil de surveillance.

Nommé à cette fonction le 27 juin 2014, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2019.

Principaux autres mandats:

Président-Directeur général de Marcegaglia Spa.

**Jean-Georges Malcor**, 60 ans, membre du Conseil de surveillance.

Nommé à cette fonction le 25 juin 2013, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2018.

Principaux autres mandats:

Directeur général et Administrateur de CGG.

Administrateur et membre du Comité d'audit et du Conseil de surveillance de STMicroelectronics.

**Laurence Parisot**, 58 ans, membre du Conseil de surveillance

Nommée à cette fonction le 27 juin 2017, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2022

Principaux autres mandats:

Membre du Conseil d'administration de BNP Paribas et Présidente de son Comité de Gouvernance, des Nominations et de la RSE.

Membre du Conseil d'administration d'EDF.

Les organes sociaux de Fives sont assistés dans leurs prises de décisions par différents comités :

## LE COMITÉ EXÉCUTIF

Pour l'assister dans ses décisions, le Directoire a institué un Comité exécutif qui est composé des membres du Directoire ainsi que des principaux responsables opérationnels et fonctionnels du Groupe.

Organe de concertation, recommandations et exécution, le Comité exécutif se réunit pour instruire les dossiers et aider le Directoire à arrêter les décisions relevant de sa compétence. Il étudie les propositions d'amélioration émises par les Comités d'orientation et de coordination Pays ainsi que par les directions fonctionnelles de Fives. Il assure également la coordination et le suivi de la mise en œuvre des politiques du Groupe.

Le Comité exécutif se réunit au moins quatre fois par an.

Au cours de l'année 2016, il s'est réuni le 6 avril, le 23 juin, le 23 septembre et le 14 décembre et a notamment débattu des sujets suivants :

- formation des résultats consolidés ;
- ressources humaines ;
- santé, sécurité, environnement ;
- programme FivesWAY ;
- problématiques d'export compliance et de prévention de la corruption ;
- présentation des lauréats au Concours de l'Innovation Fives.

## COMPOSITION DU COMITÉ EXÉCUTIF

**Suresh Abye**, 38 ans,  
Directeur financier.

**Xavier Becquey**, 47 ans,  
Directeur de la performance opérationnelle.

**Daniel Brunelli-Brondex**, 56 ans,  
Directeur Pays Inde.

**Bruno Carbonaro**, 50 ans,  
Directeur de l'activité Automobile.

**Jean-Marie Caroff**, 55 ans,  
Directeur du développement international.

**Alain Cordonnier**, 56 ans,  
Directeur de l'activité Ciment.

**Sylvain Dulude**, 54 ans,  
Directeur Pays Amérique du Nord.

**Arnaud Lecœur**, 46 ans,  
Directeur juridique.

**Yannick Leprêtre**, 47 ans,  
Directeur Innovation et Digital

**Guillaume Mehlman**, 52 ans,  
Directeur des activités Acier et Verre.

**Terry Moody**, 55 ans,  
Directeur de l'activité Aéronautique

**Frédéric Renaud**, 64 ans,  
Directeur Pays Italie.

**Luigi Russo**, 43 ans,  
Directeur des activités Combustion et Intralogistics.

**Michelle XY Shan**, 51 ans,  
Directeur Pays Chine.

**Paule Viallon**, 51 ans,  
Directeur des ressources humaines.

**Hugues Vincent**, 61 ans,  
Directeur de l'activité Aluminium.

## LE DIRECTEUR PAYS

L'ensemble des sociétés du Groupe œuvrant dans un même pays (ou région) est placé, à l'intérieur d'une structure matricielle, sous l'autorité d'un Directeur Pays, qui :

- anime, le cas échéant, le Comité de coordination et d'orientation dudit pays ;
- est le correspondant privilégié des services fonctionnels de Fives et, à ce titre, coordonne le support apporté par ceux-ci aux filiales du pays ;
- veille à ce que les instructions et directives de Fives soient comprises et respectées ;
- informe Fives des difficultés d'application de ses instructions et directives dues notamment aux particularismes locaux ;
- relaie Fives dans le processus d'intégration des sociétés nouvellement acquises ;
- gère la relation locale de Fives avec les parties prenantes locales et coordonne la relation des filiales du pays avec celles-ci ;
- est une force de proposition sur les synergies pays.

## LES COMITÉS DE COORDINATION ET D'ORIENTATION PAYS

Ces Comités ont pour objet d'assurer, par zone géographique, une large concertation sur la stratégie et la situation de Fives, ainsi que de définir les modalités de mise en œuvre au sein des filiales du Groupe.

Ils sont composés, outre les membres du Comité exécutif, des Directeurs généraux (ou fonctions équivalentes) et des Directeurs fonctionnels de Fives ou du pays concerné.

Les Comités de coordination et d'orientation Pays se réunissent trois à quatre fois par an sous la présidence :

- des Directeurs Pays pour l'Amérique du Nord, la Chine, l'Inde et l'Italie,
- du Président du Directoire de Fives pour la France.

## LE COMITÉ DES COMPTES

Le Comité des comptes, organe d'information du Conseil de surveillance, est composé des membres du Conseil de surveillance suivants :

**Dominique Gaillard**, Président du Comité des comptes.

**Lise Fauconnier**, membre du Comité des comptes.

**Jacques Lefèvre**, membre du Comité des comptes.

Assistent également à ce Comité, le Président du Directoire, le Directeur financier, le Directeur de la consolidation, la Trésorière Groupe ainsi que les Commissaires aux comptes de la société.

Sa mission consiste principalement à :

- examiner et évaluer les documents financiers diffusés par Fives dans le cadre de l'arrêté de ses comptes sociaux et consolidés annuels et semestriels ;
- donner un avis au Conseil de surveillance sur les éventuelles modifications des principes et règles comptables mises en œuvre ;
- examiner les modalités d'exercice du contrôle interne et externe en rapport avec les comptes consolidés de la société.

Le Comité des comptes se réunit au moins deux fois par an. En 2016, il s'est réuni le 29 mars et le 30 septembre.

## LE COMITÉ DES NOMINATIONS ET DES RÉMUNÉRATIONS

Le Comité des nominations et des rémunérations est chargé de proposer au Conseil de surveillance la nomination des membres du Directoire, le renouvellement éventuel de ces derniers, ainsi que le montant de leur rémunération.

Il est composé des membres du Conseil de surveillance suivants:

**Dominique Gaillard**, Président du Comité des nominations et des rémunérations.

**Jean-Georges Malcor**, membre du Comité des nominations et des rémunérations.

En 2016, le Comité des nominations et des rémunérations s'est réuni le 29 mars.

## LE CONTRÔLE INTERNE

Les procédures de contrôle interne en vigueur dans le Groupe ont pour objet:

- d'une part, de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements des personnels s'inscrivent dans le cadre défini par les lois et les règlements applicables, les orientations données par les organes sociaux et les valeurs, normes et règles internes ;
- d'autre part, de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux reflètent avec sincérité l'activité et la situation du Groupe.

Concernant la prévention et la maîtrise des risques résultant de l'activité ainsi que le comportement des personnels, l'organisation du groupe Fives est fondée sur:

- la qualité, l'implication et la responsabilisation des équipes de direction des sociétés du Groupe ;
- une coordination par pôle d'activité ;
- la mise en œuvre, dans le cadre d'un processus concerté entre les différentes sociétés du Groupe, d'un Manuel des directives et recommandations, constituant un instrument privilégié de maîtrise des risques et servant également d'assise aux limitations internes apportées par les Conseils d'administration des sociétés du Groupe aux pouvoirs de leurs Directeurs généraux (ou fonctions équivalentes).

En particulier, chaque offre engageante significative fait l'objet d'une revue approfondie dont l'objectif est d'éviter de prendre des risques susceptibles d'avoir un impact majeur sur l'équilibre financier du futur contrat ou de nature à affecter de manière négative l'activité ou l'image de la société dans un secteur industriel ou géographique déterminé.

De la même façon, chaque affaire en cours significative fait l'objet, au minimum une fois par trimestre, d'une revue détaillée impliquant les principaux dirigeants de chacune des sociétés du Groupe dans le but d'effectuer un diagnostic précis sur le déroulement de l'affaire et ses enjeux contractuels, techniques et financiers, et de prendre toute décision appropriée.

Concernant l'élaboration et le traitement de l'information comptable et financière, le contrôle interne s'articule autour des éléments suivants:

- la mise en place d'une filière professionnelle comptable et financière commune au groupe Fives développant l'expérience des personnels ;
- un référentiel, des méthodes comptables et des règles de consolidation homogènes ;
- un outil de consolidation et de gestion intégré et commun au Groupe, permettant de s'assurer de la concordance des données comptables et des informations de gestion.

## LE CONTRÔLE EXTERNE

Les Commissaires aux comptes de la société sont:

- **Ernst & Young et Autres**, représenté par Pierre Jouanne, Commissaire aux comptes titulaire, nommé le 27 juin 2012.
- **Deloitte & Associés**, représenté par Pascal Colin, Commissaire aux comptes titulaire, renouvelé dans ses fonctions le 27 juin 2012.
- **Auditex**, Commissaire aux comptes suppléant, renouvelé dans ses fonctions le 27 juin 2012.
- **Beas**, Commissaire aux comptes suppléant, renouvelé dans ses fonctions le 27 juin 2012.

Leurs mandats viendront à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

Dans le cadre de leur mission légale, les Commissaires aux comptes effectuent une revue limitée des comptes consolidés semestriels et un audit complet des comptes individuels et consolidés annuels. Les comptes individuels et les comptes consolidés de la société ont fait l'objet, jusqu'à présent, de certifications sans réserve.

# RENSEIGNEMENTS FINANCIERS ET JURIDIQUES

## RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

### Capital social

Le capital social de Fives s'élève au 31 décembre 2016 à 102 723 764€. Il est divisé en 2 185 612 actions de 47€ de nominal chacune, entièrement libérées.

Ces actions sont nominatives.

Il n'existe aucun autre titre donnant accès au capital.

### Évolution du capital social

Le capital social n'a fait l'objet d'aucune évolution au cours de l'exercice 2016.

### Actionnariat

Le principal actionnaire de Fives au 31 décembre 2016 est la société Novafives. Sa participation dans le capital social s'élève à 99,99%.

### Plan d'options d'achat d'actions et attribution gratuites d'actions

Il n'existe pas, au 31 décembre 2016, de plan d'options d'achat d'actions ou d'attribution gratuites d'actions qui auraient été mis en place par la société.

### Dividendes / Distribution de réserves

Il n'a été versé aucun dividende au titre des exercices 2014, 2015 et 2016.

## RENSEIGNEMENTS JURIDIQUES

### Dénomination et siège social

Fives, 3 rue Drouot, 75009 Paris.

### Forme juridique

Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance depuis le 13 septembre 2001.

### Durée

La durée de la société est fixée jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2039, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

### Registre du commerce

542 023 841 RCS Paris.

### Exercice social

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.

### Objet social (résumé de l'article 3 des statuts)

La société a pour objet, directement ou indirectement, en France et à l'étranger toutes activités d'ingénierie dans les domaines de l'industrie et notamment dans les domaines liés à la production et à l'utilisation de l'énergie, à la production de l'aluminium, du ciment, du verre, de l'acier, du sucre et de produits chimiques, à l'industrie manufacturière (automobile, aéronautique, logistique...) et, dans ce cadre, toutes activités concernant l'étude, la mise au point et la réalisation de projets de toute nature sous forme de prestations de services, de bureau d'études et d'ingénieur conseil ainsi que la conception, la mise au point, l'acquisition de tous droits de propriété, de tous procédés et de tous moyens de fabrication industriels, la conclusion de toutes licences ou de tous accords relatifs à ces biens.

### Répartition statutaire des bénéfices

#### (résumé de l'article 23 des statuts)

L'Assemblée générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions dans les conditions légales et réglementaires.

La mise en paiement des dividendes ou d'acomptes sur dividendes s'effectue selon les modalités prévues par la loi.

### Conditions de tenue des Assemblées générales (résumé des articles 18, 19 et 21 des statuts)

Les Assemblées générales sont convoquées dans les conditions fixées par la loi et présidées par le Président du Conseil de surveillance ou, en cas d'empêchement, par celui de ses membres que le Conseil aura désigné à cet effet.

L'ordre du jour est arrêté conformément aux dispositions légales.

Les Assemblées générales délibèrent et décident valablement dans les conditions de quorum et de majorité prévues par la loi.

Le droit de vote est exercé par les usufruitiers dans les Assemblées ordinaires et par les nus-propriétaires dans les Assemblées extraordinaires. Les actionnaires peuvent se faire représenter dans les conditions prévues par la loi.

Les délibérations des Assemblées, prises conformément aux statuts, obligent tous les actionnaires sans exception. Elles sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau et établis sur un registre spécial coté et paraphé conformément à la loi, tenu au siège social.

### Documents juridiques

Les documents juridiques relatifs à la société et en particulier les statuts, procès-verbaux d'Assemblées générales et rapports des Commissaires aux comptes peuvent être consultés par les actionnaires au siège social.



## SOMMAIRE COMPTES CONSOLIDÉS

COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS .....	22	3. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE .....	33
ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL.....	22	4. COMPARABILITÉ DES EXERCICES .....	33
BILANS CONSOLIDÉS.....	23	5. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION.....	33
FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS.....	24	5.1. DAISHO.....	33
ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES.....	25	6. NOTES EXPLICATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS.....	34
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS .....	26	6.1. Information par secteur opérationnel.....	34
1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE.....	26	6.2. Chiffre d'affaires.....	36
2. PRINCIPES COMPTABLES.....	26	6.3. Charges de personnel et effectifs.....	36
2.1. Déclaration de conformité.....	26	6.4. Frais de recherche et développement .....	37
2.2. Bases de préparation des états financiers consolidés....	26	6.5. Autres produits et charges opérationnels .....	37
2.3. Présentation des états financiers.....	26	6.6. Dotations aux amortissements incluses dans le résultat opérationnel courant .....	37
2.4. Méthodes de consolidation.....	26	6.7. Coût de restructuration.....	37
2.5. Jugements et estimations significatifs .....	27	6.8. Résultats de cessions et frais d'acquisitions .....	37
2.6. Transactions en devises étrangères.....	27	6.9. Résultat financier.....	38
2.7. Conversion des comptes des sociétés hors zone euro....	27	6.10. Impôts courants et différés.....	38
2.8. Information sectorielle.....	28	6.11. Écarts d'acquisition.....	40
2.9. Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition .....	28	6.12. Immobilisations incorporelles.....	40
2.10. Frais de recherche et développement .....	28	6.13. Immobilisations corporelles.....	41
2.11. Immobilisations incorporelles.....	29	6.14. Actifs financiers courants et non courants.....	42
2.12. Immobilisations corporelles .....	29	6.15. Stocks et travaux en cours.....	42
2.13. Contrats de location-financement.....	29	6.16. Contrats de construction.....	42
2.14. Pertes de valeur des écarts d'acquisition, immobilisations incorporelles ou corporelles .....	29	6.17. Créances clients.....	43
2.15. Actifs financiers (hors instruments dérivés).....	30	6.18. Autres actifs courants.....	43
2.16. Passifs financiers (hors instruments dérivés).....	30	6.19. Trésorerie et équivalents de trésorerie .....	44
2.17. Instruments dérivés .....	30	6.20. Tableau des flux de trésorerie .....	44
2.18. Reconnaissance du chiffre d'affaires.....	31	6.21. Capitaux propres.....	45
2.19. Stocks et travaux en cours (hors contrats de construction).....	31	6.22. Provisions courantes et non courantes.....	45
2.20. Trésorerie et équivalents de trésorerie .....	31	6.23. Dettes financières courantes et non courantes.....	49
2.21. Provisions .....	32	6.24. Autres passifs courants et non courants.....	51
2.22. Engagements en matière de retraites.....	32	6.25. Contrats de location.....	51
2.23. Provision pour médailles du travail .....	32	6.26. Gestion des risques financiers.....	52
2.24. Impôts sur les résultats.....	32	6.27. Valeur des actifs et passifs financiers par catégorie .....	55
		6.28. Engagements hors bilan.....	55
		6.29. Parties liées.....	55
		6.30. Honoraires des commissaires aux comptes.....	56
		6.31. Événements postérieurs à la clôture.....	56
		6.32. Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2016.....	56

## COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS

En milliers d'euros	Notes	2016	2015
<b>Chiffre d'affaires</b>	6.2	<b>1 779 199</b>	<b>1 718 164</b>
Coût des ventes		(1 396 168)	(1 340 755)
<b>Marge brute</b>		<b>383 031</b>	<b>377 409</b>
Frais commerciaux		(110 580)	(105 590)
Frais administratifs		(156 416)	(161 815)
Frais de recherche et développement	6.4	(32 811)	(26 743)
Participation et intéressement des salariés		(2 327)	(2 542)
Autres produits et charges opérationnels	6.5	8 820	9 992
Amortissements des incorporels liés aux acquisitions	6.6	(25 658)	(26 678)
<b>Résultat opérationnel courant</b>		<b>64 059</b>	<b>64 033</b>
Coûts de restructuration	6.7	(14 734)	(5 415)
Pertes de valeur		(210)	
Résultat de cessions et frais d'acquisition	6.8	29	(2 108)
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>49 144</b>	<b>56 510</b>
Coût de l'endettement financier net	6.9	(4 679)	(5 253)
Autres produits et charges financiers	6.9	(9 262)	24 535
<b>Résultat financier</b>		<b>(13 941)</b>	<b>19 282</b>
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>35 203</b>	<b>75 792</b>
Charge d'impôt	6.10	(31 141)	(20 889)
Quote-part de résultat des S.M.E.		(100)	770
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>3 962</b>	<b>55 673</b>
Part du groupe		3 216	54 473
Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		746	1 200

## ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

En milliers d'euros	Notes	2016	2015
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>3 962</b>	<b>55 673</b>
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente		136	(118)
Impôts différés sur la variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente		(3)	32
Variation des écarts de conversion		7 164	11 731
<b>TOTAL Éléments recyclables ultérieurement en résultat</b>		<b>7 297</b>	<b>11 645</b>
Gains et pertes actuariels	6.22	(3 349)	4 888
Impôts différés sur les pertes et gains actuariels		289	(1 635)
<b>TOTAL Éléments non recyclables ultérieurement en résultat</b>		<b>(3 060)</b>	<b>3 253</b>
<b>Résultat global</b>		<b>8 199</b>	<b>70 571</b>
Attribuable:			
- Groupe		7 332	69 047
- Participations ne donnant pas le contrôle		867	1 524

## BILANS CONSOLIDÉS

### ACTIFS

En milliers d'euros	Notes	31.12.16	31.12.15
Écarts d'acquisition	6.11	245 048	240 727
Immobilisations incorporelles	6.12	114 882	134 221
Immobilisations corporelles	6.13	185 063	187 889
Actifs financiers non courants	6.14	17 484	11 595
Impôts différés actifs		39 042	41 202
<b>Actifs non courants</b>		<b>601 519</b>	<b>615 634</b>
Stocks et travaux en cours	6.15	177 236	187 516
Contrats de construction - montants à l'actif	6.16	127 272	118 656
Créances clients	6.17	408 818	395 740
Autres actifs courants	6.18	96 483	99 914
Actifs financiers courants	6.14	5 510	3 332
Actifs d'impôts courants		8 309	8 648
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6.19	122 627	178 096
<b>Actifs courants</b>		<b>946 255</b>	<b>991 902</b>
<b>Total actif</b>		<b>1 547 774</b>	<b>1 607 536</b>

### PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Notes	31.12.16	31.12.15
Capital social		102 724	102 724
Primes et réserves consolidées		305 440	252 747
Écarts de conversion		33 643	26 768
Résultat net part du Groupe		3 216	54 473
<b>Capitaux propres - Part du Groupe</b>		<b>445 023</b>	<b>436 712</b>
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		10 805	10 390
<b>Capitaux propres</b>	6.21	<b>455 828</b>	<b>447 102</b>
Provisions non courantes	6.22	71 053	69 250
Dettes financières non courantes	6.23	41 794	79 496
Autres passifs non courants	6.24	37 217	42 684
Impôts différés passifs		7 036	4 678
<b>Passifs non courants</b>		<b>157 100</b>	<b>196 108</b>
Provisions courantes	6.22	82 763	107 737
Dettes financières courantes	6.23	99 815	83 955
Contrats de construction - montants au passif	6.16	213 456	207 708
Fournisseurs et comptes rattachés		318 466	325 751
Dettes d'impôts courants		18 340	9 958
Autres passifs courants	6.24	202 006	229 218
<b>Passifs courants</b>		<b>934 846</b>	<b>964 327</b>
<b>Total passifs et capitaux propres</b>		<b>1 547 774</b>	<b>1 607 536</b>

## FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

En milliers d'euros	Notes	2016	2015
<b>Trésorerie à l'ouverture</b>		<b>175 962</b>	<b>163 975</b>
<b>Opérations d'exploitation</b>			
<b>Résultat net total des sociétés consolidées</b>		<b>3 962</b>	<b>55 673</b>
Élimination de la variation des provisions non courantes		654	(1 866)
Élimination des amortissements et dépréciations sur immobilisations		51 743	51 921
Élimination des plus ou moins values de cession et frais d'acquisition		(25)	2 311
Élimination de la quote-part de résultat des mises en équivalence		100	(770)
Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie		3 681	(31 876)
Élimination de la charge/(produit) d'impôt		31 141	20 889
Élimination du coût de l'endettement financier net		4 679	5 253
Capacité d'autofinancement		95 935	101 535
Variation du BFR liée à l'activité	6.20	(53 209)	(30 749)
Impôts sur les sociétés payés		(17 938)	(29 339)
<b>Flux de trésorerie provenant de l'exploitation</b>		<b>24 788</b>	<b>41 447</b>
<b>Opérations d'investissements</b>			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		(27 581)	(22 253)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		2 262	5 761
Variation des actifs financiers		(5 193)	(1 110)
Acquisitions de filiales sous déduction de la trésorerie acquise		(1 195)	(12 306)
<b>Flux de trésorerie sur opérations d'investissements</b>		<b>(31 707)</b>	<b>(29 908)</b>
<b>Opérations de financement</b>			
Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle		(646)	(640)
Variation des dettes financières		(34 589)	4 510
Intérêts financiers nets versés		(4 700)	(5 096)
Intérêts financiers nets reçus		839	1 182
Intérêts financiers nets décaissés		(3 861)	(3 914)
<b>Flux de trésorerie sur opérations de financement</b>		<b>(39 096)</b>	<b>(44)</b>
Incidence de la variation des cours de change		(10 356)	492
<b>Variation de trésorerie</b>		<b>(56 371)</b>	<b>11 987</b>
<b>Trésorerie à la clôture</b>	6.20	<b>119 590</b>	<b>175 962</b>

## ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Capital	Primes, réserves et résultat consolidés	Écarts actuariels sur pensions	Écarts de conversion	Instruments de couverture	Juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
<b>Capitaux propres au 01.01.2015</b>	<b>102724</b>	<b>267222</b>	<b>(10 979)</b>	<b>15172</b>		<b>800</b>	<b>374 939</b>	<b>2165</b>	<b>377 104</b>
Résultat net de la période		54 416					54 416	1200	55 616
Autres éléments du résultat global			3191	11 468		(86)	14 573	324	14 897
<b>Résultat net et autres éléments du résultat global</b>		<b>54 416</b>	<b>3191</b>	<b>11 468</b>		<b>(86)</b>	<b>68 989</b>	<b>1524</b>	<b>70 513</b>
Distribution de dividendes								(640)	(640)
Variation de périmètre		(7 342)					(7 342)	7342	
Autres variations		(64)	3	126		3	68		68
<b>Capitaux propres au 31.12.2015</b>	<b>102724</b>	<b>314 232</b>	<b>(7 785)</b>	<b>26 766</b>		<b>717</b>	<b>436 654</b>	<b>10 391</b>	<b>447 045</b>

En milliers d'euros	Capital	Primes, réserves et résultat consolidés	Écarts actuariels sur pensions	Écarts de conversion	Instruments de couverture	Juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
<b>Capitaux propres au 01.01.2016</b>	<b>102724</b>	<b>314 232</b>	<b>(7 785)</b>	<b>26 766</b>		<b>717</b>	<b>436 654</b>	<b>10 391</b>	<b>447 045</b>
Révision du bilan d'ouverture		57		1			58		58
<b>Capitaux propres au 01.01.2016 retraités</b>	<b>102724</b>	<b>314 289</b>	<b>(7 785)</b>	<b>26 767</b>		<b>717</b>	<b>436 712</b>	<b>10 391</b>	<b>447 103</b>
Résultat net de la période		3 216					3 216	746	3 962
Autres éléments du résultat global			(3 010)	6 993		133	4 116	121	4 237
<b>Résultat net et autres éléments du résultat global</b>		<b>3 216</b>	<b>(3 010)</b>	<b>6 993</b>		<b>133</b>	<b>7 332</b>	<b>867</b>	<b>8 199</b>
Distribution de dividendes								(646)	(646)
Variation de périmètre		127	(84)	(118)			(75)	128	53
Variation de valeur de l'engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle		518					518		518
Autres variations		535		1			536	65	601
<b>Capitaux propres au 31.12.2016</b>	<b>102724</b>	<b>318 685</b>	<b>(10 879)</b>	<b>33 643</b>		<b>850</b>	<b>445 023</b>	<b>10 805</b>	<b>455 828</b>

## NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

### 1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Fives (la « Société ») est une société anonyme à directoire et conseil de surveillance de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France et en particulier aux dispositions du Code de commerce. Le siège social est situé au 27-29 rue de Provence, 75009 Paris (France).

Les comptes consolidés de la Société comprennent les comptes des sociétés contrôlées de manière exclusive, directement ou indirectement, par la Société, consolidés par intégration globale, ainsi que les comptes des sociétés dans lesquelles la Société exerce une influence notable (entreprises associées) consolidés par mise en équivalence. L'ensemble économique est désigné comme le « Groupe ».

Les sociétés du groupe Fives ont pour métier de concevoir et réaliser des équipements de procédés, des lignes de production et des usines clés en main pour les plus grands acteurs industriels, partout dans le monde. La spécificité du Groupe réside dans sa maîtrise de technologies propriétaires et dans son savoir-faire en matière d'ingénierie et de gestion de projets complexes.

Les comptes ont été établis sous la responsabilité du Directoire qui les a arrêtés le 23 mars 2017. Ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale qui aura lieu le 27 juin 2017.

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont décrites ci-après.

### 2. PRINCIPES COMPTABLES

#### 2.1. DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les comptes consolidés de Fives pour l'exercice clos au 31 décembre 2016 sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière telles que publiées par l'IASB et approuvées par l'Union européenne au 31 décembre 2016. Ces normes internationales comprennent les normes IAS (International Accounting Standards), IFRS (International Financial Reporting Standards) et les interprétations (SIC et IFRIC).

Les textes d'application obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, sont :

- amendements à IAS 19 « Régimes à prestations définies : contributions des membres du personnel » ;
- amendements à IFRS 11 « Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans une entreprise commune » ;
- amendements à IAS 1 « Initiative Informations à fournir » ;
- amendements à IAS 16 et 38 « Clarification sur les modes d'amortissement acceptables » ;
- améliorations annuelles 2010-2012 ;
- améliorations annuelles 2012-2014.

Le Groupe a opté pour une application anticipée de l'amendement à IAS 7 « État des flux de trésorerie - Initiative concernant les informations à fournir » applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, mais non encore adopté au niveau européen.

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée, dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2016, des autres normes et interprétations dont l'application n'est pas encore obligatoire ou qui n'ont pas encore fait l'objet d'une approbation par l'Union européenne :

- IFRS 9 et compléments « Instruments financiers » ;
- IFRS 15 et amendements « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » ;
- IFRS 16 « Contrats de location » (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, mais non encore adoptée au niveau européen) ;
- amendements à IFRS 2: « Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions »
- amendements à IFRS 10 et IAS 28 « Vente ou apport d'actifs dans une entreprise associée et une coentreprise » ;
- amendements à IAS 12 Impôts sur le résultat - Comptabilisation d'actifs d'impôt différé pour des pertes non réalisées (applicables pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, mais non encore adoptés au niveau européen).

Le Groupe en étudie actuellement les impacts potentiels sur ses comptes.

Le référentiel intégral des normes adoptées au sein de l'Union européenne peut être consulté sur le site Internet de la Commission européenne à l'adresse suivante: [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm#adopted-commission](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm#adopted-commission).

#### 2.2. BASES DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés du Groupe sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs suivants qui sont enregistrés à leur juste valeur :

- les actifs financiers détenus à des fins de transaction ;
- les actifs financiers disponibles à la vente ;
- les instruments financiers dérivés.

#### 2.3. PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

En application de la norme IAS 1 « Présentation des états financiers », les bilans consolidés sont présentés en distinguant les éléments courants et non courants. En général, les actifs et passifs liés au cycle d'exploitation et ceux ayant une maturité de moins de douze mois à la date de clôture sont classés en courant, les autres actifs et passifs étant classés en non courant.

#### 2.4. MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Les filiales sont les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif. Elles sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le Groupe contrôle une entité lorsqu'il est exposé à des rendements variables de cette entité et qu'il a le pouvoir d'affecter ces rendements par sa capacité à diriger les politiques pertinentes de cette entité. Pour apprécier le contrôle, les droits de vote potentiels exerçables à la date de clôture, y compris par une autre partie, sont pris en considération.

Les entreprises associées désignent les entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle exclusif ou conjoint. L'influence notable est présumée lorsque la participation du Groupe est supérieure ou égale à 20%. Les entreprises associées sont consolidées par la

méthode de la mise en équivalence. Les participations dans les entreprises associées sont inscrites au bilan à leur coût historique corrigé de la quote-part de situation nette générée après l'acquisition, diminué des pertes de valeur.

Les sociétés sont consolidées sur la base de leurs comptes individuels clôturés au 31 décembre et mis en accord, le cas échéant, avec les principes comptables retenus par le Groupe. Les incidences de transactions entre les sociétés consolidées sont éliminées.

La liste des filiales et entreprises associées est présentée en note 6.32.

## 2.5. JUGEMENTS ET ESTIMATIONS SIGNIFICATIFS

Lors de l'établissement des états financiers, la direction du Groupe ainsi que l'ensemble du management sont amenés à exercer leur jugement afin d'évaluer ou d'estimer certains éléments des états financiers, ce qui inclut des probabilités concernant la réalisation d'événements futurs.

Ces évaluations ou estimations sont revues à chaque clôture et confrontées aux réalisations et retours d'expérience ainsi qu'à d'autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques, afin de procéder à des ajustements d'hypothèses si nécessaire. Les effets des modifications sont immédiatement comptabilisés.

En fonction de l'évolution des hypothèses considérées ou de conditions économiques différentes de celles existant à la date de clôture, les éléments figurant dans les futurs états financiers du Groupe pourraient différer des estimations actuelles.

Les principales hypothèses relatives à des événements futurs, et autres sources d'incertitudes liées au recours à des estimations à la date de clôture, dont les changements au cours d'un exercice pourraient entraîner un risque significatif de modification matérielle des valeurs nettes comptables d'actifs et de passifs, sont présentées ci-après.

### Comptabilisation du chiffre d'affaires et de la marge sur les contrats de construction et de services à long terme et provisions y afférentes

Le chiffre d'affaires et la marge brute des contrats de construction et contrats de services à long terme sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement.

Le chiffre d'affaires et la marge sont ainsi comptabilisés à partir d'une estimation du chiffre d'affaires et des coûts à terminaison qui est sujette à révision au fur et à mesure de l'état d'avancement du contrat.

Si la revue du projet laisse apparaître une marge brute négative à terminaison, la perte relative aux travaux non encore exécutés est immédiatement constatée.

Le montant total des produits et des charges attendus au titre d'un contrat traduit la meilleure estimation par le management des avantages et obligations futurs attendus pour ce contrat.

### Estimation des provisions sur litiges

Le Groupe identifie et analyse régulièrement les litiges en cours et, le cas échéant, évalue les provisions sur la base de la meilleure estimation à la date de clôture de la sortie de ressources requise pour éteindre l'obligation.

Ces estimations prennent en considération l'information disponible et l'éventail des résultats possibles.

### Dépréciation d'actifs non financiers

Les écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels à durée d'utilité indéterminée font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an et à toute autre occasion dès lors qu'existe un indice de perte de valeur.

Les actifs incorporels et corporels amortissables font l'objet d'un test de dépréciation lorsque des indices mettent en évidence la possibilité que la valeur comptable de l'actif excède sa valeur recouvrable.

Dans le cadre des calculs de valeur d'utilité, le management doit procéder à une estimation des flux de trésorerie futurs que l'entité s'attend à obtenir de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie, et retenir un taux d'actualisation adéquat pour calculer la valeur actuelle de ces flux de trésorerie futurs.

### Impôts différés actifs

Les actifs d'impôt différé au titre des pertes fiscales reportables sont reconnus dans la limite de la somme des deux éléments suivants: (i) le montant net d'impôt différé passif au titre des différences temporaires et (ii) la probabilité de disposer de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales non utilisées pourront être imputées. La détermination du montant des impôts différés actifs pouvant être reconnus nécessite que le management fasse des estimations sur le montant et le degré de probabilité des bénéfices imposables futurs.

### Avantages au personnel

Le coût des régimes à prestations définies est déterminé sur la base d'évaluations actuarielles. Ces évaluations reposent sur des hypothèses en matière de taux d'actualisation, taux d'augmentation des salaires, taux de mortalité et d'augmentation des pensions.

L'évaluation des régimes de pensions ne relevant pas des indemnités de fin de carrière en France est réalisée par des prestataires externes.

En raison du caractère long terme de ces plans, l'incertitude liée à ces estimations est significative.

## 2.6. TRANSACTIONS EN DEVICES ÉTRANGÈRES

Les transactions libellées en devises sont converties au cours de change en vigueur au moment de la transaction. Conformément à la norme IAS 21 «Effet des variations des cours des monnaies étrangères», les éléments monétaires sont convertis au cours de clôture à chaque arrêté comptable. Les écarts de conversion correspondants sont inscrits en résultat financier.

## 2.7. CONVERSION DES COMPTES DES SOCIÉTÉS HORS ZONE EURO

Les états financiers du Groupe sont présentés en euros, monnaie fonctionnelle de la société mère. Toutes les données financières sont arrondies au millier d'euros le plus proche.

La monnaie fonctionnelle d'une entité est la monnaie de l'environnement économique dans lequel cette entité opère principalement. Dans la majorité des cas, la monnaie fonctionnelle correspond à la monnaie locale.

Cependant, dans certaines entités, une monnaie fonctionnelle différente de la monnaie locale peut être retenue dès lors qu'elle reflète la devise des principales transactions.

Les états financiers des entités étrangères dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro sont convertis en euros de la façon suivante :

- les bilans sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture ;
- les comptes de résultat et les flux de trésorerie sont convertis au cours de change moyen de la période ;
- les écarts résultant de ces conversions sont portés en capitaux propres sur la ligne «Écarts de conversion».

## 2.8. INFORMATION SECTORIELLE

Les secteurs opérationnels retenus pour présenter l'information sectorielle ont été identifiés sur la base du reporting interne utilisé par le Directoire afin d'allouer les ressources aux différents secteurs et d'évaluer leurs performances. Il n'y a pas de regroupements de secteurs.

Le Directoire est le «principal décideur opérationnel» du Groupe au sens d'IFRS 8.

Les méthodes utilisées pour mesurer les indicateurs clés de chaque secteur lors de l'élaboration du reporting interne sont identiques à celles utilisées pour l'établissement des comptes consolidés.

L'information par secteur opérationnel est présentée en note 6.1.

## 2.9. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET ÉCARTS D'ACQUISITION

Conformément à la norme IFRS 3, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, lors de la première consolidation d'une entité sur laquelle le Groupe acquiert un contrôle exclusif :

- les actifs identifiables acquis et les passifs repris sont évalués à leur juste valeur à la date de prise de contrôle (à l'exception des actifs ou des passifs d'impôt différé et des actifs ou des passifs liés aux avantages des membres du personnel, qui sont comptabilisés et évalués conformément à IAS 12, Impôts sur le résultat, et à IAS 19, Avantages au personnel, respectivement) ;
- les participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) sont évaluées soit à leur juste valeur (goodwill complet), soit à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise (goodwill partiel). Cette option est ouverte transaction par transaction.

À la date de première consolidation, l'écart d'acquisition est évalué comme étant la différence entre :

- la juste valeur de la contrepartie transférée ;
- la quote-part dans le solde net, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris évalués à leur juste valeur.

Le cas échéant, l'évaluation à la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle a pour effet d'augmenter l'écart d'acquisition à hauteur de la part qui leur est attribuable, résultant ainsi en la constatation d'un écart d'acquisition dit «complet».

Le prix d'acquisition et son affectation doivent être finalisés dans un délai maximum de 12 mois à compter de la date d'acquisition.

En cas d'acquisition avantageuse, à savoir un prix payé inférieur à la quote-part dans la juste valeur de l'ensemble des actifs acquis et passifs repris, l'écart d'acquisition négatif est comptabilisé directement au compte de résultat sur la ligne «autres produits et charges opérationnels».

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Conformément à la norme IAS 36 «Dépréciation d'actifs», ils font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an, et plus fréquemment en cas d'apparition d'un indice de perte de valeur.

Les modalités du test sont décrites en note 2.14.

En outre, les principes suivants s'appliquent aux regroupements d'entreprises :

- à compter de la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie susceptibles de bénéficier du regroupement d'entreprises ;
- tout ajustement éventuel du prix d'acquisition est comptabilisé à sa juste valeur dès la date d'acquisition, et tout ajustement ultérieur, survenant au-delà du délai d'affectation du prix d'acquisition, est comptabilisé en résultat ;
- les coûts directs liés à l'acquisition sont constatés en charges de la période sur la ligne «résultat de cessions et frais d'acquisitions» du compte de résultat ;
- toute prise ou cession de participation ne modifiant pas le contrôle, réalisée après le regroupement d'entreprises, est considérée comme une transaction portant sur des capitaux propres et est comptabilisée selon IFRS 10 directement en capitaux propres ;
- en cas d'acquisition d'intérêts complémentaires dans une entreprise associée sans qu'il en résulte une prise de contrôle, le Groupe maintient les actifs et les passifs antérieurement acquis à leur valeur dans les comptes consolidés ;
- en cas de prise de contrôle par étape, le coût du regroupement d'entreprises inclut la juste valeur, à la date de prise de contrôle, de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise

## 2.10. FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les frais de développement sont immobilisés en tant qu'actifs incorporels si et seulement si les conditions suivantes, requises par la norme IAS 38, sont simultanément remplies :

- le produit ou le processus est clairement identifié et les coûts sont individualisés de façon fiable ;
- la faisabilité technique du produit est démontrée ;
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles ;
- il existe un marché potentiel pour le produit, ou il sera utilisé en interne ;
- le produit procurera des avantages économiques futurs au Groupe, soit par sa commercialisation, soit par son utilisation en interne.

Ces conditions n'étant pas réunies pour les projets de développement en cours sur les périodes présentées, aucune dépense n'a été immobilisée.

Le Groupe bénéficie de crédits d'impôt liés à l'effort de recherche de ses filiales et notamment le crédit d'impôt recherche en France et aux États-Unis. Ces crédits d'impôt, assis sur les dépenses de recherche et développement, sont assimilés à des subventions et inclus, à ce titre, dans le résultat opérationnel courant sur la ligne «frais de recherche et développement». Ils sont comptabilisés conformément à IAS 20 «Subventions».

## 2.11. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont enregistrées au bilan à leur coût historique.

Les logiciels et droits à licences informatiques sont amortis suivant le mode linéaire en fonction de leur durée d'utilisation attendue (1 à 5 ans).

Les actifs incorporels (technologies, marques, relations clients et carnet de commandes) acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises sont enregistrés au bilan à leur juste valeur, déterminée sur la base d'évaluations externes pour les plus significatifs et internes pour les autres. Ces évaluations sont réalisées selon les méthodes généralement admises, fondées sur les revenus futurs. Les immobilisations incorporelles sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité, en tenant compte le cas échéant de la durée de leur protection par des dispositions légales ou réglementaires. Leurs durées d'utilité sont en général comprises entre 5 et 10 ans.

Les dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises sont présentées sur la ligne «amortissements des incorporels liés aux acquisitions» du compte de résultat consolidé.

## 2.12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Un plan d'amortissement est déterminé pour chaque actif amortissable, selon le rythme de consommation des avantages économiques attendus, en fonction de son utilisation probable. Dans le cas des bâtiments et de certains gros équipements, lorsque plusieurs éléments significatifs constitutifs de ces actifs procurent des avantages économiques à l'entreprise selon un rythme différent, chaque élément identifié est alors comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun de ces éléments est retenu. Le principal mode d'amortissement retenu est linéaire.

Les durées d'utilité sont en général les suivantes:

- structure principale des bâtiments (gros œuvre), selon le type de construction: 30 à 50 ans ;
- façades, étanchéité et second œuvre: 20 à 30 ans ;
- installations générales et techniques: 15 à 20 ans ;
- agencements: 10 à 15 ans ;
- gros équipements industriels selon le type de machines: 15 à 25 ans ;
- autres composants et petits équipements industriels, matériels et outillages: 5 à 15 ans.

## 2.13. CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT

Les biens acquis en location-financement sont immobilisés lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens ; en contrepartie, il est comptabilisé un passif financier. Les actifs détenus en vertu de contrats de location-financement sont amortis sur leur durée d'utilisation.

## 2.14. PERTES DE VALEUR DES ÉCARTS D'ACQUISITION, IMMOBILISATIONS INCORPORELLES OU CORPORELLES

Les valeurs comptables des actifs non courants (hors actifs financiers) sont revues afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur au travers d'un test de dépréciation:

- pour les actifs incorporels à durée d'utilité indéterminée et les écarts d'acquisition: à chaque clôture, ou plus fréquemment en cas d'apparition d'indices de perte de valeur ;
- pour tous les autres actifs: dès l'apparition d'indices de pertes de valeur.

Les indices de pertes de valeur susceptibles de déclencher un test de dépréciation sont des indices externes (valeur de marché, changements importants dans l'environnement de l'entreprise...).

Les UGT (Unités Génératrices de Trésorerie) sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie. La valeur recouvrable de l'UGT ou du groupe d'UGT est fondée sur la valeur d'utilité.

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation au niveau des regroupements d'UGT que représente chaque secteur opérationnel.

La valeur d'utilité retenue par le Groupe correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de leur utilisation. Elle est appréciée par les flux de trésorerie futurs actualisés des regroupements d'UGT.

Ces flux sont déterminés selon les principes suivants, dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par le management:

- les flux de trésorerie (avant impôt) sont issus du business plan ;
- le taux d'actualisation est déterminé par un expert indépendant ;
- la valeur terminale est calculée par sommation à l'infini de flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d'un flux normatif et d'un taux de croissance perpétuel. Ce taux de croissance est en accord avec le potentiel de développement des marchés sur lequel opère le Groupe, ainsi qu'avec sa position concurrentielle sur ces marchés.

Les hypothèses retenues sont détaillées en note 6.11.

Les pertes de valeur relatives aux écarts d'acquisition sont irréversibles. En cas de perte de valeur, celle-ci est inscrite sur la ligne «Pertes de valeur» du compte de résultat.

## 2.15. ACTIFS FINANCIERS (HORS INSTRUMENTS DÉRIVÉS)

### Évaluation initiale

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés à l'origine à leur juste valeur, en général égale au coût d'acquisition.

### Classification et évaluation lors des arrêtés comptables

Les actifs financiers (hors instruments dérivés de couverture) sont classés dans l'une des catégories ci-après en vue de leur évaluation au bilan :

Catégories	Évaluation	Comptabilisation des variations de valeur
Prêts et créances	Coût amorti	N/A
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	Coût amorti	N/A
Actifs disponibles à la vente	Juste valeur	Capitaux propres
Actifs financiers mesurés à leur juste valeur	Juste valeur	Résultat

### Prêts et créances, actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

Ils sont évalués et comptabilisés, à la date de transaction, au coût amorti diminué d'une éventuelle dépréciation. Ils incluent notamment les créances rattachées à des participations, les prêts au titre de l'effort de construction et les cautions et dépôts de garantie donnés.

### Actifs financiers dont les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat

Cette catégorie d'actifs comprend :

- des actifs détenus à des fins de transaction, c'est-à-dire acquis par l'entreprise dans l'objectif de réaliser un profit à court terme ;
- les instruments dérivés non expressément désignés comme des instruments de couverture.

Les valeurs mobilières de placement (SICAV, FCP...) sont évaluées à leur juste valeur à la clôture sur la base du dernier cours de bourse ou de la dernière valeur liquidative connue. Les variations de juste valeur sont enregistrées dans le résultat financier.

### Actifs disponibles à la vente

Les titres de participation non consolidés sont traités comme des titres disponibles à la vente et sont donc valorisés à leur juste valeur, les gains et pertes latents étant enregistrés dans les capitaux propres, à l'exception des pertes latentes jugées durables qui sont enregistrées dans le compte de résultat.

La juste valeur est le cours de bourse lorsqu'il est disponible. En l'absence de cours de bourse, le Groupe détermine la juste valeur en recourant à des techniques de valorisation. Parmi celles-ci, le Groupe se réfère à des transactions de gré à gré, à l'analyse de flux de trésorerie actualisés ou à l'actif net réévalué.

## 2.16. PASSIFS FINANCIERS (HORS INSTRUMENTS DÉRIVÉS)

### Dettes financières

Lors de l'inscription initiale au passif, la dette financière est comptabilisée à la juste valeur qui correspond à son prix d'émission diminuée du montant de son coût d'émission.

Par la suite, la différence entre la valeur initiale de la dette et sa valeur de remboursement est amortie sur une base actuarielle selon la méthode du coût amorti au taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui permet d'égaliser la trésorerie reçue avec l'ensemble des flux de trésorerie engendrés par le service de la dette.

### Clauses de complément de prix

Les dettes de complément de prix sur achat de participations sont évaluées à la juste valeur à la date d'acquisition. La valeur initiale est réévaluée par le résultat à chaque arrêté. La variation de juste valeur est inscrite en résultat opérationnel ou en résultat financier selon qu'elle est causée par un élément opérationnel ou par le passage du temps. Les dettes de complément de prix sont inscrites sur la ligne « autres passifs non courants » et « autres passifs courants » du bilan.

### Engagements d'achat de participations ne donnant pas le contrôle

Les engagements d'achat de participations ne donnant pas le contrôle sont évalués à la juste valeur. La variation de valeur de ces engagements est comptabilisée directement dans les capitaux propres. Les engagements d'achat de participations ne donnant pas le contrôle sont inscrits sur la ligne « autres passifs non courants » et « autres passifs courants » du bilan.

## 2.17. INSTRUMENTS DÉRIVÉS

Pour couvrir son exposition aux risques de marché, le Groupe utilise des instruments dérivés.

Le risque de change est couvert par des achats et ventes à terme de devises et, pour les filiales françaises le cas échéant, par la souscription de polices change Bpifrance Assurance Export (ex-COFACE).

Dans le cas de la couverture du risque de taux, il s'agit principalement de swaps emprunteurs taux variable/payeurs taux fixe, transformant de la dette à taux variable en dette à taux fixe.

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. Cette juste valeur est fournie par les établissements financiers, contreparties aux transactions pour les dérivés de taux ou calculée à l'aide de méthodes standards de valorisation intégrant les conditions de marché à la date de clôture pour les dérivés de change. La variation de juste valeur de ces instruments dérivés est enregistrée au compte de résultat à l'exception de la part efficace des dérivés qualifiés de couverture de flux de trésorerie qui est comptabilisée dans les capitaux propres.

### Instruments dérivés qualifiés de couverture

Les critères retenus par le Groupe pour la qualification d'un instrument dérivé comme une opération de couverture sont ceux prévus par la norme IAS 39 :

- la relation de couverture doit être clairement désignée et documentée à la date de la mise en place de l'instrument de couverture ;
- l'efficacité de la relation de couverture doit être démontrée dès son origine et à chaque arrêté de façon prospective et rétrospective.

La majorité des dérivés de taux et de change utilisés par Fives sont qualifiés d'instruments de couverture.

### Couverture de juste valeur

Il s'agit d'une couverture des variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé au bilan ou d'un engagement ferme d'acheter ou de

vendre un actif. Les variations de juste valeur de l'élément couvert attribuables à la composante couverte sont enregistrées en résultat et compensées par les variations symétriques de juste valeur de l'instrument de couverture. La part inefficace de la couverture est comptabilisée en résultat opérationnel ou en résultat financier selon la nature de l'élément couvert ; l'effet du report/déport est quant à lui toujours comptabilisé en résultat financier.

La méthode de couverture de juste valeur est utilisée pour la comptabilisation des opérations de couverture de change.

#### Couverture de flux de trésorerie

Il s'agit d'une couverture de transactions futures hautement probables (flux budgétés) mais non encore facturées. Dans la mesure où elles remplissent les conditions pour l'application de la comptabilité spécifique de couverture de flux de trésorerie, les variations de flux de trésorerie générées par l'élément couvert sont compensées par les variations de valeur de l'instrument de couverture.

Les variations cumulées de juste valeur sont enregistrées dans une rubrique des capitaux propres pour leur partie efficace et en résultat pour la partie inefficace (correspondant à l'excédent de variations de juste valeur de l'instrument de couverture par rapport aux variations de juste valeur de l'élément couvert). Lorsque les flux de trésorerie couverts se matérialisent, les montants jusqu'alors enregistrés en capitaux propres sont repris au compte de résultat symétriquement aux flux de l'élément couvert.

La méthode de couverture des flux de trésorerie est utilisée pour la comptabilisation des opérations de couverture de taux.

#### Instruments dérivés non qualifiés de couverture

Les variations de juste valeur des dérivés qui ne sont pas éligibles à la comptabilité de couverture sont enregistrées directement dans le résultat financier de l'exercice.

Il s'agit notamment des instruments financiers dérivés correspondant à des couvertures économiques mais qui n'ont pas été, ou ne sont plus, documentés dans des relations de couverture comptable.

### 2.18. RECONNAISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires est composé des revenus des contrats de construction, des ventes de biens et des prestations de services produits dans le cadre des activités du Groupe.

#### Contrats de construction

Selon IAS 11, un contrat de construction est un contrat spécifiquement négocié pour la construction d'un actif ou d'un ensemble d'actifs qui sont étroitement liés ou interdépendants en termes de conception, de technologie et de fonction ou de finalité. Les contrats de construction présentent un degré de complexité et/ou d'intégration élevé, impliquant généralement la réalisation d'études spécifiques. Les revenus sont liés à l'atteinte de performances garanties dans des délais définis contractuellement.

Le chiffre d'affaires et la marge sont constatés selon la méthode de l'avancement, au fur et à mesure de l'exécution des contrats. Le pourcentage d'avancement applicable à chaque contrat est déterminé par le rapport des coûts encourus sur les coûts estimés à terminaison.

La marge à terminaison est estimée sur la base d'analyses des coûts et des recettes à terminaison révisées de manière périodique et régulière pendant toute la durée des contrats.

Les pénalités de retard ou de performance sont comptabilisées en diminution du chiffre d'affaires.

Les pertes à terminaison sont constatées pour leur totalité dès lors qu'elles sont probables.

Pour chaque contrat de construction, le montant cumulé des coûts encourus à chaque clôture, majoré des marges constatées et diminué du montant des facturations intermédiaires ainsi que des éventuelles pertes à terminaison constatées, est déterminé contrat par contrat. Si ce montant est positif, il est inscrit à l'actif sous la rubrique « Contrats de construction – montants à l'actif ». S'il est négatif, il est inscrit au passif sous la rubrique « Contrats de construction – montants au passif ».

L'excédent des facturations émises sur les encaissements reçus figure en créances clients.

Le stade de 100 % d'avancement est atteint lors de la réception provisoire (ou événement équivalent) pour les contrats correspondant à la réalisation de systèmes intégrés comportant une obligation de résultat global. Les dépenses qui restent, le cas échéant, à encourir pour obtenir la levée des réserves font l'objet d'une provision pour charges. Les coûts prévisionnels de garantie font, quant à eux, l'objet d'une provision pour risques.

#### Ventes de biens et prestations de services

La comptabilisation des ventes de biens et des prestations de services relève de la norme IAS 18 qui précise les critères de reconnaissance du revenu :

- les produits d'une vente de biens, tels les équipements ou les machines isolés, sont comptabilisés lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les principaux risques et avantages inhérents à la propriété du matériel ;
- les produits relatifs à une prestation de services sont comptabilisés en fonction du degré d'avancement de la prestation.

### 2.19. STOCKS ET TRAVAUX EN COURS (HORS CONTRATS DE CONSTRUCTION)

Les stocks et travaux en cours (hors contrats de construction) sont évalués à leur coût d'acquisition, déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré, ou de production.

Ils sont, le cas échéant, dépréciés afin de les ramener à leur valeur nette probable de réalisation.

### 2.20. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués des liquidités immédiatement disponibles et des placements court terme. Ils comprennent la trésorerie en banque, la caisse, les dépôts à terme, à capital garanti à tout moment, soumis à un risque négligeable de changement de valeur, ainsi que des OPCVM monétaires.

## 2.21. PROVISIONS

Conformément à la norme IAS 37 «Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels», une provision est comptabilisée lorsqu'il existe, pour le Groupe, une obligation actuelle, juridique ou implicite à l'égard d'un tiers, résultant d'un événement passé et dont il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources pouvant être estimée de manière fiable, sans contrepartie attendue. Le montant figurant en provision correspond à la meilleure estimation qu'il est probable que le Groupe doit supporter pour éteindre son obligation.

Les obligations liées aux contrats de construction en cours d'exécution sont prises en compte dans l'évaluation de la marge à terminaison et figurent par conséquent dans les rubriques «Contrats de construction – montants à l'actif» ou «Contrats de construction – montants au passif». À la date d'achèvement du contrat, ces obligations sont comptabilisées au passif en tant qu'éléments distincts.

Les obligations résultant de transactions autres que les contrats de construction sont directement comptabilisées dans les provisions dès qu'elles répondent aux critères précités.

Si l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont évaluées à leur valeur actuelle.

Les litiges connus dans lesquels des sociétés du Groupe pourraient être impliquées ont fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes et, après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques connus.

Les provisions sont détaillées en note 6.22.

## 2.22. ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE RETRAITES

En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le Groupe participe à des régimes de retraites. Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Pour les régimes à prestations définies, les provisions sont déterminées de la façon suivante :

- la méthode actuarielle utilisée est la méthode dite des unités de crédits projetés («projected unit credit method») qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs le cas échéant ;
- les écarts actuariels nets des effets d'impôts différés sont reconnus immédiatement par contrepartie des capitaux propres, dans les autres éléments de l'état du résultat global, conformément à IAS 19 – Avantages au personnel.

La charge de l'exercice, correspondant au coût des services rendus et des services passés (lorsqu'une modification de régime intervient), ainsi qu'au résultat lié aux réductions ou liquidations de régimes de retraite, est comptabilisée en résultat opérationnel.

L'effet lié à la désactualisation de l'engagement, net du rendement attendu des actifs des plans concernés, est porté en résultat financier.

## 2.23. PROVISION POUR MÉDAILLES DU TRAVAIL

La provision concernant les primes versées à l'occasion de la remise de médailles du travail est calculée en retenant pour référence la norme IAS 19, en intégrant l'ensemble des échelons des médailles. Son évaluation est effectuée, pour les salariés présents à la date de clôture, sur la base d'hypothèses actuarielles, tenant compte notamment de l'ancienneté, de l'espérance de vie et du taux de rotation du personnel. L'effet de la variation des hypothèses actuarielles est comptabilisé en résultat de la période.

## 2.24. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

Les impôts sur les résultats comprennent la charge (le produit) d'impôt exigible et la charge (le produit) d'impôt différé, calculés conformément aux législations fiscales en vigueur dans les pays où ces résultats sont taxables.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés en résultat, ou en capitaux propres si ces impôts concernent des éléments enregistrés directement en capitaux propres. Les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits dans les capitaux propres ou le résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est adopté ou quasi adopté, suivant le mode de comptabilisation initial des impôts différés correspondants.

La charge (le produit) d'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du résultat imposable de la période, déterminé en utilisant les taux d'impôt adoptés à la date de clôture.

### Traitement de la CVAE (Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises) et de l'IRAP

Le Groupe considère que la valeur ajoutée, base de calcul de la CVAE pour les entreprises françaises et de l'IRAP pour les entreprises italiennes, est un agrégat intermédiaire de résultat net. Il comptabilise donc la CVAE et l'IRAP comme un impôt sur les résultats.

### Traitement des différents crédits d'impôt liés à la recherche et à la propriété intellectuelle

Le Groupe analyse chaque dispositif pour déterminer s'il s'assimile à une subvention, comptabilisée selon IAS 20 dans le résultat opérationnel courant, ou à une moindre taxation des profits rattachables à la propriété intellectuelle, alors comptabilisée en impôts selon IAS 12.

### Imposition différée

L'impôt différé résulte, d'une part, des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales et, d'autre part, des déficits reportables. Cependant, aucun impôt différé n'est constaté au titre des différences temporelles générées par :

- un écart d'acquisition non déductible fiscalement ;
- la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de transaction ;
- des participations dans des filiales, coentreprises et entreprises associées dès lors que le Groupe contrôle la date à laquelle les différences temporelles s'inverseront et qu'il est probable que ces différences ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Les actifs d'impôts différés ne sont reconnus que dans la mesure où les prévisions de résultat à moyen terme confèrent à la société concernée une assurance raisonnable de récupération. La comptabilisation est également faite à concurrence des passifs d'impôts différés. Le Groupe veille à assurer l'homogénéité entre les prévisions utilisées dans le cadre de cet exercice et celles retenues pour les tests de dépréciation.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôts différés relèvent d'impôts levés par la même autorité de taxation.

### 3. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Les enregistrements de commandes de l'année 2016 s'élèvent à 1465 M€. L'environnement commercial a été marqué par la quasi-absence de grands projets, les principaux donneurs d'ordre industriels ayant décalé leurs décisions d'investissements du fait du contexte économique, politique et institutionnel particulièrement volatile. Les enregistrements de commandes se sont cependant maintenus en Europe et en Amérique du Nord, grâce à la bonne dynamique des activités équipementières dans l'automobile et la logistique, qui permettent de compenser la morosité des marchés de l'énergie et de l'industrie générale ; l'Asie, le Moyen-Orient et l'Afrique, plus exposés aux grands projets et aux secteurs du métal et du ciment, ont en revanche marqué le pas.

### 4. COMPARABILITÉ DES EXERCICES

En 2016, le Groupe a révisé les estimations initiales réalisées dans le cadre de l'acquisition de Fives Lund LLC, diminuant ainsi les écarts d'acquisition et les autres passifs non courants et courants de 2,2 M€. Le résultat net de 2015 s'améliore pour sa part de 57 k€ avec effet sur le résultat financier et l'impôt différé.

### 5. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

La liste des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2016 figure en note 6.32.

#### 5.1. DAISHO

Le 7 décembre 2016, le Groupe a finalisé l'acquisition du sous-groupe Daisho Seiki Corporation, un fournisseur japonais de premier plan de rectifieuses de disques et de machines d'écroûtage de barres pour l'automobile et d'autres industries. Cette opération vient consolider la présence de Fives sur le marché de la rectification, notamment au Japon et en Corée, et étend son expertise à la conception et la fabrication de rectifieuses verticales haute précision à une ou deux têtes.

La contrepartie transférée pour 100 % de Daisho Seiki Corporation s'élève à 325 MJPY. Les frais d'acquisition encourus en 2016 se sont élevés à 0,6 M€ avant effet d'impôt. Ils sont inclus dans le poste « Résultat de cessions et frais d'acquisition ».

Les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables qui satisfont aux critères de comptabilisation de la norme IFRS 3 ont été comptabilisés dans le bilan d'ouverture sur la base d'une estimation provisoire de la juste valeur à la date d'acquisition. Conformément aux dispositions de cette norme, le Groupe dispose de douze mois pour finaliser l'affectation du prix d'acquisition.

Daisho est présenté dans le secteur opérationnel Automobile.

## 6. NOTES EXPLICATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (en milliers d'euros)

### 6.1. INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Les secteurs opérationnels du Groupe sont les suivants :

**Automobile:** le pôle conçoit, réalise et installe des équipements, systèmes d'usinage, systèmes automatisés de production et systèmes de remplissage destinés principalement à l'industrie automobile.

**Logistique:** le pôle conçoit des systèmes automatisés de tri destinés aux postes et aux sociétés de messagerie, de transport et de distribution.

**Ciment:** l'offre du pôle ciment s'étend de la fourniture d'équipements de procédés isolés, tels les brûleurs, les broyeurs, les séparateurs de matière (à destination des industries du ciment et des minéraux), aux ateliers de broyage et cimenteries clés en main.

**Énergie:** le pôle conçoit et réalise différents équipements industriels dans le domaine de l'énergie, en particulier sur les segments des systèmes de combustion industrielle haute performance, des équipements de production et de finition de tubes, des équipements cryogéniques pour le traitement des hydrocarbures et la séparation d'air, ainsi que de la bioénergie et du sucre. Par ailleurs, sur le segment de la tuyauterie nucléaire, le Groupe intervient, principalement en France, sur des contrats de maintenance, ainsi que sur certains projets de constructions neuves.

**Métal:** le pôle métal développe des procédés et fournit des équipements destinés principalement à la production d'aluminium, d'acier plat et de verre. Concernant l'aluminium, les équipements proposés couvrent les procédés clés de fabrication de l'aluminium primaire répartis dans les secteurs carbone, électrolyse et fonderie de l'aluminerie. Dans le domaine de l'acier, le Groupe, qui possède une double expertise mécanique et thermique, fournit des laminoirs, des fours de réchauffage de grande capacité, ainsi que des lignes de traitement de la bande d'acier. Le pôle intervient également dans le secteur du verre où le Groupe fournit des lignes de production de verre creux et de verre plat, comprenant l'ensemble des équipements des sections fusion et étenderie.

**Aéronautique et industrie:** le pôle aéronautique et industrie propose des solutions d'usinage de pièces complexes de grande dimension et de dépose de composites, à destination de l'aéronautique et des secteurs minier et des hydrocarbures notamment. Il propose par ailleurs des solutions de maintenance industrielle préventive et corrective.

**Autres:** activités de holdings, ou communes aux autres activités.

## Information par secteur opérationnel

	2016	2015
Automobile	386 857	314 459
Logistique	209 951	218 713
Ciment	84 399	232 703
Énergie	300 985	334 886
Métal	201 032	259 189
Aéronautique et industrie	266 619	342 638
Autres	15 223	5 198
<b>Total enregistrements de commandes</b>	<b>1 465 066</b>	<b>1 707 786</b>
Automobile	318 514	333 025
Logistique	238 665	179 194
Ciment	277 975	318 514
Énergie	375 523	364 522
Métal	274 903	277 879
Aéronautique et industrie	285 239	239 941
Autres	8 380	5 089
<b>Total chiffre d'affaires</b>	<b>1 779 199</b>	<b>1 718 164</b>
Automobile	25 225	28 812
Logistique	20 158	14 508
Ciment	21 530	19 482
Énergie	2 024	5 298
Métal	4 636	20 665
Aéronautique et industrie	(10 967)	(19 707)
Autres	1 453	(5 025)
<b>Total résultat opérationnel courant</b>	<b>64 059</b>	<b>64 033</b>
Automobile	30 619	34 051
Logistique	22 187	16 386
Ciment	22 831	21 119
Énergie	18 338	22 324
Métal	12 376	28 057
Aéronautique et industrie	6 624	(2 001)
Autres	2 613	(3 982)
<b>Résultat opérationnel courant avant amortissements</b>	<b>115 588</b>	<b>115 954</b>

La répartition des actifs par secteur opérationnel se présente ainsi:

31.12.16	Automobile	Logistique	Ciment	Énergie	Métal	Aéro. et industrie	Autres	Total
Écart d'acquisition	28 511	17 590	1 967	84 649	34 382	77 949		245 048
Immobilisations corporelles et incorporelles	58 297	17 238	7 290	89 070	44 733	80 207	3 112	299 947
<b>Total actifs sectoriels</b>	<b>86 808</b>	<b>34 828</b>	<b>9 257</b>	<b>173 719</b>	<b>79 115</b>	<b>158 156</b>	<b>3 112</b>	<b>544 995</b>
Autres actifs								1 002 779
<b>Total actif</b>								<b>1 547 774</b>

31.12.15	Automobile	Logistique	Ciment	Énergie	Métal	Aéro. et industrie	Autres	Total
Écart d'acquisition	29 475	17 590	1 956	82 560	33 674	75 472		240 727
Immobilisations corporelles et incorporelles	51 992	14 649	7 402	100 790	52 493	92 258	2 526	322 110
<b>Total actifs sectoriels</b>	<b>81 467</b>	<b>32 239</b>	<b>9 358</b>	<b>183 350</b>	<b>86 167</b>	<b>167 730</b>	<b>2 526</b>	<b>562 837</b>
Autres actifs								1 044 699
<b>Total actif</b>								<b>1 607 536</b>

## 6.2. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires se ventile comme suit:

	2016	2015
Contrats de construction (IAS 11)	1 112 961	1 039 153
Prestations de services (IAS 18 avancement)	222 845	203 877
Vente de biens (IAS 18 achèvement)	443 393	475 134
<b>Total</b>	<b>1 779 199</b>	<b>1 718 164</b>

### Chiffre d'affaires par zone de destination

	2016	2015
Europe	569 979	511 609
Afrique et Moyen-Orient	257 128	316 489
Amérique	567 303	521 091
Asie et Océanie	384 789	368 975
<b>Total</b>	<b>1 779 199</b>	<b>1 718 164</b>

### Chiffre d'affaires par zone d'origine

	2016	2015
Europe	1 089 699	1 083 251
Afrique et Moyen-Orient	22 457	20 321
Amérique	477 626	461 363
Asie et Océanie	189 417	153 229
<b>Total</b>	<b>1 779 199</b>	<b>1 718 164</b>

### Information relative aux principaux clients

Comme en 2015, aucun client du Groupe n'a représenté plus de 5 % du chiffre d'affaires consolidé au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

## 6.3. CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

### Charges de personnel

	2016	2015
Charges de personnel	574 146	544 390
Effectif total à fin de période	8 365	8 298

La variation des charges de personnel inclut un effet de 22 M€ lié à l'intégration en année pleine du sous-groupe Fives ECL ainsi que de Fives Lund.

### Effectifs à fin de période

Par catégorie	2016	2015
Ingénieurs et cadres	3 668	3 491
Agents de maîtrise et employés	3 194	3 204
Ouvriers	1 503	1 603
<b>Total</b>	<b>8 365</b>	<b>8 298</b>

  

Par type de contrat	2016	2015
CDI	7 894	7 844
CDD	312	294
Contrats en alternance et stages	159	160
<b>Total</b>	<b>8 365</b>	<b>8 298</b>

#### 6.4. FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

	2016	2015
Frais de recherche et développement bruts	(36 692)	(36 155)
Crédits d'impôt recherche et subventions reçues	3 881	9 412
<b>Total</b>	<b>(32 811)</b>	<b>(26 743)</b>

#### 6.5. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

Les autres produits et charges opérationnels de l'exercice 2016 s'élèvent à 8,8M€. Ils incluent un produit de 11,2M€ lié à la réestimation à la baisse des dettes d'earn-out du Groupe, principalement chez Fives ECL où les volumes d'affaires ont été plus faibles qu'attendus dans les activités de services, du fait de la conjoncture défavorable du marché de l'aluminium en 2016.

Pour mémoire les autres produits et charges opérationnels de l'exercice 2015 s'élevaient à 10M€ et incluaient un badwill de 11,3M€ constaté lors de l'acquisition de Fives ECL.

#### 6.6. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS INCLUSES DANS LE RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT

Le résultat opérationnel courant inclut les dotations aux amortissements d'immobilisations suivantes:

	2016	2015
Inclus dans le coût des ventes	(15 719)	(15 509)
Inclus dans les frais généraux et les autres éléments opérationnels	(10 151)	(9 734)
Amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(25 658)	(26 678)
<b>Total</b>	<b>(51 528)</b>	<b>(51 921)</b>

#### 6.7. COÛTS DE RESTRUCTURATION

Les coûts de restructuration sont pour une grande partie associés à l'arrêt des activités de Fives Industries (secteur opérationnel Métal), annoncé le 7 avril 2016.

La ligne «coûts de restructuration» comprend donc notamment:

- les coûts passés et à venir du plan de sauvegarde de l'emploi, incluant les salaires que la société continue de verser à ses employés entre la date de l'annonce du plan et la notification effective des départs (3 à 6 mois), les indemnités de licenciement ainsi que les indemnités légales versées mensuellement entre la date de la notification des départs et la date prévisionnelle de retour à l'emploi, plafonnées jusqu'à 15 mois de salaires en fonction de l'âge des employés ;
- les coûts de la cellule de reclassement et les coûts de revitalisation du territoire;
- les honoraires divers;
- par ailleurs, la perte réalisée au premier trimestre 2016 (0,9M€, principalement liée à la sous-activité) est également comptabilisée sur la ligne «coûts de restructuration».

#### 6.8. RÉSULTATS DE CESSIONS ET FRAIS D'ACQUISITIONS

	2016	2015
Résultat de cessions	590	1 415
Frais d'acquisitions	(561)	(3 523)
<b>Total</b>	<b>29</b>	<b>(2 108)</b>

**6.9. RÉSULTAT FINANCIER****Coût de l'endettement financier net**

	2016	2015
Charges financières :		
- sur dettes bancaires brutes	(3 150)	(3 074)
- sur location financement	(17)	(47)
Autres charges d'intérêt	(1 341)	(2 017)
Étalement des frais d'émission	(1 155)	(1 261)
<b>Charges d'intérêts et charges assimilées</b>	<b>(5 663)</b>	<b>(6 399)</b>
<b>Produits d'intérêts et produits assimilés</b>	<b>984</b>	<b>1 146</b>
<b>Total</b>	<b>(4 679)</b>	<b>(5 253)</b>

**Autres produits et charges financiers**

	2016	2015
Revenus des participations	169	88
Résultat de change	(3 220)	28 262
- Profits (pertes) de change	(2 570)	28 295
- Effet de terme des instruments dérivés de couverture de change et swap points	(650)	(33)
Charges financières sur retraites et avantages assimilés	(1 437)	(1 609)
Dotation nette aux provisions financières	(336)	64
Autres éléments financiers	(4 438)	(2 270)
<b>Total</b>	<b>(9 262)</b>	<b>24 535</b>

Le résultat financier du Groupe intègre un effet de change latent lié à la variation des parités euro/dollar et euro/livre sterling sur le solde non couvert des emprunts en dollars souscrits par Fives et des prêts intragroupe en devise consentis par Fives :

- en dollars à ses filiales américaines, dans le cadre de la structuration des acquisitions des sous-groupes Fives North American en 2008, Fives Bronx en 2010, Fives Machining Systems en 2013 et Fives Lund en 2015 ;
- en livres sterling à Fives UK Holding Ltd, dans le cadre du transfert à cette entité des sociétés anglaises initié fin 2012.

Les montants de ces prêts sont détaillés en note 6.26.

**6.10. IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS****Analyse de la charge d'impôt**

	2016	2015
CVAE et IRAP	(5 439)	(5 030)
Impôt exigible	(21 142)	(24 505)
<b>Sous-total impôt exigible</b>	<b>(26 581)</b>	<b>(29 535)</b>
<b>Impôt différé</b>	<b>(4 560)</b>	<b>8 646</b>
<b>Total</b>	<b>(31 141)</b>	<b>(20 889)</b>

**Taux effectif d'impôt**

	2016	2015
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>35 203</b>	<b>75 703</b>
Taux d'impôt de la maison mère	34,43%	34,43%
Charge (produit) d'impôt théorique	(12 120)	(26 065)
<b>Incidence:</b>		
Différences de taux	3 191	3 078
Variation des impôts différés actifs non reconnus et pertes non activées	20	(266)
Effet de la baisse de taux future en France	(1 493)	
Différences permanentes et autres éléments	(16 898)	5 868
<b>(Charge)/produit d'impôt</b>	<b>(27 301)</b>	<b>(17 384)</b>
<b>Taux d'impôt effectif</b>	<b>77,55%</b>	<b>22,96%</b>
Effet de la CVAE et de l'IRAP	(3 841)	(3 473)
<b>(Charge)/produit d'impôt constaté</b>	<b>(31 141)</b>	<b>(20 857)</b>

**Impôt exigible des sociétés françaises**

Fives et les filiales françaises détenues directement ou indirectement à plus de 95% font partie du périmètre d'intégration fiscale formé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013 par Novafives (listé en note 6.30). L'économie d'impôt résultant de la compensation des résultats fiscaux déficitaires avec les résultats fiscaux des sociétés bénéficiaires pour le calcul de l'impôt intégré est constatée dans les comptes de Novafives.

**Groupes d'intégration fiscale**

Le Groupe déclare ses résultats au sein d'intégrations fiscales aux États-Unis et en Italie ; l'effet pratique est de considérer l'ensemble des entités membre d'une intégration comme une seule entité fiscale. Le Groupe utilise également le mécanisme du group relief en Grande-Bretagne qui permet la compensation des gains et pertes entre entités faisant partie d'un même groupe durant un exercice fiscal.

**Impôts différés**

Les modalités de compensation sont détaillées en note 2.24.

Les actifs d'impôts différés sont reconnus lorsque leurs perspectives d'utilisation présentent une probabilité de recouvrement suffisante.

Le montant net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit:

	31.12.15					31.12.16	
	Impôts différés actif	Impôts différés passif	Var. constatée en résultat	Var. constatée en situation nette	Écarts de conv. et autres	Impôts différés actif	Impôts différés passif
Provisions pour engagements de retraite	15 922		(1 805)	289	(651)	13 754	
Déficits fiscaux reportables	17 767		(2 337)		(277)	15 153	
Réévaluations	6 497	(30 525)	3 320		960	9 434	(29 181)
Autres différences temporaires	37 645	(8 728)	(3 759)	(3)	(343)	32 497	(7 816)
<b>Impôts différés actif (passif) bruts</b>	<b>77 831</b>	<b>(39 253)</b>	<b>(4 581)</b>	<b>285</b>	<b>(310)</b>	<b>70 838</b>	<b>(36 998)</b>
Limitation des impôts différés actifs	(2 054)		20		199	(1 835)	
Compensation	(34 575)	34 575				(29 962)	29 962
<b>Impôts différés actifs reconnus</b>	<b>41 202</b>	<b>(4 678)</b>	<b>(4 561)</b>	<b>285</b>	<b>(111)</b>	<b>39 042</b>	<b>(7 036)</b>
<b>Impôts différés nets</b>	<b>36 524</b>					<b>32 006</b>	

## 6.11. ÉCARTS D'ACQUISITION

	31.12.15 Net	Variation de périmètre	Transfert	Variation de change et autres	31.12.16 Net
Automobile	29 475			(964)	28 511
Logistique	17 590				17 590
Ciment	1 956			11	1 967
Énergie	82 560			2 089	84 649
Métal	33 674			708	34 382
Aéronautique et industrie	75 472			2 477	77 949
<b>Total</b>	<b>240 727</b>			<b>4 321</b>	<b>245 048</b>

Conformément à la norme IAS 36, un test de perte de valeur a été réalisé au 31 décembre 2016 au niveau de l'UGT que représente chaque secteur. Les hypothèses suivantes ont été retenues:

- plan moyen terme 2017-2020 ;
- taux de croissance de la valeur terminale : 2% (identique à l'hypothèse du test de l'exercice 2015) ;
- taux d'actualisation : 10% (identique à l'hypothèse du test de l'exercice 2015).

Le test n'a pas conduit à constater de pertes de valeurs au 31 décembre 2016.

## Analyse de sensibilité

## Sensibilité aux taux

Des tests ont été menés avec la combinaison des hypothèses défavorables suivantes : hausse de 1% du taux d'actualisation et baisse de 1% du taux de croissance de la valeur terminale.

Sur ces bases, il ne conviendrait pas de constater de pertes de valeur.

## Sensibilité aux flux

En cas de dégradation de 10% des flux de trésorerie long terme estimés de n'importe lequel des six secteurs du Groupe, il ne conviendrait pas de constater de perte de valeur.

## 6.12. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	31.12.16			31.12.15		
	Brut	Amort. / Dépréc.	Net	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Technologies et R&D acquises	105 042	(45 425)	59 617	104 968	(36 019)	68 949
Marques acquises	26 878	(14 627)	12 251	26 262	(9 005)	17 257
Relations clients, carnet de commandes et autres acquis	70 670	(46 272)	24 398	68 788	(34 890)	33 898
Concessions, brevets et licences	35 129	(28 409)	6 719	33 499	(25 406)	8 093
Autres immobilisations incorporelles	25 281	(13 384)	11 897	13 958	(7 934)	6 024
<b>Total</b>	<b>263 000</b>	<b>(148 118)</b>	<b>114 882</b>	<b>247 475</b>	<b>(113 254)</b>	<b>134 221</b>

Au 31 décembre 2016, l'évolution de la valeur des immobilisations incorporelles s'analyse comme suit:

	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
<b>Solde au 31.12.15</b>	<b>247 475</b>	<b>(113 254)</b>	<b>134 221</b>
Acquisitions	7 793		7 793
Sorties et cessions	(514)	708	194
Dotations aux amortissements / dépréciations		(29 751)	(29 751)
Reclassements	3 240	(2 747)	493
Variations de périmètre	(176)	298	122
Effet des variations de change	5 182	(3 373)	1 809
<b>Solde au 31.12.16</b>	<b>263 000</b>	<b>(148 119)</b>	<b>114 881</b>

Au 31 décembre 2015, l'évolution de la valeur des immobilisations incorporelles s'analysait comme suit :

	Brut	Amort./ Dépréc.	Net
<b>Solde au 31.12.14</b>	<b>187 013</b>	<b>(76 018)</b>	<b>110 995</b>
Acquisitions	3 526		3 526
Sorties et cessions	(672)	179	(493)
Dotations aux amortissements / dépréciations		(30 215)	(30 215)
Reclassements	2 546	(1 492)	1 054
Variations de périmètre	39 385		39 385
Effet des variations de change	15 677	(5 708)	9 969
<b>Solde au 31.12.15</b>	<b>247 475</b>	<b>(113 254)</b>	<b>134 221</b>

### 6.13. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	31.12.16			31.12.15		
	Brut	Amort./ Dépréc.	Net	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Terrains, aménagements	28 110	(169)	27 941	25 800	(340)	25 460
Terrains en crédit-bail	237		237	1 260		1 260
Constructions	157 122	(77 249)	79 873	158 477	(76 307)	82 170
Constructions en crédit-bail	8 014	(3 972)	4 042	9 647	(4 324)	5 323
Installations techniques, matériel et outillages	179 755	(132 284)	47 471	189 533	(140 679)	48 854
Autres immobilisations	59 035	(41 652)	17 383	56 887	(41 094)	15 793
Autres immobilisations en crédit-bail	747	(164)	583	430	(29)	401
Immobilisations en cours	3 613		3 613	7 846	(56)	7 790
Avances sur immobilisations	3 920		3 920	838		838
<b>Total</b>	<b>440 553</b>	<b>(255 490)</b>	<b>185 063</b>	<b>450 718</b>	<b>(262 829)</b>	<b>187 889</b>

Au 31 décembre 2016, l'évolution de la valeur des immobilisations corporelles s'analyse comme suit :

	Brut	Amort./ Dépréc.	Net
<b>Solde au 31.12.15</b>	<b>450 718</b>	<b>(262 829)</b>	<b>187 889</b>
Acquisitions	18 497		18 497
Sorties et cessions	(12 040)	10 642	(1 398)
Dotations aux amortissements / dépréciations		(21 892)	(21 892)
Reclassements	(9 587)	7 673	(1 914)
Variations de périmètre	(5 845)	11 362	5 517
Effet des variations de change	(1 190)	(446)	(1 636)
<b>Solde au 31.12.16</b>	<b>440 553</b>	<b>(255 490)</b>	<b>185 063</b>

Au 31 décembre 2015, l'évolution de la valeur des immobilisations corporelles s'analysait comme suit :

	Brut	Amort./ Dépréc.	Net
<b>Solde au 31.12.14</b>	<b>405 231</b>	<b>(238 636)</b>	<b>166 595</b>
Acquisitions	19 868		19 868
Sorties et cessions	(6 800)	4 712	(2 088)
Dotations aux amortissements / dépréciations		(21 725)	(21 725)
Reclassements	1 516	35	1 551
Variations de périmètre	17 527		17 527
Effet des variations de change	13 376	(7 215)	6 161
<b>Solde au 31.12.15</b>	<b>450 718</b>	<b>(262 829)</b>	<b>187 889</b>

**6.14. ACTIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS****Actifs financiers non courants**

	31.12.16			31.12.15		
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	Net
Titres disponibles à la vente	9 842	(1 643)	8 199	7 758	(1 637)	6 121
Titres mis en équivalence	981		981	1 079		1 079
Créances rattachées à des participations	3 618	(154)	3 464	190	(84)	106
Autres immobilisations financières	5 068	(228)	4 840	4 487	(198)	4 289
<b>Total</b>	<b>19 509</b>	<b>(2 025)</b>	<b>17 484</b>	<b>13 514</b>	<b>(1 919)</b>	<b>11 595</b>

La variation de la valeur brute des titres disponibles à la vente inclut une augmentation de juste valeur de 136 k€ au 31 décembre 2016 (133 k€ nets d'impôt).

L'échéancier de ces actifs financiers (hors titres disponibles à la vente et titres mis en équivalence) se présente de la manière suivante au 31 décembre 2016 :

	31.12.16		
	Valeur au bilan	De 1 à 5 ans	> 5ans
Créances rattachées à des participations	3 464		3 464
Autres immobilisations financières	4 840	1 900	2 940
<b>Total</b>	<b>8 304</b>	<b>1 900</b>	<b>6 404</b>

**Actifs financiers courants**

	31.12.16			31.12.15		
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	Net
Instruments dérivés actifs	1 150		1 150	1 514		1 514
Créances rattachées à des participations	188	(64)	124	225	(80)	145
Prêts	150		150	101		101
Intérêts courus sur créances et prêts	3		3	5		5
Autres	4 083		4 083	1 567		1 567
<b>Total actifs financiers courants</b>	<b>5 574</b>	<b>(64)</b>	<b>5 510</b>	<b>3 412</b>	<b>(80)</b>	<b>3 332</b>

**6.15. STOCKS ET TRAVAUX EN COURS**

	31.12.16			31.12.15		
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	Net
Matières premières	74 201	(16 422)	57 779	75 283	(18 278)	57 005
Encours de production sur contrats à l'achèvement	96 767	(6 216)	90 551	106 884	(5 056)	101 828
Produits intermédiaires et finis	38 438	(9 532)	28 906	38 278	(9 595)	28 683
<b>Total</b>	<b>209 406</b>	<b>(32 170)</b>	<b>177 236</b>	<b>220 445</b>	<b>(32 929)</b>	<b>187 516</b>

**6.16. CONTRATS DE CONSTRUCTION**

	31.12.16		31.12.15	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Contrats de construction - montants à l'actif	127 272		118 656	
Contrats de construction - montants au passif		(213 456)		(207 708)
<b>Net</b>	<b>(86 184)</b>		<b>(89 052)</b>	

L'information cumulée relative aux contrats de construction en cours est la suivante:

	31.12.16	31.12.15
Coûts et marges dégagés à l'avancement	1 699 509	1 546 649
Facturation intermédiaire	(1 783 594)	(1 632 746)
Provisions pour pertes à terminaison	(2 099)	(2 955)
<b>Net</b>	<b>(86 184)</b>	<b>(89 052)</b>

## 6.17. CRÉANCES CLIENTS

	31.12.16			31.12.15		
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	Net
<b>Total des créances clients</b>	<b>417 913</b>	<b>(9 095)</b>	<b>408 818</b>	<b>407 005</b>	<b>(11 265)</b>	<b>395 740</b>

L'évolution des dépréciations sur les créances clients peut être analysée comme suit:

	Ouverture	Dotations	Reprises	Écarts de conversion	Autres*	Clôture
<b>2016</b>	(11 265)	(1 589)	3 625	121	13	(9 095)
<b>2015</b>	(10 902)	(4 888)	6 754	(408)	(1 821)	(11 265)

\* résultant notamment des mouvements de périmètre

La balance âgée des créances clients nettes se présente de la façon suivante au 31 décembre 2016:

	Total	Non Échues	Échues < 30 jours	Échues > 30 jours < 90 jours	Échues > 90 jours
<b>2016</b>	<b>408 818</b>	<b>322 429</b>	<b>46 039</b>	<b>20 641</b>	<b>19 709</b>
<b>2015</b>	<b>395 740</b>	<b>309 900</b>	<b>48 039</b>	<b>17 166</b>	<b>20 635</b>

La politique du Groupe en matière de maîtrise du risque client repose sur les principes suivants:

- vigilance en amont se matérialisant notamment par un processus d'analyse du risque client lors de la phase de sélection du projet et de la remise d'offre ;
- dispositions spécifiques pour les contrats significatifs, avec l'obligation de couverture (risque commercial et/ou politique) en fonction de critères liés à la taille du contrat, à la nature du client, à la catégorie de pays concerné ;
- suivi à intervalle régulier des retards de paiements en phase de réalisation et mise en œuvre dans les meilleurs délais des actions nécessaires à l'encaissement des créances nées.

En raison de la nature des activités exercées par le Groupe, les créances restant impayées au-delà de la date d'échéance contractuelle représentent souvent des montants confirmés par les clients, mais dont le règlement est soumis à l'apurement de certaines réserves soulevées lors de l'inspection des travaux. De telles créances demeurent entièrement recouvrables ; les coûts à supporter au titre de la levée des réserves sont inclus dans la détermination de la marge à terminaison des contrats considérés.

Les provisions pour dépréciation sont évaluées au cas par cas en prenant en considération le risque de non-recouvrement.

## 6.18. AUTRES ACTIFS COURANTS

	31.12.16	31.12.15
Créances fiscales	49 205	44 443
Avances et acomptes versés	30 130	32 811
Créances diverses	9 319	13 719
Charges constatées d'avance	7 828	8 941
<b>Total</b>	<b>96 483</b>	<b>99 914</b>

**6.19. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE**

	31.12.16	31.12.15
Équivalents de trésorerie	9 830	66 248
Disponibilités	112 797	111 848
<b>Total trésorerie et équivalents de trésorerie active</b>	<b>122 627</b>	<b>178 096</b>

Les équivalents de trésorerie sont constitués d'OPCVM monétaires, certificats de dépôts négociables et comptes à terme à échéance de moins de trois mois.

Les disponibilités incluent des comptes courants rémunérés.

**Répartition de la trésorerie et équivalents de trésorerie par devise**

	Euro	USD	GBP	CNY	JPY	CAD	Autres	Total
Équivalents de trésorerie	740	4 833			1 957		2 300	9 830
Disponibilités	46 990	10 552	2 505	21 648	8 655	13 427	9 020	112 797
<b>Total 31.12.16</b>	<b>47 730</b>	<b>15 385</b>	<b>2 505</b>	<b>21 648</b>	<b>10 612</b>	<b>13 427</b>	<b>11 321</b>	<b>122 627</b>
Swaps de change	3 244	(38 290)	(4 216)	5 172	30 572	2 824	696	
<b>Total 31.12.16 avant swaps</b>	<b>50 974</b>	<b>(22 905)</b>	<b>(1 711)</b>	<b>26 820</b>	<b>41 184</b>	<b>16 251</b>	<b>12 017</b>	<b>122 627</b>

Au 31 décembre 2015, la trésorerie se répartissait de la façon suivante:

	Euro	USD	GBP	CNY	JPY	CAD	Autres	Total
Équivalents de trésorerie	45 756	19 447			3 879	4 697	1 045	66 248
Disponibilités	45 731	13 112	8 669	20 690	3 879	4 697	15 070	111 848
<b>Total 31.12.15</b>	<b>91 487</b>	<b>32 559</b>	<b>8 669</b>	<b>20 690</b>	<b>3 879</b>	<b>4 697</b>	<b>16 115</b>	<b>178 096</b>
Swaps de change	(68 260)	20 851	5 586	14 729	17 929	4 631	4 534	
<b>Total 31.12.15 avant swaps</b>	<b>23 227</b>	<b>53 410</b>	<b>14 255</b>	<b>35 419</b>	<b>21 808</b>	<b>9 328</b>	<b>20 649</b>	<b>178 096</b>

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus majoritairement dans des devises majeures et sont disponibles pour le Groupe.

**6.20. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE****Trésorerie nette**

	31.12.16	31.12.15
Équivalents de trésorerie	9 830	66 248
Disponibilités	112 797	111 848
<b>Sous-total trésorerie et équivalents de trésorerie active</b>	<b>122 626</b>	<b>178 096</b>
Concours bancaires courants	(3 036)	(2 134)
<b>Total</b>	<b>119 590</b>	<b>175 962</b>

## Variation du BFR

	31.12.16	31.12.15	Variations	
			Liées à l'activité	Autres*
Stocks et travaux en cours	(177 236)	(187 515)	14 174	(3 894)
Contrats de construction - montant à l'actif	(127 272)	(118 656)	(11 996)	3 380
Créances clients	(408 818)	(395 740)	(8 180)	(4 898)
Autres actifs courants / non courants inclus dans le BFR	(96 739)	(99 498)	2 676	83
Contrats de construction - montant au passif	213 456	207 708	4 723	1 025
Fournisseurs et comptes rattachés	318 466	325 751	(4 238)	(3 047)
Autres passifs courants / non courants inclus dans le BFR	205 940	224 642	(25 275)	6 572
<b>Besoin en fonds de roulement avant provisions courantes</b>	<b>(72 202)</b>	<b>(43 311)</b>	<b>(28 115)</b>	<b>(779)</b>
Provisions courantes	82 763	107 737	(25 094)	120
<b>Besoin en fonds de roulement</b>	<b>10 561</b>	<b>64 426</b>	<b>(53 209)</b>	<b>(659)</b>

\* résultant notamment des mouvements de périmètre et des écarts de conversion

## 6.21. CAPITAUX PROPRES

## Politique de gestion du capital

Le Groupe gère son capital dans le cadre d'une politique financière prudente et rigoureuse visant à rémunérer de façon satisfaisante les actionnaires. Il n'existe aucun covenant financier faisant intervenir les capitaux propres consolidés du Groupe ni les capitaux propres de la société mère.

## Capital social

Le capital social au 31 décembre 2016 est composé de 2 185 612 actions de 47 € de valeur nominale chacune qui ont été entièrement libérées par paiement en numéraire ou par apport en nature; le capital social s'élève ainsi à 102 723 764 €.

## Actionnariat

L'actionnaire principal de Fives est la société Novafives qui détient 99,99 % de son capital au 31 décembre 2016.

## Distributions

La société n'a distribué aucun dividende sur la période.

## 6.22. PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

	31.12.15	Dotations	Utilisations	Reprises sans objet	Écarts de conversion	Autres	31.12.16
Garantie	50 877	2 171	(13 625)	(21 322)	(507)	3 206	40 400
Litiges sur contrats	4 016	713	(425)	(1 147)	10		3 167
Pertes futures sur contrats	695	1 247	(1 162)	(318)	(11)	(37)	414
Charges sur commandes terminées	36 320	19 081	(19 020)	(13 746)	(274)	2 622	24 983
Autres provisions pour risques et charges	15 829	12 170	(4 595)	(4 716)	149	(5 038)	13 799
<b>Total provisions courantes</b>	<b>107 737</b>	<b>54 982</b>	<b>(38 827)</b>	<b>(41 249)</b>	<b>(633)</b>	<b>753</b>	<b>82 763</b>
Retraites	54 195	5 105	(6 839)	(153)	(2 047)	3 269	53 529
Autres avantages postérieurs à l'emploi	7 271	765	(1 116)	(534)	36	(212)	6 211
Autres provisions - part non courante	7 784	12 017	(6 998)	(1 594)	50	54	11 313
<b>Total provisions non courantes</b>	<b>69 250</b>	<b>17 887</b>	<b>(14 953)</b>	<b>(2 281)</b>	<b>(1 961)</b>	<b>3 111</b>	<b>71 053</b>

## Provisions courantes

Les provisions courantes sont pour l'essentiel relatives aux garanties, pertes futures sur contrats autres que les contrats de construction, et litiges sur des contrats terminés.

Les provisions pour garanties couvrent l'estimation des coûts futurs à engager durant la période de garantie des commandes, postérieurement à la réception provisoire (ou événement équivalent).

### Provisions non courantes

Les provisions non courantes incluent pour l'essentiel les provisions pour restructuration, pour avantages au personnel (notamment le TFR en Italie et les médailles du travail en France) et les provisions pour litiges autres que ceux afférents aux contrats.

La provision pour engagements de retraite concerne les régimes à prestations définies en vigueur dans le Groupe, à savoir :

- les indemnités de départ à la retraite françaises et japonaises ;
- les régimes de retraites complémentaires ; les régimes anglais, américain, allemand et français sont fermés et les droits acquis ont été cristallisés à la date de fermeture.

### Hypothèses actuarielles

31.12.16	France	Royaume-Uni	États-Unis	Japon	Allemagne	Inde
Taux d'actualisation	1,5%	2,7 - 2,9%	3,6%	0,3%	1,8%	6,6 - 8,0%
Taux de rendement attendu des actifs du régime	NA	2,7 - 2,9%	NA	NA	NA	6,6 - 8,0%
Taux d'augmentation des salaires	1,5%	NA	NA	2%	NA	5 - 7,25%

  

31.12.15	France	Royaume-Uni	États-Unis	Japon	Allemagne	Inde
Taux d'actualisation	2,3%	3,7 - 4,2%	3,7%	0,3%	2,3%	7,7 - 7,9%
Taux de rendement attendu des actifs du régime	NA	3,7 - 4,2%	NA	NA	NA	7,7 - 7,9%
Taux d'augmentation des salaires	1,5 - 2%	NA	NA	2%	NA	5%

La valeur actuelle totale des obligations futures («Defined Benefit Obligation») s'élève à 99726k€ au 31 décembre 2016. Compte tenu de la juste valeur des actifs de couverture des différents régimes au 31 décembre 2016, l'engagement net à cette date s'établit à 53529k€.

Le résultat de la période correspond au coût des services rendus, à l'effet de «désactualisation» de l'engagement net du rendement attendu des actifs et à l'amortissement des services passés. Globalement, les charges et les variations de provisions pour engagements et indemnités de retraite conduisent à une charge nette pour l'exercice de 3276k€, comptabilisée dans le résultat opérationnel courant à hauteur de 2008k€ (charge), et dans le résultat financier à hauteur de 1437k€ (charge).

Par ailleurs, le montant des écarts actuariels générés sur la période et comptabilisés directement en autres éléments du résultat global s'élève 3350k€, hors effet d'impôt.

	Engagements de retraite						Total
	France	États-Unis	Royaume-Uni	Zone euro	Japon	Inde	
<b>VARIATION DE LA VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION</b>							
Valeur actualisée de l'obligation au 1 <sup>er</sup> janvier retraitée	23 769	9 620	60 057	3 630	845	433	98 355
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 477		300	22	139	69	2 008
Effet de l'actualisation	527	329	2 147	49	4	39	3 095
Cotisations versées par les salariés							
Modification de plan							
Réduction / Liquidation de régime		(169)	(300)				(469)
Entrée de périmètre	46				436		482
Prestations payées	(2 815)	(824)	(3 772)	(85)		(71)	(7 567)
Nouveaux écarts actuariels	1 761	(248)	11 183	101		29	12 826
Écart de change et autres	(337)	270	(8 989)		46	9	(9 001)
<b>Valeur actualisée de l'obligation au 31.12.16</b>	<b>24 428</b>	<b>8 978</b>	<b>60 626</b>	<b>3 717</b>	<b>1 470</b>	<b>508</b>	<b>99 727</b>
<b>VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS DU RÉGIME</b>							
Juste valeur des actifs du régime au 1 <sup>er</sup> janvier			43 787			372	44 159
Rendement réel des actifs du régime			11 101			33	11 134
Cotisations versées par l'employeur			1 574			102	1 676
Cotisations versées par les salariés							
Réduction / Liquidation de régime			(300)				(300)
Entrée de périmètre							
Prestations versées par le régime			(3 772)			(80)	(3 852)
Écart de change et autres			(6 625)			6	(6 619)
<b>Juste valeur des actifs du régime au 31.12.16</b>			<b>45 765</b>			<b>433</b>	<b>46 198</b>
<b>COMPOSANTES DES MONTANTS INSCRITS DANS LES COMPTES</b>							
Excédent des obligations de retraite sur la valeur des fonds	24 428	8 978	14 861	3 717	1 470	75	53 529
<b>Montant net comptabilisé en provision au 31.12.16</b>	<b>24 428</b>	<b>8 978</b>	<b>14 861</b>	<b>3 717</b>	<b>1 470</b>	<b>75</b>	<b>53 529</b>
<b>COMPOSANTES DE LA CHARGE PÉRIODIQUE NETTE COMPTABILISÉE EN 2016</b>							
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 477		300	22	139	69	2 008
Effet de l'actualisation	527	329	2 147	49	4	39	3 095
Rendement attendu des actifs du régime			(1 624)			(34)	(1 658)
(Gain)/Perte liée à une réduction ou une liquidation de régime		(169)					(169)
<b>Charge périodique nette comptabilisée en 2016</b>	<b>2 004</b>	<b>160</b>	<b>823</b>	<b>71</b>	<b>143</b>	<b>74</b>	<b>3 276</b>
<b>VARIATION DE LA PROVISION POUR RETRAITE ET AUTRES</b>							
Provision au bilan au 1 <sup>er</sup> janvier retraitée	23 769	9 620	16 270	3 630	845	61	54 195
Cotisations versées par l'employeur			(1 574)			(102)	(1 676)
Charge périodique nette comptabilisée	2 004	160	823	71	143	74	3 276
Prestations payées directement par l'employeur	(2 815)	(824)	(0)	(85)		9	(3 715)
Entrée de périmètre	46				436		482
Écarts actuariels	1 761	(248)	1 706	101		30	3 350
Écart de change et autres	(337)	270	(2 364)		46	3	(2 382)
<b>Provision au bilan au 31.12.16</b>	<b>24 428</b>	<b>8 978</b>	<b>14 862</b>	<b>3 717</b>	<b>1 470</b>	<b>75</b>	<b>53 529</b>

	Engagements de retraite						Total
	France	États-Unis	Royaume-Uni	Zone euro	Japon	Inde	
<b>VARIATION DE LA VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION</b>							
Valeur actualisée de l'obligation au 1 <sup>er</sup> janvier retraitée	24 864	9 543	68 539	2 304	711	419	106 380
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 757		315	24	56	96	2 248
Effet de l'actualisation	554	340	2 522	48		37	3 501
Cotisations versées par les salariés							
Modification de plan							
Réduction / Liquidation de régime			(315)				(315)
Entrée de périmètre	3 718			1 444			5 162
Prestations payées	(2 770)	(959)	(13 472)	(84)		(82)	(17 367)
Nouveaux écarts actuariels	(4 354)	(384)	(1 864)	(106)		(63)	(6 771)
Écart de change et autres		1 080	4 332		78	26	5 516
<b>Valeur actualisée de l'obligation au 31.12.15</b>	<b>23 769</b>	<b>9 620</b>	<b>60 057</b>	<b>3 630</b>	<b>845</b>	<b>433</b>	<b>98 354</b>
<b>VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS DU RÉGIME</b>							
Juste valeur des actifs du régime au 1 <sup>er</sup> janvier			52 537			296	52 833
Rendement réel des actifs du régime			(15)			26	11
Cotisations versées par l'employeur			1 708			68	1 776
Cotisations versées par les salariés							
Réduction / Liquidation de régime			(315)				(315)
Entrée de périmètre							
Prestations versées par le régime			(13 472)			(79)	(13 551)
Écart de change et autres			3 344			61	3 405
<b>Juste valeur des actifs du régime au 31.12.15</b>			<b>43 787</b>			<b>372</b>	<b>44 159</b>
<b>COMPOSANTES DES MONTANTS INSCRITS DANS LES COMPTES</b>							
Excédent des obligations de retraite sur la valeur des fonds	23 769	9 620	16 270	3 630	845	61	54 195
<b>Montant net comptabilisé en provision au 31.12.15</b>	<b>23 769</b>	<b>9 620</b>	<b>16 270</b>	<b>3 630</b>	<b>845</b>	<b>61</b>	<b>54 195</b>
<b>COMPOSANTES DE LA CHARGE PÉRIODIQUE NETTE COMPTABILISÉE EN 2015</b>							
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 757		315	24	56	96	2 248
Effet de l'actualisation	554	340	2 522	48		37	3 501
Rendement attendu des actifs du régime (Gain)/Perte liée à une réduction ou une liquidation de régime			(1 868)			(25)	(1 893)
<b>Charge périodique nette comptabilisée en 2015</b>	<b>2 311</b>	<b>340</b>	<b>969</b>	<b>72</b>	<b>56</b>	<b>108</b>	<b>3 856</b>
<b>VARIATION DE LA PROVISION POUR RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES CONSENTIS</b>							
Provision au bilan au 1 <sup>er</sup> janvier retraitée	24 864	9 543	16 002	2 304	711	123	53 547
Cotisations versées par l'employeur			(1 708)			(68)	(1 776)
Charge périodique nette comptabilisée	2 311	340	969	72	56	108	3 856
Prestations payées directement par l'employeur	(2 770)	(959)		(84)		(3)	(3 816)
Entrée de périmètre	3 718			1 444			5 162
Écarts actuariels	(4 354)	(384)	19	(106)		(63)	(4 888)
Écart de change et autres		1 080	987		78	(36)	2 110
<b>Provision au bilan au 31.12.15</b>	<b>23 769</b>	<b>9 620</b>	<b>16 269</b>	<b>3 630</b>	<b>845</b>	<b>61</b>	<b>54 195</b>

## Tableau des fonds investis

	2016		2015	
	Montant	%	Montant	%
Actions	37 967	82%	35 213	80%
Obligations et assimilés	6 994	15%	7 356	17%
Monétaire	997	2%	1 358	3%
Fonds diversifiés	240	1%	232	1%
<b>Valeur de marché des fonds investis</b>	<b>46 198</b>	<b>100,00%</b>	<b>44 159</b>	<b>100,00%</b>

## Valeur actuelle des engagements

	31.12.16	31.12.15
Valeur de l'obligation	99 727	98 354
Valeur de marché des fonds investis	(46 198)	(44 159)
<b>Valeur actuelle des engagements</b>	<b>53 529</b>	<b>54 195</b>

## Analyse de sensibilité

La valeur actuelle des engagements postérieurs à l'emploi est sensible aux taux d'actualisation. Le tableau ci-dessous présente l'effet d'une baisse de 25 points de base des taux d'actualisation sur la valeur présente de l'engagement :

	2016		2015	
	k€	% du DBO	k€	% du DBO
France	845	3,56%	752	3,27%
États-Unis	332	3,77%	179	1,86%
Royaume-Uni	3130	5,16%	3041	5,06%
Allemagne	137	3,70%	79	2,18%
Japon	1	0,10%	1	0,12%
Inde	1	0,13%	(83)	-17,00%

## 6.23. DETTES FINANCIÈRES COURANTES ET NON COURANTES

	31.12.16			31.12.15		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit	41 028	31 313	72 341	51 380	37 050	88 430
Frais d'émission	(1 633)		(1 633)	(2 776)		(2 776)
Dettes de crédit-bail	2 399	296	2 695	2 542	2 310	4 852
Intérêts courus et charge d'intérêt anticipée		384	384		772	772
Instruments dérivés passifs		5 550	5 550		4 457	4 457
Autres dettes financières		59 236	59 236	28 350	37 232	65 582
Comptes créditeurs de banques		3 036	3 036		2 134	2 134
<b>Total dettes financières</b>	<b>41 794</b>	<b>99 815</b>	<b>141 609</b>	<b>79 496</b>	<b>83 955</b>	<b>163 451</b>

## Emprunts auprès des établissements de crédit

La dette auprès des établissements de crédit est amortissable et majoritairement souscrite à taux variable.

## Autres dettes financières

Les autres dettes financières correspondent aux emprunts auprès de la maison-mère Novafives.

## Variation par nature des dettes financières

	31.12.16	31.12.15	Variations					
			Variation incluse dans le flux de financement	Périmètre	Conversion	Impact Var. Juste valeur	Nouvelle dette de crédit-bail	Charge d'intérêt
Emprunts auprès des établissements de crédit	72 341	88 430	(25 755)	8 793	873			
Frais d'émission	(1 633)	(2 776)	(7)		(4)			1 154
Dettes de crédit-bail	2 695	4 852	(2 477)		1		319	
Autres dettes envers les établissements de crédit								
Autres passifs financiers	59 236	65 582	(6 346)					
Intérêts courus	384	772	(4 700)		1			4 312
Instruments dérivés passifs	5 550	4 457			2	1 091		
Comptes créditeurs de banques	3 036	2 134						
<b>Total dettes financières</b>	<b>141 610</b>	<b>163 450</b>	<b>(39 285)</b>	<b>8 793</b>	<b>873</b>	<b>1 091</b>	<b>319</b>	<b>5 466</b>

## Répartition de la dette par taux

	31.12.16			31.12.15		
	Taux fixe	Taux variable	Total	Taux fixe	Taux variable	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit	3 335	69 006	72 341		88 430	88 430
Frais d'émission	(1 633)		(1 633)	(2 776)		(2 776)
Dettes de crédit-bail	633	2 062	2 695	483	4 369	4 852
Autres dettes financières		59 236	59 236		65 582	65 582
Intérêts courus	384		384	772		772
<b>Total emprunts et dettes financières</b>	<b>2 719</b>	<b>130 304</b>	<b>133 023</b>	<b>(1 521)</b>	<b>158 381</b>	<b>156 860</b>

## Répartition de la dette par devises

	31.12.16				31.12.15		
	Euros	USD	JPY	Total	Euros	USD	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit	10 485	53 222	8 634	72 341	20 229	68 201	88 430
Frais d'émission	(1 336)	(297)		(1 633)	(2 177)	(599)	(2 776)
Dettes de crédit-bail	2 653	42		2 695	4 781	71	4 852
Autres dettes financières	59 236			59 236	65 582		65 582
Intérêts courus	173	211		384	533	239	772
<b>Total emprunts et dettes financières</b>	<b>71 211</b>	<b>53 178</b>	<b>8 634</b>	<b>133 023</b>	<b>88 948</b>	<b>67 912</b>	<b>156 860</b>

**6.24. AUTRES PASSIFS COURANTS ET NON COURANTS****Autres passifs non courants**

	31.12.16	31.12.15
Participation	3 619	4 359
Engagement estimé de rachat de minoritaires	8 618	7 871
Dettes estimées sur complément de prix	22 545	28 542
Dettes diverses	1 470	1 490
Produits constatés d'avance	965	422
<b>Total</b>	<b>37 217</b>	<b>42 684</b>

**Autres passifs courants**

	31.12.16	31.12.15
Dettes fiscales et sociales	120 206	121 623
Dettes sur acquisitions d'immobilisations	1 631	2 267
Avances et comptes reçus sur contrats à l'achèvement	49 875	65 175
Dettes d'acquisition de participations		915
Dettes estimées sur complément de prix		1 765
Dettes diverses	21 359	26 041
Produits constatés d'avance	8 935	11 432
<b>Total</b>	<b>202 006</b>	<b>229 218</b>

**6.25. CONTRATS DE LOCATION****Contrats de location-financement**

Les immobilisations corporelles financées par un contrat de location-financement sont les suivantes:

	31.12.16			31.12.15		
	Brut	Amort. / Dépréc.	Net	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Terrains en crédit-bail	237		237	1 260		1 260
Constructions en crédit-bail	8 014	(3 972)	4 042	9 647	(4 324)	5 323
Autres immobilisations en crédit-bail	747	(164)	583	430	(29)	401
<b>Total location financement</b>	<b>8 998</b>	<b>(4 136)</b>	<b>4 862</b>	<b>11 337</b>	<b>(4 353)</b>	<b>6 984</b>

L'échéancier des paiements futurs minimaux au titre des contrats de location-financement est le suivant:

	31.12.16	31.12.15
À moins d'un an	295	2 309
Entre un et cinq ans	2 389	2 461
Plus de cinq ans	10	81
<b>Valeur des montants futurs minimaux</b>	<b>2 695</b>	<b>4 852</b>

**Contrats de location simple**

L'échéancier des paiements futurs minimaux au titre des contrats de location simple est le suivant :

	31.12.16	31.12.15
À moins d'un an	12 895	14 057
Entre un et cinq ans	33 377	22 896
Plus de cinq ans	12 107	
<b>Valeur des montants futurs minimaux</b>	<b>58 379</b>	<b>36 953</b>

## 6.26. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La gestion des risques financiers se fait conformément à la politique de gestion définie par le Directoire. La responsabilité du recensement et de l'évaluation, ainsi que de la couverture des risques financiers dans le respect de la politique du Groupe, appartient à l'entité opérationnelle concernée.

Afin de gérer ses expositions aux risques de marché, le Groupe utilise des instruments financiers dérivés qui sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur.

À la date d'arrêt, la juste valeur des produits dérivés, sans prise en compte de la décote non significative liée au risque de contrepartie, se répartit de la façon suivante :

	31.12.16		31.12.15	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
<b>Instruments dérivés de change</b>				
Rattachés à une couverture de juste valeur	1 150	5 550	1 514	4 457
Non éligibles à la comptabilité de couverture				

### Risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité du Groupe et de chacune de ses filiales est étroitement et périodiquement appréciée par Fives à l'aide des procédures de reporting financier du Groupe.

L'analyse suivante porte sur les engagements contractuels des dettes financières, incluant notamment les intérêts à payer.

Ces flux de trésorerie prévisionnels sont calculés jusqu'à l'échéance contractuelle des dettes auxquelles ils se rattachent. Les intérêts futurs à taux variables sont figés sur la base du dernier coupon fixé pour la période en cours et sur la base des fixings applicables en date d'arrêt pour les flux liés aux échéances ultérieures.

Les flux futurs de trésorerie présentés n'ont pas fait l'objet d'actualisation.

	Valeur bilan	< 1 an	entre 1 et 2 ans	entre 2 et 3 ans	entre 3 et 4 ans	entre 4 et 5 ans	> 5 ans
<b>Instruments financiers non dérivés</b>							
Emprunts auprès des établissements de crédit	72 341	31 313	27 788	5 279	3 625	1 153	3 182
Autres dettes financières	59 236	59 236					
Dettes de crédit-bail	2 695	296	434	431	1 413	111	10
<b>Total dettes brutes à long terme</b>	<b>134 272</b>	<b>90 846</b>	<b>28 222</b>	<b>5 170</b>	<b>5 038</b>	<b>1 264</b>	<b>3 192</b>
Frais d'émission	(1 635)	(1 635)	9				
<b>Total dettes à long terme</b>	<b>132 637</b>	<b>89 201</b>	<b>28 232</b>	<b>5 710</b>	<b>5 038</b>	<b>1 264</b>	<b>3 192</b>
Intérêts sur dettes à long terme		2 283	744	291	130	100	405

Il n'est pas prévu, sur la base des données en date de clôture, que les flux de trésorerie indiqués se produisent de façon anticipée et pour des montants sensiblement différents de ceux indiqués dans l'échéancier.

Cette analyse exclut les actifs financiers et notamment les postes de trésorerie et équivalents de trésorerie et de créances clients qui s'élèvent respectivement à 122,6M€ et 408,8M€ au 31 décembre 2016. Il est rappelé que le Groupe dispose d'une ligne de crédit renouvelable de 90M€ utilisable à toutes fins jusqu'en janvier 2020.

L'utilisation de cette ligne est libre jusqu'à 30M€, et soumise au-delà au test d'un ratio de levier trimestriel, test qui n'a pas trouvé à s'appliquer au cours de l'exercice 2016.

### Risque de taux d'intérêt

La dette à taux variable de 130,3M€ est proche du montant de la trésorerie active de 122,6M€.

La dette à taux variable inscrite au bilan de Fives est constituée, d'une part, de l'emprunt souscrit auprès de Novafives et, d'autre part, des diverses tranches de dette bancaire externe souscrites.

La trésorerie disponible et les équivalents de trésorerie sont placés majoritairement sur des supports de rémunération à taux variable (notamment OPCVM monétaires indexés sur l'Eonia). Les instruments à taux fixe sont de type compte à terme ou certificats de dépôts de maturité maximale à trois mois.

Le risque de taux est donc globalement adossé par le rendement de la trésorerie placée à taux variable. Novafives n'étant pas une contrepartie externe, dans un contexte de taux historiquement bas, le Groupe n'a pas souscrit d'instrument de couverture sur cet emprunt.

Une position similaire a été retenue pour les emprunts bancaires souscrits localement, le coût de portage d'une couverture à taux fixe étant jugé à ce jour plus défavorable que l'exposition au risque de taux.

### Analyse de sensibilité au risque de taux

Le Groupe est potentiellement soumis au risque de variation des taux d'intérêt sur son résultat compte tenu :

- des flux de trésorerie relatifs à l'endettement à taux variable ;
- des flux de trésorerie relatifs aux placements à taux variable.

L'analyse suivante de sensibilité du résultat 2017 au risque de taux est effectuée en supposant que :

- le montant des dettes financières au 31 décembre 2016 est réduit à hauteur des remboursements contractuels à effectuer au cours de l'année 2017 ; aucune mise en place d'instruments de couverture du risque de taux ne sera réalisée ;
- la trésorerie disponible et les équivalents de trésorerie, par devise et par taux, restent constants sur l'année par rapport à leur montant au 31 décembre 2016 ;
- le Groupe garde accès à des comptes courants auxquels ne s'appliquent pas des taux négatifs.

Dans un potentiel environnement de taux négatifs, l'analyse de sensibilité a été réalisée avec une hausse de 1%, d'une part, et avec une baisse de 1%, d'autre part. L'analyse tient également compte des planchers contractuels applicables aux taux de référence des emprunts du Groupe.

Sous ces hypothèses, le Groupe n'est pas exposé au risque de taux.

	Impact du calcul de sensibilité	
	- 1%	+ 1%
Dettes à taux variable	70	(683)
Trésorerie placée à taux variable		668
<b>Impact résultat</b>	<b>70</b>	<b>(15)</b>

### Risque de change

#### Dettes financières en devises

Le Groupe a contracté en 2015 de la dette financière en dollars pour financer ses acquisitions et ses activités aux États-Unis. La dette financière en dollars, détenue en France, représente une exposition au risque de change de 36,7M\$.

Par ailleurs, dans le passé, le Groupe a financé en euro, sa monnaie de référence, l'acquisition de sociétés aux États-Unis. Les décaissements ainsi occasionnés ont été refinancés par la mise en place de prêts descendants à long terme, libellés en USD, vers les sociétés opérationnelles acquises.

Le nominal exposé au risque de change sur ces prêts s'élevait à 261,5M\$ au 31 décembre 2016.

L'exposition nette du Groupe s'élève donc à 224,8M\$.

Il a par ailleurs été décidé au cours du quatrième trimestre 2016 de réduire le niveau d'endettement du sous-groupe US par le biais d'une augmentation de capital par Fives de la holding américaine du Groupe, Fives Inc. Cette opération qui a eu lieu le 23 mars 2017 a eu pour conséquence de réduire le nominal exposé au risque de change sur les prêts descendants de 60 M\$, à 201,5M\$. L'exposition nette du Groupe après prise en compte de cette opération s'élève à 164,8M\$.

En outre, le Groupe a initié en décembre 2012 la réorganisation de ses activités au Royaume-Uni, via notamment le reclassement de ses actifs opérationnels sous une même société anglaise, Fives UK Holding Ltd. Cette dernière s'est endettée auprès de Fives afin de procéder à ces rachats. Le nominal exposé s'élevait à 47,1M£ au 31 décembre 2016.

#### Risque de change opérationnel

Le Groupe est principalement exposé au risque de change via des positions nettes créées par la négociation de contrats à l'export dans une devise différente de la devise fonctionnelle de la société contractante.

Les principaux couples de devises de risque sont l'EUR/USD, le GBP/EUR, le JPY/EUR et le CNY/EUR.

Le Groupe s'efforce par contrat par contrat de limiter l'exposition de sa marge opérationnelle au risque de change en positionnant des achats dans la ou les devises de vente, afin de bénéficier d'une couverture naturelle.

Les risques de change résiduels nets sont couverts dès leur naissance essentiellement par le biais de contrats de change à terme et/ ou la mise en place de polices Bpifrance Assurance Export change (filiales françaises).

### Analyse de sensibilité au risque de change

Cette analyse exclut les impacts liés à la conversion des états financiers de chaque entité du Groupe dans la monnaie de présentation de celui-ci (euro).

#### Exposition au 31 décembre 2016, prêts USD et GBP, nominal et intérêts prévisionnels 2017

Le nominal des prêts d'acquisition libellés en USD, s'élève à 261,5M\$ au 31 décembre 2016, le produit prévisionnel d'intérêts 2017 à 18,6M\$, soit une exposition brute de 280,1M\$ ou 265,7M€ après conversion au cours de clôture de l'exercice. Les prêts d'acquisition sont adossés à des emprunts externes à hauteur de 36,7M\$ de nominal, auxquels se rattache une charge d'intérêt prévisionnelle pour 2017 de 0,8M\$, soit une position nette de 37,5M\$, ou 35,5M€ après conversion au taux de clôture de l'exercice.

La position des prêts d'acquisition libellés en USD, nets des emprunts, y compris intérêts nets est ainsi de 242,7M\$ ou 230,2M€ après conversion au taux de clôture de l'exercice.

Le nominal du prêt à Fives UK Holding Ltd. est de 47,1M€, le produit d'intérêt prévisionnel 2017 de 2,1M€ soit une exposition brute de 49,2M€, soit 57,5M€ après conversion au cours de clôture de l'exercice.

La sensibilité de ces expositions en devises à une variation de 10 cents du cours de change EUR/USD et/ou EUR/GBP serait la suivante en 2017 :

	TC-10c	TC	TC+10c
<b>Prêts USD</b>			
Cours de clôture	0,954	1,054	1,154
Créance nette après couverture	254,3	230,2	210,3
<b>Impact résultat 2017</b>	<b>24,1</b>	<b>-</b>	<b>(19,9)</b>
<b>Prêts GBP</b>			
Cours de clôture	0,756	0,856	0,956
Créance nette après couverture	65,1	57,5	51,5
<b>Impact résultat 2017</b>	<b>7,6</b>	<b>-</b>	<b>(6,0)</b>
<b>Total impact résultat 2017</b>	<b>31,7</b>	<b>-</b>	<b>25,9</b>

#### Exposition nette au 31 décembre 2016, prêts USD et GBP, cash-flows prévisionnels 2017

Les cash-flows attendus en 2017 au titre des prêts intra-groupe d'acquisition libellés en USD (échéances d'intérêts et capital), en considérant un respect des échéanciers contractuels en place, s'élèvent à 26,9M\$. Par ailleurs, le service 2017, en capital et en intérêts, des emprunts externes contractés en USD, est de 19,1M\$.

L'exposition cash sur les flux de trésorerie prévisionnels en USD en 2017 ressort donc à 7,8M\$, soit 7,4 M€ après conversion au cours de clôture de l'exercice.

Les flux de trésorerie attendus en 2017 au titre du prêt de Fives à Fives Holding UK sont de 10,1M€, soit 11,8M€ après conversion au cours de clôture de l'exercice.

#### Contrats commerciaux

Le risque de change sur les contrats commerciaux est généralement couvert par des instruments de marché, éligibles à la comptabilité de couverture en juste valeur. Les éléments financiers relatifs aux contrats commerciaux faisant l'objet d'une couverture contre le risque de change sont valorisés au taux des couvertures.

Les sociétés mesurent régulièrement l'efficacité de leurs couvertures de change au regard de l'évolution des sous-jacents couverts.

#### Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte financière, consécutif au non-respect par un tiers de son engagement d'honorer une dette. Le Groupe est exposé au risque de crédit du fait de ses activités opérationnelles (principalement au travers des créances clients) et de ses activités financières au travers des dépôts, des contrats de couverture de change et des autres instruments financiers contractés avec des banques et des institutions financières.

**Risque lié aux créances commerciales**

Le Groupe considère que le risque d'une défaillance de contrepartie, susceptible d'avoir un impact significatif sur sa situation financière et son résultat, est limité. En effet, le Groupe mène une gestion attentive du risque de crédit sur ses créances commerciales, détaillée en note 6.17.

**Risque lié aux autres actifs financiers**

Les transactions du Groupe sur les produits dérivés ont pour seul objet de réduire son exposition globale aux risques de change et de taux d'intérêt naissant de ses activités normales ; elles sont limitées aux marchés organisés ou à des opérations de gré à gré avec des opérateurs de premier plan.

**Risque lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie**

Au 31 décembre 2016, la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont intégralement placés auprès des banques commerciales de premier rang finançant l'activité du Groupe.

**6.27. VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS PAR CATÉGORIE**

Les méthodes retenues sont décrites dans les principes comptables. Le Groupe n'a pas identifié de différences significatives entre la valeur comptable et la valeur de marché des différents postes du bilan, quelle que soit leur catégorie ou leur niveau de juste valeur.

Le Groupe distingue trois catégories d'instruments financiers à partir des deux modes de valorisation utilisés (prix cotés et techniques de valorisation) :

- catégorie de niveau 1 : instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif ;
- catégorie de niveau 2 : instruments financiers dont l'évaluation à la juste valeur fait appel à des techniques de valorisation reposant sur des paramètres de marché observables ;
- catégorie de niveau 3 : instruments financiers dont l'évaluation à la juste valeur fait appel à des techniques de valorisation reposant sur des paramètres non observables (paramètres dont la valeur résulte d'hypothèses ne reposant pas sur des prix de transactions observables sur les marchés sur le même instrument ou sur des données de marché observables disponibles en date de clôture) ou qui ne le sont que partiellement.

Les actifs financiers disponibles à la vente et OPCVM monétaires rentrent dans la catégorie de niveau 1 et les instruments dérivés de change et de taux rentrent dans la catégorie de niveau 2. Les passifs liés aux acquisitions (dettes de complément de prix et engagements de rachat) rentrent dans la catégorie de niveau 3.

**6.28. ENGAGEMENTS HORS BILAN****Avals, cautions et autres**

	31.12.16	31.12.15
Engagements donnés	253 878	358 364
Engagements reçus	79 079	53 314

Les avals, cautions et autres ci-dessus correspondent aux engagements donnés ou reçus dans le cadre du financement des affaires en cours d'exécution et des garanties de bonne fin données sur les contrats.

**6.29. PARTIES LIÉES**

Les parties liées sont principalement :

- les actionnaires de Fives ;
- les entreprises associées ;
- les entités non consolidées.

Aucune transaction significative autre que celles décrites dans la présente annexe n'a été réalisée avec les parties liées.

**Rémunération des principaux dirigeants**

En 2016, les rémunérations versées par Fives et ses filiales aux membres du Comité Exécutif du groupe Fives, soit 19 personnes au total, se sont élevées à 4236 k€.

Aucun membre du Comité Exécutif ne bénéficie d'un système de retraite à prestation définie qui aurait été mis en place par une entité du Groupe.

### 6.30. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes de Fives et de ses filiales figurant dans les comptes consolidés des périodes arrêtées au 31 décembre 2016 et 2015 s'élève respectivement à :

	2016			2015		
	Audit légal	Autres missions	Total	Audit légal	Autres missions	Total
Deloitte	562	234	796	646	83	729
Ernst & Young	778	235	1 014	711	123	834
Grant Thornton	708	59	767	750	309	1 059
<b>Total</b>	<b>2 048</b>	<b>529</b>	<b>2 577</b>	<b>2 107</b>	<b>515</b>	<b>2 622</b>

### 6.31. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture.

### 6.32. LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES AU 31 DÉCEMBRE 2016

Sociétés consolidées	Localisation	Méthode de consolidation	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt
<b>HOLDINGS ET FILIALES NON AFFECTÉES AUX SECTEURS OPÉRATIONNELS</b>				
Fives *	Paris, France			Société Mère
Fives Manufacturing Industries *	Paris, France	IG	100,00	100,00
FI 2006 *	Paris, France	IG	100,00	100,00
Fives UK Holding Ltd.	Royaume-Uni	IG	100,00	100,00
Fives Inc.	États-Unis	IG	100,00	100,00
Fives Italy S.r.l.	Italie	IG	100,00	100,00
Fives Engineering (Shanghai) Co., Ltd.	Chine	IG	100,00	100,00
Shanghai Fives Automation & Processing Equipment Co., Ltd.	Chine	IG	100,00	100,00
Fives India Engineering & Projects Pvt. Ltd.	Inde	IG	100,00	100,00
Fives Japan KK	Japon	IG	100,00	100,00
<b>AUTOMOBILE</b>				
Fives Conveying *	Montévrain, France	IG	100,00	100,00
Fives Cinetic *	Héricourt, France	IG	100,00	100,00
Fives Cinetic Corp.	États-Unis	IG	100,00	100,00
Fives Cinetic Mexico SA de CV	Mexique	IG	100,00	100,00
Fives Filling & Sealing K.K.	Japon	IG	100,00	100,00
Fives DyAG Corp.	États-Unis	IG	100,00	100,00
Fives Filling & Sealing *	Le Bignon, France	IG	100,00	100,00
Fives Giustina S.r.l.	Italie	IG	100,00	100,00
Daisho Seiki Corporation	Japon	IG	100,00	100,00
Daisho Seiki Korea Co., Ltd.	Corée du Sud	IG	100,00	85.46
Daisho Seiki American Corporation	États-Unis	IG	100,00	100,00
Fives Landis Corp.	États-Unis	IG	100,00	100,00
Fives Landis Ltd.	Royaume-Uni	IG	100,00	100,00
Fives Landis GmbH	Allemagne	IG	100,00	100,00
Fives Conveying Iberica S.A.	Espagne	IG	100,00	100,00
<b>LOGISTIQUE</b>				
Fives Intralogistics Corp.	États-Unis	IG	100,00	100,00
Fives Intralogistics K.K.	Japon	IG	100,00	100,00

Sociétés consolidées	Localisation	Méthode de consolidation	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt
Fives Intralogistics S.p.a.	Italie	IG	100,00	100,00
Fives Intralogistics SAS *	Grigny, France	IG	100,00	100,00
<b>CIMENT</b>				
Fives FCB *	Villeneuve d'Ascq, France	IG	100,00	100,00
Fives FCB Services Mexico S.A. de C.V.	Mexique	IG	99,90	99,90
Fives Pillard	Marseille, France	IG	85,18	85,18
Fives Pillard España S.A.	Espagne	IG	85,18	85,18
Fives Pillard (Tianjin) International Trading Co., Ltd.	Chine	IG	85,18	85,18
Fives Pillard Combustion System Equipment (Beijing) Co., Ltd.	Chine	IG	85,18	85,18
Fives Pillard Deutschland GmbH	Allemagne	IG	47,50	40,46
Fives Combustion Systems Pvt. Ltd.	Inde	IG	100,00	100,00
<b>ÉNERGIE</b>				
Fives Cail *	Ronchin, France	IG	100,00	100,00
Fives Cail KCP Ltd.	Inde	MEE	40,00	40,00
Fives Fletcher Ltd.	Royaume-Uni	IG	100,00	100,00
Fives Lille do Brasil Ltda.	Brésil	IG	100,00	100,00
Fletcher Smith Inc.	États-Unis	IG	100,00	100,00
Fives North American Combustion France, SAS *	Marseille, France	IG	100,00	100,00
Fives North American Combustion Netherlands B.V.	Pays-Bas	IG	100,00	100,00
Fives North American Combustion Spain, S.L.	Espagne	IG	100,00	100,00
Fives North American Combustion UK, Ltd.	Royaume-Uni	IG	100,00	100,00
Fives North American Combustion, Inc.	États-Unis	IG	100,00	100,00
Fives North American Combustion Canada, Inc.	Canada	IG	100,00	100,00
North American Construction Services, Ltd.	États-Unis	IG	100,00	100,00
Fives Cryo*	Golbey, France	IG	100,00	100,00
Fives Cryo (Suzhou) Co., Ltd.	Chine	IG	100,00	100,00
Fives Cryomec A.G.	Suisse	IG	100,00	100,00
Fives Cryo Inc.	États-Unis	IG	100,00	100,00
Fives Nordon *	Nancy, France	IG	100,00	100,00
Fives Itas S.p.a.	Italie	IG	100,00	100,00
Fives Bronx, Inc.	États-Unis	IG	100,00	100,00
Fives Bronx Ltd.	Royaume-Uni	IG	100,00	100,00
Fives OTO S.p.a.	Italie	IG	100,00	100,00
<b>MÉTAL</b>				
F.L. Métal *	Seclin, France	IG	100,00	100,00
Fives DMS *	Seclin, France	IG	100,00	100,00
Fives ST Corp.	États-Unis	IG	100,00	100,00
Fives Keods *	Maisons-Alfort, France	IG	100,00	100,00
Fives Stein *	Maisons-Alfort, France	IG	100,00	100,00
Fives Celes *	Lautenbach, France	IG	100,00	100,00
Fives Stein Belgium	Belgique	IG	100,00	100,00
Fives Stein Bilbao S.A.	Espagne	IG	100,00	100,00
Fives Stein Inc.	États-Unis	IG	100,00	100,00
Fives Stein India Projects Pvt. Ltd.	Inde	IG	100,00	100,00
Fives Stein Metallurgical Technology (Shanghai) Co, Ltd.	Chine	IG	100,00	100,00
Fives Stein Ltd.	Royaume-Uni	IG	100,00	100,00
Fives Stein Manufacturing *	Bar-Le-Duc, France	IG	100,00	100,00
Fives Solios *	Le Pecq, France	IG	100,00	100,00
PSA 2000 *	Le Pecq, France	IG	100,00	100,00

Sociétés consolidées	Localisation	Méthode de consolidation	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt
PSA 2000 Saudi Arabia Ltd.	Arabie Saoudite	IG	100,00	100,00
Fives Services Gulf SPC	Bahreïn	IG	100,00	100,00
Fives Solios Corp.	États-Unis	IG	100,00	100,00
Fives Solios Inc.	Canada	IG	100,00	100,00
Fives Services Southern Africa (Pty) Ltd.	Afrique du Sud	IG	100,00	100,00
Fives Proabd *	Mulhouse, France	IG	100,00	100,00
Fives Solios Ltd.	Royaume-Uni	IG	100,00	100,00
Fives ECL *	Ronchin, France	IG	100,00	100,00
ECL Services Africa Engineering (Pty) Ltd.	Afrique du Sud	IG	100,00	100,00
Fives Services, Inc.	Canada	IG	100,00	100,00
ECL Services Middle East DMCC	Émirats Arabes Unis	IG	100,00	100,00
Fives Services Australia Pty Ltd.	Australie	IG	100,00	100,00
ECL Shanghai Co., Ltd.	Chine	IG	100,00	100,00
<b>AÉRONAUTIQUE ET INDUSTRIE</b>				
Cincinnati Machine International, LLC	États-Unis	IG	100,00	100,00
Fives Giddings & Lewis, LLC	États-Unis	IG	100,00	100,00
Fives Machining Systems Inc.	États-Unis	IG	100,00	100,00
Fives Machining Systems International (Hong Kong) Limited	Chine	IG	100,00	100,00
Fives Machining Systems Korea Inc.	Corée du Sud	IG	100,00	100,00
Fives Machining Systems (Shanghai) Co., Ltd.	Chine	IG	100,00	100,00
Fives Lund LLC	États-Unis	IG	75,00	75,00
Fives Machining *	Saint-Laurent-les-Tours, France	IG	100,00	100,00
Fives Liné Machines Inc.	Canada	IG	100,00	100,00
4192567 Canada Inc.	Canada	IG	100,00	100,00
Sogelire Inc.	Canada	IG	100,00	100,00
Fives Maintenance *	Montévrain, France	IG	100,00	100,00

\* Sociétés incluses dans le périmètre de l'intégration fiscale Novafives.

IG : sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration globale

MEE : sociétés consolidées selon la méthode de la mise en équivalence



# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2016

ERNST & YOUNG ET AUTRES  
1-2 place des Saisons - 92037 Paris-La Défense Cedex  
S.A.S. à capital variable  
Commissaire aux comptes  
Membre de la compagnie régionale de Versailles

DELOITTE & ASSOCIÉS  
185 avenue Charles-de-Gaulle - 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex  
S.A. au capital de 1 723 040 €  
Commissaire aux comptes  
Membre de la compagnie régionale de Versailles

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société FIVES, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères, et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

## II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de dépréciation selon la méthode décrite dans les notes 2.5, 2.14 et 6.11 de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de dépréciation ainsi que les estimations de flux de trésorerie futurs et les hypothèses utilisées et nous avons vérifié que les notes 2.5, 2.14 et 6.11 de l'annexe aux comptes consolidés donnent une information appropriée.
- Les résultats sur les contrats de construction et contrats de services à long terme sont dégagés à l'avancement sur la base d'une estimation du chiffre d'affaires et des coûts à terminaison qui est sujette à révision au fur et à mesure de l'état d'avancement du contrat, suivant les principes développés dans les notes 2.5 et 2.18 de l'annexe aux comptes consolidés. Ces estimations sont effectuées sur chaque contrat sous le contrôle du management. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté notamment à prendre connaissance des processus mis en place dans ce domaine, apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, et comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes.
- Les actifs d'impôts différés sont reconnus dans la mesure où les prévisions de résultat à moyen terme confèrent à une entité fiscale une assurance raisonnable de récupération, comme indiqué dans les notes 2.5 et 2.24 de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné les prévisions financières et les hypothèses utilisées et avons vérifié que les notes 2.5 et 2.24 de l'annexe aux comptes consolidés donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### **III. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du Groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 5 avril 2017

Les Commissaires aux comptes

ERNST & YOUNG ET AUTRES  
Pierre Jouanne

DELOITTE & ASSOCIÉS  
Pascal Colin

# PROJET DE RÉSOLUTIONS (extrait)

## PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Assemblée générale,

–après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Directoire, du rapport du Conseil de surveillance, et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels,

–et pris connaissance des comptes annuels,

approuve les comptes de la société arrêtés au 31 décembre 2016 tels qu'ils lui sont présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou mentionnées dans ces rapports faisant apparaître un bénéfice de 32 779 673,78€.

L'Assemblée Générale approuve également le montant global de certaines charges non déductibles fiscalement s'élevant à 59 818€ ainsi que l'impôt correspondant ressortant à 19 939€.

## DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, sur proposition du Directoire, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice de 32 779 673,78€ en totalité au poste report à nouveau ce qui aura pour effet d'en porter le montant à 199 973 994,60€.

L'Assemblée générale constate qu'il n'a pas été distribué de dividende au titre des trois exercices précédents.

## TROISIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale,

–après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Directoire, du rapport du Conseil de surveillance et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2016,

–et pris connaissance des comptes consolidés,

approuve les comptes consolidés de la société arrêtés au 31 décembre 2016 tels qu'ils lui sont présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou mentionnées dans ces rapports faisant apparaître un résultat net part du Groupe de 3 216k€.

## QUATRIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-86 du code de commerce, approuve les termes de ce rapport et la convention qui y est mentionnée.

## CINQUIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale, comme conséquence des résolutions qui précèdent, donne pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 quitus entier, définitif et sans réserve de leur gestion aux membres du Directoire et de l'exécution de leurs mandats aux membres du Conseil de surveillance.

## SIXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale décide de nommer en qualité de nouveau membre du Conseil de Surveillance pour une durée de six années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice 2022 :

–Madame Laurence Parisot, née le 31 août 1959 à Luxeuil-les-Bains (70), demeurant 5 place de la Sorbonne, 75005 Paris.

## SEPTIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale ratifie expressément la décision prise par le Conseil de Surveillance dans sa séance du 27 mars 2017 de transférer le siège social de la société du 27/29 rue de Provence, 75009 Paris au 3 rue Drouot, 75009 Paris, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2017.

## Fives

Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance  
au capital de 102 723 764 euros  
Siège social: 3 rue Drouot, 75009 Paris  
542 023 841 R.C.S. PARIS – APE 7010Z  
Téléphone: +33 (0)1 45 23 75 75 - Fax: +33 (0)1 45 23 75 71  
E-mail: [contact@fivesgroup.com](mailto:contact@fivesgroup.com)  
[www.fivesgroup.com](http://www.fivesgroup.com)

Édité par la Direction de la Communication de Fives

Créé par Le Square: +33 (0)1 45 06 56 44  
Photographies: Fives, Le Square  
Copyright © 2017 - Fives - Tous droits réservés



[www.fivesgroup.com](http://www.fivesgroup.com)

